

Rapport préliminaire  
de la Commission  
royale d'enquête sur le bilinguisme  
et le  
biculturalisme

CAI Z 1  
-63B01



CA1 Z1

-63B01

Government  
Publications

Rapport préliminaire de  
la Commission royale d'enquête sur le  
bilinguisme et le biculturalisme

Cage

C. 3

Canada. Royal commission on  
Bilingualism and Biculturalism  
Preliminary report

1967







# Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme



A Son Excellence  
le Gouverneur général en conseil

Nous, les Commissaires  
constitués en commission royale  
avons l'honneur de présenter  
à Votre Excellence  
le rapport préliminaire suivant,

André Laurendeau, président conjoint  
A. Davidson Dunton, président conjoint  
Clément Cormier c.s.c.  
Royce Frith  
Jean-Louis Gagnon  
M<sup>me</sup> Gertrude M. Laing  
Jean Marchand  
J. B. Rudnyckyj  
F. R. Scott  
Paul Wyczynski

Paul Lacoste, secrétaire conjoint  
N. M. Morrison, secrétaire conjoint

Ottawa, le 1<sup>er</sup> février 1965

© Droits de la Couronne réservés

En vente chez l'Imprimeur de la Reine à Ottawa,  
et dans les librairies du Gouvernement fédéral  
dont voici les adresses:

OTTAWA

*Édifice Daly, angle Mackenzie et Rideau*

TORONTO

*Édifice Mackenzie, 36 est, rue Adelaide*

MONTRÉAL

*Édifice Æterna-Vie, 1182 ouest, rue Ste-Catherine*

ou chez votre libraire.

Des exemplaires sont à la disposition des intéressés  
dans toutes les bibliothèques publiques du Canada.

Prix \$1.00

N° de catalogue Z1-1963/1-3F

*Prix sujet à changement sans avis préalable*

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.  
Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie  
Ottawa, Canada  
1965

*Dix Canadiens ont parcouru le pays durant des mois, rencontré des milliers de Canadiens, écouté et lu ce que leurs compatriotes avaient à dire. Ils ne prétendent pas s'appuyer aujourd'hui sur une enquête scientifique, ni proposer encore des solutions. Ils disent simplement: voilà ce que nous avons vu et entendu, et voici la conclusion provisoire que nous en tirons—conclusion provisoire mais unanime.*

*Les membres de la Commission éprouvent le besoin de faire partager à leurs compatriotes l'expérience qu'ils ont vécue, et les leçons que pour l'instant ils en tirent. Cette expérience, on peut la résumer ainsi: les commissaires, comme tous les Canadiens qui lisent les journaux, s'attendaient bien à se trouver en présence de tensions et de conflits, ils savaient que ces difficultés furent monnaie courante durant toute l'histoire de la Confédération, et qu'elles sont normales dans un pays où coexistent des cultures. Mais ce qu'ils ont peu à peu décelé est différent. Ils ont été contraints de conclure que le Canada traverse actuellement, sans toujours en être conscient, la crise majeure de son histoire.*

*Cette crise a sa source dans le Québec: il n'est pas nécessaire de mener une enquête approfondie pour le savoir. Elle a des foyers secondaires: les minorités françaises des autres provinces et les minorités ethniques—ce qui ne signifie aucunement qu'à nos yeux ces problèmes soient en eux-mêmes secondaires. Quoique provinciale au départ, la crise devient canadienne à cause de l'importance numérique et stratégique du Québec, et parce qu'elle suscite ailleurs, ce qui est inévitable, des réactions en chaîne.*

*D'où vient cette crise? Notre enquête n'est pas assez avancée pour nous permettre d'en discerner avec certitude l'ampleur et les causes profondes. On nous permettra de la décrire comme nous la voyons aujourd'hui: tout se passe comme si l'état de choses établi en 1867 et jamais gravement remis en question depuis, était pour la première fois refusé par les Canadiens français du Québec.*


*Qui a tort et qui a raison? C'est une question que nous ne nous posons même pas: nous nous contentons d'enregistrer le fait de la crise qui nous paraît très grave. Si elle persiste et s'accroît, elle peut conduire à la destruction du Canada. Si elle est surmontée, elle aura contribué à la renaissance d'un Canada plus dynamique et plus riche. Mais ce ne sera possible que si la réalité est démasquée et affrontée à temps.*

*Voilà pourquoi nous croyons nécessaire de transmettre ce message aux Canadiens.*

*Il s'agit de communiquer une expérience vécue; donc, de montrer que d'humiles réalités quotidiennes en arrivent à révéler l'existence, la profondeur et l'acuité de la crise.*

*En outre, il va falloir étaler des divisions, et nous mesurons les dangers de l'entreprise. Mais aux yeux des commissaires, le risque de la lucidité est aujourd'hui moins périlleux que le risque du silence; car l'on ne guérit pas un mal de cette sorte en le cachant assez longtemps à l'intéressé. Surtout, les membres de la Commission sont convaincus qu'ils apportent au Canada le plus grand témoignage de confiance qui se puisse concevoir. Déclarer à un peuple, sans complaisance et sans ménagement, ce qu'on croit être la réalité, c'est montrer sa certitude que ce peuple est assez fort pour porter la réalité. C'est donc témoigner qu'on le respecte et qu'on a foi en son avenir.*





Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114686470>

Pour parvenir à cette idée de «crise» le lecteur est invité, en somme, à refaire le chemin qu'a parcouru la Commission. Car l'important, ce n'est pas de brandir, après tant d'autres, ce mot flamboyant de «crise», mais c'est de vérifier s'il définit fidèlement la situation actuelle, et c'est surtout d'en pénétrer le sens particulier et d'en mesurer la portée. Voilà ce que la Commission tente de faire dans ces pages.

La *première partie* du rapport préliminaire est formée d'un chapitre unique, et résume brièvement les travaux de la Commission depuis sa création. Il nous conduit à l'expérience des rencontres régionales, laquelle est l'axe de ce rapport.

Dans une *deuxième partie*, nous mettons en ordre les contrastes d'opinions que nous avons relevés. D'abord un court récit fait revivre les premières rencontres: nous parlons plus en détail de celles-ci parce qu'elles ont été notre premier contact avec l'opinion publique, mais surtout à cause de l'intérêt qu'elles ont éveillé au sein de la Commission (ch. 2). Ainsi se trouvent amorcés quelques-uns des thèmes qui seront explorés systématiquement dans les trois chapitres suivants: les grandes images que les Canadiens entretiennent de leur pays (ch. 3); la façon dont ils réagissent, dans la vie quotidienne, devant les institutions de tout ordre qui servent de cadre à celle-ci (ch. 4); enfin les rapports très divers établis par nos interlocuteurs entre ces expériences multiples et leurs vues politiques (ch. 5).

En dépit de l'extrême diversité des matériaux ainsi accumulés, quelques idées se dégagent de ces contrastes. Dans la deuxième partie la Commission se contente de mettre en ordre les idées exprimées devant elle, et c'est le public qui parle. Dans la *troisième partie*, c'est la Commission qui analysera cette réalité (ch. 6) et commencera à en dégager des conclusions provisoires (ch. 7).

Une courte postface indique les grandes lignes de l'activité future de la Commission.

## Sources d'information

Nous ne présentons pas, bien entendu, un ouvrage de science sociale mais un témoignage sur la crise canadienne.

Notre principale source d'information, c'est l'ensemble des rencontres régionales. Cependant, notre «documentation» est plus large. C'est ainsi que nous puiserons en particulier dans ce qui suit:

- 1) Les rencontres d'ordre privé organisées à l'occasion des visites aux premiers ministres provinciaux (dont il sera question dans le premier chapitre);
- 2) D'autres séances de travail qui furent tenues, privément, avec divers groupes, associations ou représentants d'institutions, surtout à Ottawa, Montréal et Toronto;
- 3) Les entrevues individuelles des commissaires dans toutes les parties du pays, ou les congrès auxquels plusieurs d'entre eux ont assisté comme témoins;
- 4) La correspondance reçue par la Commission;
- 5) Enfin, les journaux, revues, livres, études manuscrites que les membres et le personnel de la Commission n'ont cessé d'analyser.

Comme le fait sera souligné plus loin, ces informations ont été constamment échangées et commentées par les membres de la Commission.

Ce que nous appelons ici, bien improprement, une «documentation», n'est donc, principalement, que l'ensemble des opinions exprimées devant nous: nos conclusions provisoires sont fondées sur des centaines d'heures d'écoute, sur des milliers de témoignages verbaux et écrits dont aucun, pris isolément, n'a de valeur probante et dont la somme peut apparaître contradictoire, mais dont se sont dégagées, pour qui les a entendus et lus, quelques tendances très nettes.

Il restera, par conséquent, dans la sélection des nombreuses citations qu'on trouvera dans ces pages, et malgré les précautions dont nous nous sommes entourés (voir en particulier l'appendice II), un élément subjectif; mais c'est le consensus d'un groupe et non les choix d'un individu.

La Commission a tenu, surtout dans la deuxième partie, à donner le plus souvent possible la parole à ses interlocuteurs. Elle reproduira leurs propos de deux façons différentes: a) très souvent, il s'agira de citations textuelles, telles que colligées sur fiches à partir de rubans magnétiques; b) parfois nous utiliserons les comptes rendus de nos rapporteurs de groupes, ou encore les notes personnelles des commissaires: les propos ainsi retenus ne sont pas toujours rigoureusement textuels.\* C'est pourquoi nous avons tenu à distinguer les deux catégories de citations. Dans le premier cas, nous employons les doubles guillemets («...»); et dans le second, les guillemets simples ('...'). Mais dans les deux cas, la source est sûre, et la fidélité, certaine.

Chacun des commissaires a collaboré à la préparation de ce rapport: il fut rédigé tantôt en anglais et tantôt en français, et ceci, souvent, à l'intérieur d'un même chapitre, d'une même section et parfois d'un même paragraphe. On ne saurait donc parler d'un texte écrit dans une langue et traduit dans l'autre. Le lecteur passera, sans heurts nous l'espérons, d'un texte original à une traduction, et vice-versa, dans l'édition anglaise comme dans l'édition française. Car il s'agit d'une œuvre vraiment collective.

---

\*Chaque fois qu'une citation est traduite de l'anglais, on en trouvera le texte original dans l'Appendice VI.













1. Lors des premières réunions de la Commission, les 4 et 5 septembre 1963, il a fallu d'abord que ses membres apprennent à travailler ensemble. Cela va sans dire, mais peut-être cela ira-t-il mieux en le disant. Dix personnes, dont plusieurs se connaissent à peine ou pas du tout; qui ont une origine, une culture, une expérience et une profession différentes; qui au surplus vivent à des centaines ou à des milliers de milles les unes des autres; des personnes aussi diverses, même liées par des préoccupations et une mission communes, doivent premièrement se comprendre et se situer les unes par rapport aux autres, préciser leurs intentions et, beaucoup plus humblement, s'entendre sur le sens qu'elles donnent aux mots.

La Commission  
se réunit

2. Ceci est particulièrement vrai quand le mandat qu'elles ont reçu est rédigé en termes très généraux, auxquels il serait légitime de donner une portée plus ou moins large. Que signifient d'abord ces mots qui désignent la Commission: bilinguisme et biculturalisme? Que faut-il entendre par «l'égalité entre les deux peuples...»? Quels seront les cadres et les limites de l'enquête? Dans quelle mesure ces sujets traditionnels, dont les journaux parlent à cœur d'année, devront-ils déterminer des recherches précises, et dans quelles directions?

Le mandat

Les questions que nous affrontions alors, tous les Canadiens qui ont sérieusement étudié notre mandat les ont rencontrées depuis. Ils savent comme il est difficile de les cerner avec précision, combien aussi elles sont vitales et capables de réveiller de vieux sentiments historiques, des émotions et des passions chez les hommes les mieux préparés à les analyser.

C'est donc une volonté de recherche collective qui nous a conduits à des résultats communs.\*

3. L'idée maîtresse du mandat, selon nous, c'est «l'égalité entre les deux peuples» qui ont fondé la Confédération canadienne: idée abstraite qui ne commence à devenir parlante que si l'on s'en sert pour examiner des situations concrètes. Mais quelles situations? Les termes de notre mandat paraissent viser toutes les formes de la vie en société: en particulier le secteur public, la vie économique et sociale, l'éducation, la vie culturelle et les techniques de diffusion,—non dans leur totalité assurément, mais en fonction des problèmes que suscite ici la coexistence de deux langues et de deux cultures.

Les questions  
suscitées par  
le mandat

Ce n'est pas tout. De par son mandat la Commission doit en outre tenir compte «de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que [des] mesures à prendre pour sauvegarder cet apport». C'est rappeler que la langue maternelle de 14 p. c. des Canadiens n'est ni l'anglais ni le français, et que des

\*Cf. Appendice IV: Discours des présidents conjoints et Document de travail.

millions d'immigrants ont enraciné au Canada diverses cultures. Ici encore, on doit examiner les aspects enrichissants d'une réalité multiple.

Par ailleurs la Commission ne peut oublier qu'il existe au Canada une population indigène numériquement faible, il est vrai, mais qui a ses traditions et ses droits. Selon les statistiques de 1961, on compte plus de 200,000 Indiens et environ 12,000 Esquimaux, soit 1.2 p.c. de la population du pays. Mais leur nombre augmente rapidement. Bien qu'ils soient les habitants les plus anciens du Canada—les cultures esquimaudes remontent à des milliers d'années et celles des Indiens à une époque encore plus reculée—ils sont cependant moins intégrés à la vie canadienne que tout autre groupe ethnique. La place qu'ils doivent occuper parmi nous, ce que l'avenir leur réserve, devraient faire l'objet d'études spéciales.

Nous avons donc été conduits à déterminer dès l'origine un vaste champ de recherches.

Un programme  
de recherches

4. Ces recherches, nous ne pouvions les entreprendre nous-mêmes: nous n'en aurions ni le temps ni la compétence. Il faudrait donc les confier à des spécialistes. Il le faudrait d'autant plus que ces questions, même si on les aborde souvent dans certaines parties du Canada, ont rarement été scrutées à fond.

Est-il vrai, par exemple, que la langue française soit à peine utilisée dans la fonction publique fédérale? Jusqu'à quel point est-il vrai que la plupart des postes importants soient occupés par des anglophones? Quelle est ou quelles sont les causes de cette situation? Quelles réformes pourraient assurer une juste mesure d'égalité, et que serait une «juste mesure d'égalité»?

Est-il vrai que dans une ville comme Montréal, dont la majorité est francophone, les affaires se fassent presque exclusivement en anglais? Pourquoi? Et s'il en est bien ainsi, est-ce inévitable?

Dans quelle mesure l'éducation est-elle offerte en français ou en anglais, là où existent des groupes de l'une ou l'autre langue? L'enseignement de la langue seconde est-il satisfaisant? Cette langue seconde doit-elle toujours être, selon le cas, l'anglais ou le français? L'école publique pourrait-elle enseigner d'autres langues dans les régions où, par exemple, Canadiens d'origine allemande ou ukrainienne, italienne ou hollandaise, forment un groupe important et compact?

Est-il vrai que toutes les provinces anglophones ont enlevé aux Canadiens français leurs droits constitutionnels concernant leur langue et les écoles séparées? Ou bien cet engagement n'a-t-il été rompu que dans certaines provinces? Et même, se peut-il qu'en réalité la constitution n'ait pas protégé les droits que l'on réclame? Qu'en est-il exactement?

Les institutions politiques répondent-elles aux besoins et aux aspirations des Canadiens? Sont-elles efficaces ou, dans certains cas, devien-

draient-elles des causes de tensions et d'initiatives inutiles ou dangereuses?

Ces questions sont formulées à titre d'exemples: on doit en poser beaucoup d'autres—au sujet des forces armées, des associations volontaires, de l'image que le Canada projette de lui-même à l'étranger, et ainsi de suite. La multiplicité des problèmes et l'ampleur de chacun rendaient donc nécessaires l'élaboration d'un vaste programme de recherches et la formation d'une équipe d'excellents chercheurs.

5. Les exemples donnés au paragraphe précédent concernent pour la plupart la situation des Canadiens de langue française. On peut s'en étonner, puisque le mandat de la Commission est fondé sur l'idée d'égalité entre deux langues et deux cultures au sein de la Confédération canadienne. Mais nous devons l'admettre, dès le départ: si la Commission a été formée, c'est, dans une certaine mesure, pour examiner les griefs formulés de plus en plus vigoureusement par les Canadiens français et en particulier par le Québec. C'est le Canada français qui, par ses porte-parole, se déclare insatisfait de l'état de choses actuel et assure qu'il est victime d'inégalités inacceptables. Nous sommes ainsi conduits à étudier d'abord les secteurs où les revendications sont déjà nombreuses et où le procès du régime est déjà commencé. Agir autrement ne nous semblerait pas réaliste.

Les griefs des  
Canadiens  
français

Mais ceci ne préjuge en rien des conclusions auxquelles une connaissance plus approfondie des faits nous conduira.

6. Allons plus avant. Le mandat de la Commission parle des «mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité des deux peuples qui l'ont fondée . . . ». Cette affirmation repose sur un double postulat: d'une part, l'existence d'un Canada uni par un régime commun, et d'autre part, «l'égalité des deux peuples».

Un double  
postulat

Les séparatistes québécois écartent le premier de ces postulats, puisqu'ils mettent en cause l'existence même du pays.

Quant à «l'égalité entre les deux peuples», certains ont déclaré qu'elle n'est inscrite ni dans la constitution ni dans l'histoire du Canada: l'accepter au départ, ce serait donc conclure avant d'enquêter. Il est vrai que le principe de l'égalité culturelle est une orientation de base: c'est une interprétation légitime, parmi d'autres, de la constitution et de l'histoire.

Bien entendu, la Commission a accepté ce double postulat. Mais elle a prévenu qu'elle accueillerait les opinions de ceux qui le récusent: soit qu'ils considèrent le pays comme essentiellement anglais, malgré l'enclave française du Québec; soit qu'à l'inverse ils refusent le Canada parce qu'ils regardent l'égalité comme irréalisable.

Nous serons amenés plus tard à souligner que ces deux objections se répondent et procèdent d'un même esprit: la revendication de la pri-



mauté de l'anglais par les uns entraîne chez les autres le rejet de la réalité canadienne, alors regardée comme étrangère, et les pousse à désirer la sécession. Voilà même l'un des éléments essentiels de la crise que traverse le Canada.

L'égalité  
culturelle

7. Mais revenons au postulat de l'égalité, comme il nous est apparu dès l'automne de 1963: «Il ne s'agit pas», écrivait alors la Commission, «de l'égalité des citoyens au sens courant de l'expression; cette égalité est inscrite dans nos législations, et elle doit rester indestructible. Elle est l'un des fondements du droit de la société».

«L'objet principal de notre analyse est autre: il s'agit pour nous du citoyen en tant qu'il participe à l'une des deux cultures; c'est l'égalité de l'anglophone et du francophone en tant que tels, quelle que soit d'ailleurs leur origine ethnique».

En outre, «un problème difficile va certainement se poser: nous devons nous demander comment il sera possible de concilier les exigences de l'égalité culturelle et celles de la démocratie parlementaire, dans un pays où les représentants des deux cultures sont inégaux en nombre».\*

Le personnel  
de la  
Commission

8. Entre-temps, des considérations d'ordre pratique sollicitaient notre attention: il fallait nous loger, réunir un personnel compétent et mettre un secrétariat sur pied.

Puisqu'il s'agit d'une enquête sur les deux langues et les deux cultures, ce personnel devait-il être entièrement bilingue? Nous l'aurions voulu: il aurait été ainsi à l'image de la Commission, dont tous les membres savent les deux langues, de sorte que chacun peut parler la sienne avec la certitude d'être compris par tous. Mais bien vite, il a fallu renoncer à cette exigence, qui aurait rendu le recrutement trop difficile, ou qui nous aurait forcés à engager surtout des Canadiens de langue française ou d'immigration récente. C'était du reste un premier enseignement que la réalité nous donnait.

### L'audience publique préliminaire

Opinions

9. Les 7 et 8 novembre 1963, la Commission tenait à Ottawa une audience publique préliminaire. Elle invitait le public à venir formuler des opinions sur le sens du mandat et sur la façon dont la Commission devrait procéder à l'enquête.

Il y eut cinq séances en deux jours. La Commission a entendu les opinions de 76 associations et individus, venus de sept provinces canadiennes et représentant—au moins officieusement—les institutions et les groupes les plus variés: des gouvernements provinciaux (l'Alberta et la Saskatchewan), des groupes ethniques, les techniques de diffusion, la

\* Cf. Appendice IV.



fonction publique, des universités, des syndicats d'employés et d'employeurs, des partis politiques, des artistes, des groupements patriotiques, etc.

Des participants se sont prononcés, et avec vigueur, sur le fond des questions. Un grand nombre ont suggéré à la Commission d'interpréter son mandat dans le sens le plus large. Plusieurs ont souligné le caractère très particulier de cette enquête, et une quinzaine ont estimé que la tâche de la Commission serait d'informer le public autant que le gouvernement.

L'impression nous fut communiquée, surtout par des anglophones, qu'une grande partie de l'opinion étant fort peu au courant du problème, il serait maladroit de lui demander de formuler immédiatement des vues qui risqueraient, à ce stade, d'être assez simplistes. Il fallait donc auparavant amorcer un dialogue à l'échelle du Canada, inviter les particuliers et les groupes à exprimer spontanément leurs opinions actuelles, à l'état brut, comme elles viennent, sans les fixer immédiatement dans un mémoire en bonne et due forme.

Mise en garde

10. Bien que ces suggestions aient confirmé quelques-unes de nos propres impressions, nous avons hésité quelque temps avant de décider de leur donner suite. Il est vrai, par exemple, que toute commission d'enquête, par le fait même de son existence et des témoignages qu'elle suscite, par la façon dont elle centre l'attention générale sur un point controversé ou ignoré, exerce une influence sur l'opinion et tend à éduquer le public sur le problème lui-même: mais sa première fonction, sa raison d'être est d'enquêter et non d'éduquer. Il ne pouvait donc être question de préjuger de nos conclusions et de prêcher à l'avance une doctrine. D'autre part, en invitant les Canadiens à s'exprimer publiquement et librement, la Commission ne serait-elle pas débordée et ne donnerait-elle pas aux fanatiques et aux écervelés l'occasion de dire des sottises, qui seraient ensuite orchestrées par l'ensemble des techniques de diffusion? C'était là un risque indéniable.

Enquêter,  
non éduquer

11. Mais le risque inverse nous a paru plus grave: c'était de parvenir à nos conclusions avant qu'une partie de l'opinion canadienne ne soit réellement saisie du problème. On nous faisait alors parvenir, de plusieurs sources, des mises en garde qu'on peut résumer ainsi: 'Dans notre région, non seulement le mandat de la Commission étonne, mais il demeure indéchiffrable à une vaste partie de la population, y compris à de nombreuses élites qui normalement devraient participer à la rédaction de mémoires'. Le danger était double: ou bien telles et telles associations ne se prononceraient pas sur un problème qui demeurerait nébuleux et lointain à leurs yeux, sinon inexistant; ou bien elles s'exprimeraient un peu au hasard, sans avoir pu détecter les principaux éléments de la question. Au surplus, la nature même de cette enquête implique une participation active du plus grand nombre possible de

Le risque le  
plus grave

citoyens. Nous avons besoin d'un contact direct avec eux, indépendamment des recherches des spécialistes. Bref, avons-nous conclu, une enquête semblable ne saurait être menée du haut d'une tour d'ivoire outaouaise.

Un vaste  
dialogue

12. Il faudrait donc, dans la mesure du possible, assister aux premières discussions de Canadiens de toutes les régions, noter leurs réactions spontanées devant l'énoncé même du problème, et ainsi contribuer à l'établissement d'un vaste dialogue d'un océan à l'autre. Était-ce possible? Nous l'avons cru. En avons-nous le pouvoir? La légitimité d'une initiative de ce genre était indiscutable, puisque notre mandat stipule que les commissaires sont autorisés «à adopter les moyens et méthodes qu'ils peuvent au besoin juger utiles pour la poursuite régulière de l'enquête . . .». D'où les séances régionales, que l'on commença à organiser au début de 1964.

Les mémoires

13. Nous avons demandé les mémoires pour le 1<sup>er</sup> février 1964. Cette date s'avérait trop rapprochée: il fallut donc prolonger le délai jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. Au reste, cela s'imposait de toutes façons: des groupes et des individus très nombreux nous demandaient déjà des délais, et l'expérience a établi que même au 1<sup>er</sup> juillet, les mémoires, en particulier quelques-uns des plus importants, étaient loin d'être tous prêts.

### Visites aux premiers ministres des provinces

Collaboration  
nécessaire

14. Nous sommes donc à janvier 1964. La Commission a terminé ses travaux préliminaires. Elle inaugure une nouvelle étape de son existence. Mais pendant que s'organisent les séances régionales, elle doit remplir une autre tâche.

Le troisième paragraphe de son mandat touche à l'éducation, qui relève des provinces. Il faut donc rencontrer les premiers ministres provinciaux et leur demander formellement une collaboration que la plupart d'entre eux ont, d'ailleurs, déjà promise en principe au premier ministre du Canada.\* Les deux présidents conjoints, accompagnés des deux secrétaires, se sont en conséquence rendus dans les dix capitales provinciales. Ce périple, zigzagant par la force des choses, et souvent interrompu par d'autres besognes, a duré de la mi-janvier à la mi-mars.

Les entrevues ont été cordiales et fructueuses. Dans tous les cas, le premier ministre était accompagné au moins de son ministre de l'éducation; le plus souvent quelques-uns de ses collègues et, à trois reprises, l'ensemble de son cabinet l'entouraient. En une autre occasion, un premier ministre nous a présenté plusieurs membres de l'Assemblée législative.

Partout l'on promet à la Commission la collaboration la plus totale sur le chapitre particulier qui regarde les provinces: il s'agit de réunir une

\*Cf. Appendice III: lettres échangées par M. Pearson et neuf premiers ministres provinciaux.

documentation complète sur l'enseignement des langues et sur divers autres aspects de l'éducation qui sont liés à notre mandat. Nos collaborateurs ont pu constater, depuis, combien cette coopération est acquise, et prévoir qu'elle sera féconde.

15. Ces voyages ont également permis aux présidents de s'entretenir avec des représentants des diverses élites: monde des affaires, éducation, journalisme, syndicats urbains et ruraux. Ils sont ainsi entrés en contact avec plus de cinq cents personnalités canadiennes de tous les milieux, de toutes les cultures, de toutes les croyances et de presque toutes les professions. En un sens, et malgré le caractère privé de ces réunions, ce fut comme une répétition générale des rencontres régionales.

Premiers  
contacts

16. Les schémas de discussion s'agençaient presque d'eux-mêmes. C'est alors que l'on a commencé, au Canada anglophone, à poser des questions qui depuis n'ont cessé de nous être adressées, par exemple:

Au Canada  
anglophone

—'Pourquoi voulez-vous nous forcer à parler français à X . . .?'

—'Que nous voulez-vous? Chez nous, tout le monde s'entend bien. Pas de problème ici'.<sup>2</sup>

—'Que veut le Québec?'

A la première question ('Pourquoi nous forcer à parler français?'), les présidents répondaient que nulle pensée n'est plus étrangère à la Commission: elle n'a jamais cru qu'il s'agirait de forcer tous les Canadiens à devenir bilingues. Bien au contraire, elle reste persuadée, et elle l'a affirmé dès octobre 1963, qu'en toute vraisemblance, de larges secteurs canadiens, tant francophones qu'anglophones, vont demeurer unilingues. 'Mais alors, demandait un autre interlocuteur, quel est le sens de votre enquête?'<sup>4</sup> Les présidents répétaient qu'il s'agit, selon la Commission, de voir comment peut s'organiser la coexistence de deux collectivités, l'une francophone et l'autre anglophone, à l'intérieur d'un même pays. On sentait, très souvent, que cette réponse demeurerait irréaliste et lointaine aux yeux de plusieurs.

Car chacun, comme c'est normal, songeait à l'aspect provincial ou régional du problème: *There's no problem here*—c'est-à-dire, si nous avons bien interprété des réactions constantes: 'Nous sommes parvenus ici à un certain équilibre entre les diverses cultures. Le biculturalisme risque de détruire cet équilibre, parfois chèrement conquis'.<sup>5</sup> Dans les Prairies et en Colombie britannique, en particulier, l'on parlait de la multiplicité des cultures, du désir de chacune de vivre, et des dangers de «balkanisation» que ces tendances feraient courir au pays. Cependant, à mesure que la conversation progressait, il apparaissait qu'à peu près nulle part les problèmes n'étaient tout à fait résolus, même localement, et qu'il était utile de les poser.

Quant à la dernière question ('Que veut le Québec?'), elle est si

\*Le chiffre indique que cette citation est traduite de l'anglais; on en trouvera la liste originale dans l'Appendice VI. Il en sera ainsi, désormais, pour toutes les citations traduites de l'anglais.



Les «autres»  
cultures

centrale qu'il serait oiseux de nous appesantir sur le sujet à ce stade préliminaire.

17. Des Canadiens dont l'origine n'est ni britannique ni française, qui donc appartiennent à ce qu'on appelle d'ordinaire «les autres groupes ethniques», partageaient ces vues des milieux de langue anglaise. D'autres cependant, dans les Prairies encore, ont posé avec insistance une question spécifique: si deux groupes sont privilégiés, soulignaient-ils, vous faites de tous les autres, donc de nous, des citoyens de seconde zone. Certains craignaient même d'assister à une manœuvre qui les dépouillerait de droits déjà acquis; les présidents ont constaté le caractère parfois dramatique de cette inquiétude. Ils invoquaient alors la politique déjà adoptée par la Commission quant aux «autres» cultures, et qui est résumée plus haut. Cependant, nous devons entendre l'écho de semblables propos, très souvent, aux rencontres régionales.

Au Canada  
francophon:

18. Du côté francophone, les premiers contacts n'ont rien révélé d'inattendu, si ce n'est l'extrême méfiance avec laquelle une grande partie du Québec regarde tout ce qu'accomplit Ottawa, et un grand scepticisme quant à la faculté et la volonté du Canada anglais de comprendre le Canada français. Certains ont dit avec irritation: 'Voilà trente ou cinquante ans, sinon un siècle, que nous formulons nos réclamations, et ça n'a jamais rien donné: pourquoi les reformuler de nouveau aujourd'hui?' Il faut noter aussi la divergence des préoccupations du Québec français et des minorités françaises des autres provinces. Les Québécois francophones parlaient avec insistance du destin qui leur est propre; ils ne se préoccupaient guère de celui des minorités françaises. Des représentants de celles-ci se sont montrés, souvent, assez mal renseignés sur ce qui se passe aujourd'hui dans la province française, au point d'être d'assez mauvais interprètes de la réalité québécoise auprès de leurs compatriotes de langue anglaise. Bref, les différences régionales sont apparues, à ce premier sondage, comme presque aussi accentuées au Canada français qu'au Canada anglais, malgré l'unité fondamentale de chacun des deux milieux, sur le plan linguistique et culturel.

L'inquiétante  
gravité du  
problème

Il aurait été imprudent de tirer des conclusions hâtives de ces contacts rapides et relativement peu nombreux. Cependant ils nous ont permis d'évaluer avec plus de précision l'inquiétante gravité du problème.

C'est alors qu'ont commencé les rencontres régionales.

### Les rencontres régionales

Il y en eut vingt-trois à travers le Canada, de Victoria à St-Jean (Terre-Neuve). Nous avons ainsi rencontré plus de 3,600 individus aux séances du jour, et environ 8,200 à celles du soir.\*

\* Cf. l'Appendice II, qui décrit dans le détail l'organisation et le mécanisme de ces rencontres, et qui fournit d'autres précisions.

19. La Commission ne saurait présenter ces consultations populaires comme une série de sondages systématiques dont on pourrait tirer des propositions précises et rigoureuses. D'abord, malgré nos efforts, les diverses catégories sociales et ethniques furent inégalement représentées: c'est ainsi que journalistes et participants d'origine ukrainienne furent relativement nombreux aux rencontres régionales, tandis qu'il y vint peu de cultivateurs ou de Canadiens d'origine allemande. De plus, les éléments qui composaient le public ont beaucoup varié d'une rencontre à l'autre. Enfin, le choix de vingt-trois centres, bien que justifié, demeure un peu arbitraire.

Les  
participants

Toutefois, nous nous sentons en droit d'accorder une grande importance aux opinions qui furent émises devant nous. Le fait même que les journalistes et certaines catégories d'intellectuels aient été particulièrement nombreux aux séances du jour nous permet de croire que nous avons entendu la gamme des points de vue de ceux qui, par leur fonction ou leur position, expriment d'ordinaire des opinions structurées et influentes sur plusieurs questions qui relèvent du mandat de la Commission.

20. Il faut signaler, aussi, que le climat des discussions, généralement courtois et sérieux, favorisait la liberté d'expression. Les violences verbales ont été rares. Dans l'ensemble, nous avons entendu des opinions franches, directes, vigoureuses, exprimées tantôt sereinement et tantôt avec passion, mais sur un ton qui est presque toujours resté de bonne compagnie. Surtout dans les cercles d'études à groupes restreints, chacun se sentait bien à l'aise pour s'exprimer carrément et pour énoncer ses opinions avec toute la force qu'il jugeait opportune. L'esprit de contestation qui y régnait incitait d'ailleurs les participants à ne pas parler à la légère, mais à souligner surtout les points qui leur tenaient à cœur et qu'ils jugeaient essentiels à la perception de la situation. D'où, ici encore, un contexte favorable à l'émergence des considérations les plus articulées, des jugements les plus fermes et par là, peut-être, les plus importants pour celui qui se propose de comprendre la situation du pays. Sans doute, des facteurs de distortion intervenaient, surtout le soir, lors des séances plénières. Certaines personnes, plus habituées que d'autres à parler en public, ont pu infléchir jusqu'à un certain point le sens et le caractère des débats. A Chicoutimi et à Québec, des groupes de séparatistes se sont servis des réunions comme d'une tribune pour disséminer leur propagande. Mais nous sommes bien conscients de ces phénomènes aberrants, et nous avons, dans chaque cas, tenté de les insérer à leur juste place dans une perspective plus générale.

Un climat  
favorable

21. Nous croyons que cette expérience revêt un caractère unique. Unique d'abord par le mécanisme même des rencontres dont nous renvoyons la description en appendice.\* Unique ensuite parce que le

Caractère  
unique de  
l'expérience

\*Cf. Appendice II.

public, contrairement à ce qui se passe d'habitude, ne venait pas à nos réunions pour entendre des conférences mais pour nous dire ce qu'il pensait. Dans une large mesure, c'est lui qui orientait le débat, et la discussion s'engageait entre les participants. Au début de chacune des séances, l'un des présidents conjoints déclarait que la Commission n'était pas là pour transmettre un message, mais pour *se taire et écouter*, puisqu'elle essayait, patiemment, d'«apprendre» le Canada. Et le président posait trois questions qui résument le problème central comme la Commission le voit:

*Ces deux peuples, l'anglophone et le francophone, peuvent-ils et veulent-ils vivre ensemble?*

*A quelles conditions nouvelles?*

*Et ces conditions, sont-ils prêts à les accepter?*

Il parlait aussi de la présence des autres cultures au Canada, et soulignait que la Commission doit et va en tenir compte.

Le caractère unique de l'expérience réside précisément dans le fait qu'une fois ces jalons posés, c'était au public lui-même qu'il revenait, avec l'assistance des chefs de groupes, de débayer le terrain et d'engager concrètement le débat.

22. La valeur des rencontres régionales a tenu dans ce face à face continu des commissaires et de divers auditoires. Les membres de la Commission ne parlaient guère, ils n'ont pas multiplié les questions mais pourtant ils étaient là, et chacun le savait. Leur présence rendait présent le problème qu'ils sont chargés d'étudier: au point qu'à plusieurs reprises, surtout dans les parties du pays où l'une des cultures a peu de contacts immédiats avec l'autre, certains ont cru que la Commission créait artificiellement ce problème; mais il se trouvait presque toujours quelqu'un, ayant lu ou voyagé plus que ses concitoyens, pour affirmer énergiquement la gravité de la situation et les risques désormais courus par le Canada. Il en résultait un état de tension, propice aux confidences.

Très souvent, d'ailleurs, les participants éprouvaient le besoin de se mettre en cause; ils disaient leur propre expérience ou celle d'un proche.

La diversité des participants fut remarquable, tant par l'origine, la formation, la carrière, le lieu d'habitation que par le tempérament et les idées. 'Comment arrivez-vous à vous y retrouver?' demandaient parfois les observateurs. Ce n'était pas toujours facile. Cependant, à mesure que les rencontres se déroulaient, certaines catégories s'établissaient d'elles-mêmes dans l'esprit et permettaient d'amorcer des classements.

Il est sûr qu'une quarantaine d'heures passées dans une région ne permet pas d'en extraire une connaissance approfondie, même si ses inter-prètes sont valables. Mais quand l'attention est dirigée sur un point précis—la question vitale des rapports entre les deux cultures et les deux langues—l'esprit se concentre et travaille plus intensément. On vérifie



ses impressions auprès de ses collègues. On peut même ainsi détecter autour de soi la présence de sentiments, d'émotions, de postulats, que l'habitude empêcherait de percevoir avec autant de netteté. En outre les entretiens de caractère plus intime qui eurent lieu avant et après les séances publiques ont apporté aux commissaires des clartés nouvelles et leur ont souvent permis de mieux interpréter le déroulement des réunions.

23. La méthode employée comporte aussi un autre avantage. Les commissaires voyageaient rapidement d'un point à l'autre du pays, selon un itinéraire qui forçait chacun à prendre contact avec à peu près toutes les provinces; la règle, quand il fallait choisir, et autant que possible, était d'envoyer un membre de la Commission dans les régions qu'il connaissait le moins. Ainsi, souvent, chacun se trouvait catapulté dans un milieu neuf.

L'attention se trouvait constamment en éveil. Et des impressions contradictoires se créaient au rythme des déplacements: London succédait à Sherbrooke, Sudbury à Trois-Rivières, Chicoutimi à Moncton, et Winnipeg à Chicoutimi, ou encore Windsor à Vancouver. Des commissaires siégeant à Calgary pouvaient échanger par téléphone des impressions avec d'autres commissaires siégeant à St-Jean (T.-N.). Ainsi, des similitudes inattendues les frappaient, des divergences aiguës, ou encore des différences de climat moral. Très souvent, ils ont eu l'impression d'être bousculés, et par moments ils auraient désiré souffler un peu entre deux chocs. Mais il leur fallait suivre l'itinéraire déjà établi, et apporter avec eux, presque malgré eux, des impressions souvent très vives recueillies ailleurs. Un Québécois à Vancouver, un Westerner dans les Maritimes, un anglophone dans le Québec devaient ainsi affronter des auditoires inattendus, et presque se cogner contre une réalité dont ils n'avaient jusque là qu'une connaissance livresque. Sentiment, par instants, de tenir l'ensemble d'un pays si extraordinairement vaste dans le creux de sa main.

Par ailleurs, devant la défense passionnée de l'unilinguisme faite par un Canadien d'origine britannique, devant les réclamations d'un partisan du multiculturalisme, devant un plaidoyer en faveur du séparatisme, un des commissaires pouvait dire à ses collègues: 'Voilà ce dont je vous parlais, et dont peut-être vous ne sentiez pas la vigueur'.

Bien sûr, tout ceci aboutit à des hypothèses et à des jugements qui valent ce que vaut celui qui les formule. Les membres de la Commission ne plaident pas l'infailibilité. Ils veulent souligner que les conditions dans lesquelles il leur a été loisible de travailler étaient vraiment uniques, ce qui les justifie de tirer de cette expérience complexe des conclusions provisoires.

Une expérience  
choc













24. Les quatre premières rencontres régionales ont eu lieu dans le Québec, puis dans l'Ontario. La première équipe de commissaires est allée de Trois-Rivières à Sudbury, et la seconde, de Sherbrooke à London. Déjà des contrastes saisissants sont apparus entre le Québec francophone et le Canada de langue anglaise.

Introduction

On peut dire en simplifiant que Trois-Rivières et Sherbrooke\* sont des milieux très canadiens-français, que Sudbury est au centre d'un milieu mixte (forte minorité française, présence de nombreux autres groupes ethniques), que London est à peu près exclusivement anglophone.

Aux deux rencontres québécoises, les jeunes étaient particulièrement nombreux, et assez agressifs. Sudbury, qui réunit la plus nombreuse des assistances aux séances du soir, fut marqué d'une forte participation populaire et s'exprima dans un style très direct. London se montra beaucoup plus calme et bienveillant.

A Sudbury, une bonne partie de l'attention s'est centrée sur les problèmes scolaires: là comme ailleurs où se trouvent des minorités françaises, le problème des deux cultures est pensé, senti et vécu d'abord en fonction de l'école.

A Sudbury

En outre, l'assistance très importante de Canadiens d'origine non britannique et non française donne à la discussion d'autres perspectives. On y souligne que dans cette région les groupes ethniques sont nombreux. Un participant va jusqu'à affirmer que: «Tous tentent de conserver [leur] propre culture»<sup>6</sup> et qu'ainsi, Sudbury est un excellent exemple à suivre. D'autres expriment la crainte d'être écrasés entre Britanniques et Français. On utilise à quelques reprises l'expression de «troisième force», pour marquer que ces groupes, par ailleurs disparates, ont en commun la caractéristique de n'être ni britanniques ni français. Ce sont là des points de vue que nous retrouverons ailleurs, en particulier dans les Prairies.†

\*Nous disons Trois-Rivières ou Sherbrooke, comme nous dirons plus tard Vancouver ou Québec, pour la rapidité de la langue et, bien entendu, sans prétendre exprimer les vues des collectivités complexes que ces mots désignent. Disons une fois pour toutes qu'il s'agit, quand le contexte l'indique, des opinions formulées à Trois-Rivières, à Sherbrooke, et dans toutes les villes que nous nommons ainsi.

†Dès Sudbury, nous sommes aussi entrés en contact avec des Canadiens d'origine indienne. Au cours de cette rencontre et de quelques-unes de celles qui ont suivi, nous avons été saisis d'une question dont l'acuité est aujourd'hui aisément perceptible: la place des Indiens et des Esquimaux au sein de la Confédération canadienne. Les premiers, divisés en 526 bandes, relèvent d'une Direction du ministère de l'Immigration et de la Citoyenneté, et vivent, pour la plupart, sur les 2,239 réserves (environ six millions d'acres) alors que les seconds sont placés sous la juridiction du ministère du Nord et des Ressources naturelles à l'exception des 815 Esquimaux de Terre-Neuve. Aux problèmes soulevés par leur intégration à la vie canadienne, face au conflit qui oppose «les deux peuples fondateurs», tous ne réagissent pas de la même façon. Voici comment se répartit la population indienne: Île-du-Prince-Édouard, 348; Nouveau-Brunswick, 3,746; Nouvelle-Écosse, 3,397; Québec, 21,970; Ontario, 44,765; Manitoba, 25,681; Saskatchewan, 25,334; Alberta, 20,931; Colombie britannique, 38,616; Yukon, 2,006; Territoires du Nord-Ouest, 4,915. Les deux-tiers des Esquimaux, exactement 7,977, habitent les Territoires du Nord-Ouest. On en a recensé 2,567 au Québec, 815 à Terre-Neuve et 40 au Yukon. Rappelons qu'on ne compte, dans le monde entier, qu'environ 60,000 Esquimaux; 30,000 au Groenland, près de 17,000 en Alaska, 1,500 en URSS et 11,835 au Canada.

Sherbrooke et  
Trois-Rivières

25. C'est pourtant la comparaison entre Sherbrooke et Trois-Rivières, d'une part, et London, d'autre part, qui à ce moment-là nous a le plus retenus.

Dans les deux centres québécois, l'insatisfaction des Canadiens français s'exprime avec profusion, tantôt sur un ton assez modéré et suivant les lignes traditionnelles du nationalisme canadien-français, tantôt avec une vivacité et même une violence qui ne sont pas uniquement verbales, surtout quand ce sont des jeunes qui parlent. On nous décrit comme scandaleuse la situation respective du français et de l'anglais dans des régions à forte concentration française (95 p.c. de francophones à Trois-Rivières, 88 p.c. à Sherbrooke). 'La connaissance de l'anglais est un instrument nécessaire au gagne-pain... On parle trop l'anglais dans la région de Sherbrooke, et il est difficile au Canadien français de faire sa vie sans savoir l'anglais'. Par ailleurs, nous a-t-on dit, les échanges sont rares entre les deux milieux, qui vivraient dans un dédain mutuel. Par exemple, il y aurait très peu de contacts entre les étudiants de l'Université de Sherbrooke et de Bishop's University: au surplus, selon un participant, ceux de Bishop's «ne désirent pas apprendre le français» (Sherbrooke). «Les Canadiens anglais ne font aucun effort pour apprendre le français: certains anglophones demeurent cinquante ans à Trois-Rivières sans apprendre un mot de français. En outre ils se croient culturellement supérieurs; ils détiennent localement 75 p.c. des capitaux; les patrons anglophones ne favorisent pas l'accès des Canadiens français aux postes de direction—non par mauvaise volonté, mais parce qu'ils oublient jusqu'à l'existence des Canadiens français, qui pourtant les submergent» (Trois-Rivières). Bref, ces Sherbrookoïses et ces Trifluviens trouveraient normal de devoir parler l'anglais dans un centre dont ils formeraient une minorité de 5 p.c. ou même de 12 p.c. et ils le disent parfois; mais cette «obligation», ou en tous cas ce qu'ils regardent comme une obligation pour quiconque veut grimper dans l'échelle sociale, leur deviendrait inacceptable quand ils forment 95 ou 88 p.c. de la population totale. Quelques-uns d'entre eux s'expliquent à eux-mêmes cette situation dans une certaine mesure, par «la supériorité économique des anglophones» sur le plan local d'abord, mais plus encore sur le plan provincial et canadien: 'Tout le système, diront certains, est anglais, et c'est pourquoi nos anglophones n'éprouvent pas la nécessité du français, et campent chez nous comme une armée impériale dans une colonie'.

Les «inégalités»

Ainsi les «inégalités» dont ils se plaignent dans l'ensemble du pays, et en politique aussi bien que dans les affaires, sont-elles envisagées à travers le prisme des «inégalités» locales qu'ils vivent et dont ils sont très conscients: les premières deviennent ainsi beaucoup plus réelles, et les sentiments qu'elles provoquent sont intenses. Par exemple, au sujet de la fonction publique, un chef syndical raconte que, membre d'une



délégation ouvrière, il est allé dans un pays ni francophone ni anglophone. Nos hôtes «savaient qu'ils recevaient des Canadiens français. Partout, ils se sont arrangés pour que quelqu'un nous parle français. Ainsi, partout, il nous a été possible de nous faire comprendre en français—partout, sauf à l'ambassade du Canada». La question des minorités françaises dans les autres provinces empoigne une partie—mais une partie seulement—de l'auditoire: 'Comment peuvent-elles être aussi maltraitées, alors que nous sommes si généreux envers la nôtre [l'anglaise] généreux au point de nous laisser angliciser par elle?' D'ailleurs des propos de ce genre conduisent plusieurs personnes à conclure que ces minorités françaises sont condamnées à mort par le comportement de leurs compatriotes anglophones, et que par conséquent les Canadiens français doivent concentrer tous leurs efforts dans un Québec unilingue.

Comment changer cette situation et notamment comment mettre fin à la «position servile» du français dans le Québec? La plupart des jeunes qui se présentent devant nous estiment qu'il faut abolir le système, donc se séparer du reste du Canada. D'autres veulent que le Québec acquière des pouvoirs plus considérables, et réclament une nouvelle constitution, ou des amendements majeurs à la constitution actuelle. On parle d'unilinguisme dans le Québec, ou du moins veut-on que le français devienne la langue prioritaire de cette province. Il est très difficile d'isoler des problèmes qui sont regardés comme globaux: problèmes politiques, problèmes économiques, problèmes sociaux. Ces hommes vivent une situation qui les mécontente et les blesse, ils demandent des réformes hardies, et ils sont très impatients.

26. L'atmosphère à London est bien différente. Les thèmes qui y sont abordés, puisqu'il s'agit d'une rencontre de la Commission, sont à peu près les mêmes, quoiqu'ils se présentent dans un ordre différent. Il est question à quelques reprises d'amendements à la constitution. Une moitié des participants regarde les Québécois comme responsables des «infériorités» dont ils se plaignent, mais l'autre moitié estime que le blâme doit être partagé. Il s'agit bien, disent la plupart, d'une «crise nationale», ou d'une crise québécoise à l'origine mais devenue canadienne depuis qu'elle met en danger l'avenir du pays. L'auditoire, dans son ensemble, est cordial et manifeste une information et une culture au-dessus de la moyenne.

A London

Mais alors qu'on nous parlait si souvent à Sherbrooke et à Trois-Rivières de sécession et de réformes fondamentales, le sujet le plus spontanément abordé à London est celui de l'enseignement des langues: les anglophones doivent-ils ou ne doivent-ils pas apprendre le français? Comment? C'est difficile, note-t-on, dans un milieu où les francophones ne sont que 1 p. c. (pas tellement moins, cependant, que la proportion des anglophones à Trois-Rivières). Pourquoi le Québec lèverait-il le nez sur l'anglais, aujourd'hui langue universelle? Là n'est pas la question,

Une barrière  
entre les  
cultures

dit-on: il est bon d'apprendre deux langues, et pas seulement pour des motifs utilitaires. Mais London a-t-il assez de professeurs de français? Et ainsi de suite.

En rapportant ces propos, nous ne nous livrons pas à l'ironie: ce sont, au moins pour la plupart, des questions sérieuses qu'il est légitime de poser. Ce qui nous frappe ici, ce n'est pas que les Londoniens contredisent les Trilluviens et les Sherbrookois: c'est qu'ils ne se rejoignent guère. On répond à London à des questions qui ne sont pas posées à Trois-Rivières ou à Sherbrooke. Les concessions qui sont offertes en milieu anglophone ne sont pas, d'ordinaire, celles qu'on réclame en milieu francophone. Ces milieux ne vivent pas à la même heure.

Quelques-uns le diront sur place avec force, et en se fondant sur une information et une réflexion dont la précision ou l'ampleur sont remarquables; mais en général leur message ne sera pas compris, du moins on n'en reconnaîtra pas la pleine signification. Ainsi commence-t-on à éprouver le sentiment d'une véritable barrière entre les cultures—barrière extrêmement difficile à franchir, et qui ne tient pas seulement au défaut d'information ou à de vulgaires erreurs de fait. Elle est d'ailleurs aussi subtile que réelle: il est difficile d'en faire sentir la résistance à qui ne l'a pas mesurée lui-même.

Au départ:  
deux attitudes  
différentes

27. Ces premières rencontres ont permis, croyons-nous, de déceler l'état d'esprit des anglophones et des francophones au moment où ils abordent le problème.

En général, au Canada français, surtout au Québec, on ne s'attarde guère à scruter le mandat de la Commission. Ceux que nous rencontrons vivent avec le problème; ils ne veulent plus l'étudier, ayant la certitude de le connaître trop: ils procèdent donc par affirmations, en utilisant un vocabulaire qu'ils éprouvent rarement le besoin d'expliquer. Mais l'urgence d'une solution est vivement reconnue. L'impatience est à l'ordre du jour.\*

A l'inverse, au Canada anglophone, en particulier chez les Canadiens d'origine non britannique, le problème est regardé comme relativement nouveau—nouveau parfois au point qu'on éprouve le besoin de le définir, pour savoir au moins de quoi il est question. La définition

\*Après une séance d'étude tenue dans le Québec, un très jeune séparatiste remet à l'un des commissaires un exemplaire d'une vieille revue. 'Lisez ça, dit-il. Je l'ai trouvé dans la bibliothèque de mon grand-père—oui, de mon grand-père', ajoute-t-il avec un sourire sardonique. 'Tout ce que disent aujourd'hui les fédéralistes est déjà là-dedans, et ça n'a rien donné'.

Il s'agit d'une revue montréalaise, *l'Action française*, qui publia en 1925 une série d'articles sur le bilinguisme. Le jeune séparatiste nous indique des passages soulignés dans une étude sur le bilinguisme fédéral—aspect juridique, paru en février 1925: «L'anglais est parlé par la majorité des Canadiens, le français par la minorité. C'est donc à celui-ci que l'on demande constamment de justifier sa survivance».

—'Constamment! tu parles,' commente notre interlocuteur: 'ça dure depuis au moins quarante ans! Lisez ça aussi', continue-t-il en montrant du doigt un autre passage de la revue, selon lequel le français, malgré la cession, «n'est pas un intrus et qu'il est, tout comme l'anglais, chez lui au Canada».

De jeunes auditeurs nous entourent maintenant, et c'est pour eux que le séparatiste clame une dernière citation: quelques Anglo-Canadiens «paraissent disposés à donner à la loi de 1867 une large interprétation, à reconnaître que la Confédération est un pays anglo-français». 'En 1925!' s'exclame le jeune homme. Et ses camarades de rire.

elle-même se fait à partir de ce que l'on connaît—par exemple, l'enseignement d'une langue seconde. On analyse patiemment ces facteurs, qui sont rarement les plus significatifs: cela donne une impression de bonne volonté, de sérieux, mais il s'en dégage aussi à la longue le sentiment d'une certaine futilité.

Il est facile d'expliquer historiquement ces deux mentalités: une culture minoritaire a l'habitude de se défendre, ses propres réclamations lui demeurent présentes. Il n'en reste pas moins que les heurts seront nombreux entre le francophone et l'anglophone: le premier trouvera que son interlocuteur fait semblant de ne rien comprendre, qu'il ruse, tandis que le second s'estimera en présence d'un point de vue sommaire, fruit de l'émotion plutôt que de la réflexion. Ainsi le dialogue commence mal.

28. Il serait fastidieux de reprendre ainsi en détail chacune de nos rencontres régionales. Nous poursuivrons donc l'exposé en recourant à des thèmes généraux dont plusieurs déjà sont apparus, et en signalant quels contrastes ces thèmes ont suscités à travers le pays.

Émergence de  
thèmes généraux

C'est une opération délicate, car partout les discussions eurent leur coloration particulière. Il sera donc impossible de rendre de façon complète la richesse de ces réunions et de retrouver les impressions que nous avons ressenties à chaque endroit. Il est difficile d'évoquer l'extraordinaire diversité des rencontres, et de noter toutes les conceptions contrastantes et opinions contradictoires émises devant la Commission. Cependant, nous devons tenter de le faire.

Nous allons reproduire littéralement les propos des participants (sauf à y apporter des corrections grammaticales). Plusieurs jugements ou opinions ainsi exprimés reposent évidemment sur une vue erronée ou incomplète de la réalité; la Commission a d'ailleurs entrepris des recherches sur plusieurs questions soulevées devant elle. Mais, dans le présent chapitre, notre premier but est de relever les contrastes d'opinions de sorte que, pour l'ensemble, nous n'avons pas jugé opportun de signaler ces erreurs: dans la mesure où elles sont liées à des jugements, elles seront considérées comme faisant partie intégrante de l'image que nos interlocuteurs se font de leur pays ou des situations particulières qu'ils ont évoquées.

Utilisation  
des citations

Cependant, sur des points précis et là où c'était possible sans interrompre la suite de l'exposé, nous avons inséré une statistique officielle, une information bien connue ou un court commentaire afin surtout de souligner l'écart entre tel ou tel aspect de la réalité canadienne et les représentations que des participants s'en faisaient.

Des sujets particulièrement délicats et complexes ont aussi été abordés. Nous avons jugé opportun de les relever et, tout en réservant pour l'instant notre jugement, d'indiquer brièvement leur importance pour la connaissance de la situation canadienne.









29. Très tôt, nous avons constaté, comme c'était à prévoir, que des vues contradictoires découlaient tout naturellement des conceptions différentes qu'on avait de la société et de l'État canadiens. L'image que chacun s'est faite de son pays était à l'origine de son comportement au cours des discussions, et déterminait sa propre évaluation du malaise actuel. Les contrastes les plus frappants ont aussitôt surgi entre les Canadiens de langue française et ceux de langue anglaise; davantage encore entre les Québécois francophones et les autres Canadiens: chaque groupe cherchant à concevoir les implications de cette coexistence culturelle en fonction même du Canada qui lui est familier.

### A) Un Canada fondé sur la dualité

30. Les Canadiens de langue française ont pour la plupart accepté sans discuter l'idée maîtresse de «l'égalité entre les deux peuples» énoncée dans le mandat de la Commission; ils se sont mis sans délai à examiner les domaines où cette idée pose des problèmes, tels que l'enseignement, l'industrie et le secteur public. Il faut noter, cependant, que certains séparatistes et quasi-séparatistes\* du Québec se sont moqués de l'idée même de «l'égalité entre les deux peuples», non pas tant parce qu'ils s'y opposaient en principe, que parce qu'ils étaient convaincus qu'elle est illusoire ou que les Canadiens de langue anglaise n'en permettraient jamais la réalisation; ainsi, parce qu'à leurs yeux l'égalité ne sera jamais complètement possible, le Québec doit se séparer ou, du moins, obtenir la plus grande mesure d'autonomie possible.

«L'égalité des deux peuples»

De même, parmi les participants de langue anglaise, un certain nombre ont vigoureusement récusé, dès le début, l'application au Canada du principe de l'égalité entre les deux peuples. Beaucoup, cependant, étaient favorables à cette idée, mais peu, même parmi ces derniers, en saisissaient les implications.

Voici donc un contraste majeur: à l'exception des séparatistes et des quasi-séparatistes qui considèrent comme utopique l'objectif de l'égalité, les Canadiens de langue française que nous avons rencontrés ont dit à ce sujet: 'C'est une bonne idée. Cependant, elle n'a pas encore été appliquée dans tel ou tel domaine, et il faut qu'elle le soit à l'avenir'.<sup>7</sup> De leur côté, les Canadiens de langue anglaise, sauf le groupe le plus négatif, ont demandé: 'Que signifie l'égalité des deux peuples?

\*Par quasi-séparatisme, nous voulons caractériser de façon approximative, non pas un mouvement social organisé, mais un état d'esprit qui s'est souvent manifesté dans les rencontres tenues dans le Québec. Personne ne s'en est réclamé devant nous et nous créons cette catégorie un peu arbitrairement. Nous entendons par là un état d'esprit propre à ceux qui, n'ayant pas opté pour le séparatisme, pourraient en toute vraisemblance le faire à certaines conditions—et sans que ce pas ne leur en coûte beaucoup—puisque dès maintenant ils définissaient leur situation en fonction d'une perspective presque exclusivement québécoise. Pour une vue un peu plus détaillée de cette position, voir ch. 6.

Les deux  
groupes  
fondateurs et  
la théorie  
du contrat

D'où vient cette idée? Sur quelles bases historiques et constitutionnelles se fonde-t-elle?<sup>8</sup>

31. Les Canadiens de langue française ont très fréquemment employé l'expression «deux peuples fondateurs». A Windsor, un Franco-ontarien déclarait: «Nos droits et privilèges ne sont pas complètement respectés dans la fédération canadienne et nous pensons que notre groupe doit bénéficier de la priorité justement parce qu'il constitue un des peuples qui ont fondé le pays».<sup>9</sup>

Il associait de façon caractéristique le concept de peuples fondateurs à l'idée d'un contrat intervenu entre eux et qui établissait les droits du Canada français à l'époque de la Confédération. Deux versions de la théorie du contrat ont été développées dans le passé: pacte entre les provinces et pacte entre les deux «races». Les droits du Québec (et ceux des autres provinces) sont fondés sur la première version et les droits des Canadiens français dans tout le pays, sur la seconde. Nous avons rencontré des partisans des deux idées et leur mécontentement était grand dans l'un et l'autre cas. Comme l'a dit un autre citoyen, à Windsor: «Notre grief, c'est que le Canadien d'ascendance française ne jouit pas des privilèges que lui a accordés la Confédération de 1867».<sup>10</sup>

On a rarement cherché à justifier ce sentiment d'indignation en invoquant des dispositions précises du texte de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Le plus souvent, on présentait ce pacte comme une donnée fondamentale du fédéralisme canadien. Pour illustrer ce qu'on entendait par le respect de ce contrat qui aurait engagé les deux peuples, on a évoqué maintes fois le traitement que la majorité française du Québec accorde à la minorité anglaise. «Le Québec, pour sa part, a dit un homme de Rimouski, veut qu'on donne aux minorités françaises des autres parties du Canada ce que lui-même il accorde à la minorité anglaise chez lui».

Des Canadiens français des Maritimes, de l'Ontario et surtout de l'Ouest ont accepté ce critère et ont ainsi donné à entendre que leurs compatriotes de langue anglaise avaient violé un pacte.

32. Beaucoup d'anglophones ont rejeté le concept de deux peuples fondateurs. Ils disaient, par exemple, comme cet interlocuteur, à Calgary: «Notre pays n'est plus composé de deux peuples fondateurs ou, devrais-je dire, en déclin\*»; par suite de l'immigration, il est constitué d'une foule de groupes ethniques, et notre réel problème est de les fondre dans un même Canada et non pas [d'en faire] deux ou plusieurs».<sup>11</sup>

On a souvent dit que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne constituait «pas une union de deux nations, mais de quatre provinces,

\* Jeu de mots intraduisible: «Our Canada is no longer made of two founding races, or should I say floundering races, . . . »

Refus de  
cette théorie

dont l'une se trouvait à être française»<sup>12</sup> (Moncton), ou «un arrangement, intervenu il y a près de cent ans, qui délimitait un certain territoire du Canada nouveau où l'influence française devait être à parité»<sup>13</sup> (Calgary). A Regina, un citoyen a signalé que le texte de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne mentionne que les droits religieux et la répartition des pouvoirs entre les échelons fédéral et provincial de gouvernement; et il a soutenu que l'AANB ne peut s'interpréter comme un pacte entre deux groupes fondateurs. Un séparatiste de la ville de Québec a refusé lui aussi de voir dans ce document un arrangement spécial entre les deux peuples. Il a dit que «les faits et le texte de l'article 133 de la constitution établissent bien que c'est absolument faux, et que le Québec est la seule province où le français est la langue officielle».\*

Dans une lettre adressée à la Commission, un avocat de Calgary a exprimé ce point de vue dans des termes très précis: «Pour ce qui est du droit constitutionnel, la Confédération canadienne ne se fonde pas sur une association égale des deux races fondatrices. Cette idée découle de la soi-disant théorie du pacte confédératif qui n'est juste ni historiquement, ni juridiquement. La Confédération se fonde sur l'AANB, sur la jurisprudence et sur diverses conventions qui prescrivent la nature des relations des diverses provinces entre elles et avec le gouvernement fédéral. L'association de peuples, et à plus forte raison, l'association dans l'égalité sont des concepts qui en sont absents . . .»<sup>14</sup>

L'histoire canadienne fut non seulement l'objet d'interprétations différentes, de la part des participants de langue française et de langue anglaise, mais ces derniers l'ont parfois dédaignée: «L'avenir du Canada importe beaucoup plus que son passé. Travaillons donc tous ensemble à créer un canadianisme au Canada»<sup>15</sup> (Victoria). Comme on pouvait s'y attendre, cette opinion fut exprimée surtout dans les provinces les plus jeunes: l'Alberta et la Saskatchewan. Les séparatistes du Québec, qui n'attachent aucune importance à l'idée de deux groupes fondateurs et qui s'intéressent beaucoup plus à l'avenir—à un avenir qui dissocierait le Québec du reste du pays—ont occasionnellement fait écho à ces sentiments.

33. Ces notions et expressions—«partenaires égaux», «deux groupes fondateurs», «pacte» intervenu entre ces deux groupes—sont traditionnelles au Canada français. L'expression «deux nations» est venue récemment illustrer de façon plus vive le désir que soit reconnue la dualité du pays. Les Canadiens français, qui avaient coutume de s'appeler «race» ou «nationalité», se définissent de plus en plus comme «nation». «Comment prétendez-vous, a demandé un homme de Sherbrooke, avec une question de bilinguisme établir la bonne entente

«Deux nations»

L'article 133 garantit l'usage de l'anglais et du français dans le Québec, ainsi qu'au Parlement canadien et dans les cours fédérales.



au Canada, si on n'accepte même pas au départ l'existence d'une nation canadienne-française?» Bien des non-séparatistes ont souvent exprimé au Québec cette idée d'une nation canadienne-française, ayant une langue commune, un territoire commun, une histoire et une culture ou mode de vie communs. Pour eux, c'est le fondement de leur idéal d'égalité culturelle. En outre, lorsque les Canadiens français du Québec estiment former une nation, ils en déduisent naturellement, sinon logiquement, que les autres Canadiens, dans leur ensemble, constituent également une nation. Centrés sur eux-mêmes et sur ce que nous pouvons appeler leur propre réalisation, ils voient le reste du pays comme une seule et même entité—«les Anglais», les autres. L'expression «deux nations» sonne encore à nos oreilles, tant nous l'avons entendue dans nos réunions tenues au Québec.

L'identité  
du Canada  
anglophone

La question a paru fort différente à la plupart des Canadiens de langue anglaise que nous avons rencontrés. Ils pouvaient admettre que certaines acceptions du mot «nation» conviennent aux Canadiens français du Québec; mais, à leur avis, le même terme ne saurait normalement s'appliquer à tous les habitants non français de l'ensemble du pays. Tout ce qui les unirait, c'est une commune citoyenneté qu'ils partagent aussi avec les Canadiens du Québec. Un participant d'Halifax soutenait que le puissant sentiment d'identité culturelle que les Canadiens français expriment par le mot «nation» pourrait peut-être se développer dans l'avenir au Canada anglais. Il ajoutait: «Si nous en avons le temps, nous, du Canada anglais, nous pourrions peut-être définir notre identité et, ensuite travailler de concert avec ceux qui, au Canada, ont déjà pris conscience de leur identité culturelle».<sup>16</sup> Cependant, la plupart des Canadiens dont l'ascendance n'est pas française ont semblé confondre «nation» et «Canada»—et considérer le pays comme un seul État-nation.

Une question  
de vocabulaire?

La différence de sens attribuée au mot «nation» n'est-elle qu'affaire de vocabulaire? Pour beaucoup l'expression française «un pays, deux nations» signifie peut-être presque la même chose que l'expression anglaise «une nation, deux cultures» ou même «une nation, deux langues». On sent pourtant que cette dernière expression a beaucoup moins de portée. Un chef de groupe à Terre-Neuve s'en est ainsi expliqué: «Le nœud du problème c'est que nous comptons des gens qui se considèrent comme des Canadiens français, alors qu'ils devraient se considérer comme des Canadiens qui parlent français».<sup>17</sup>

Il semble que des participants de langue française aient appliqué à leur propre groupe le terme «nation» pour bien souligner leur conception d'un Canada binational, tandis que des participants de langue anglaise désignaient ainsi l'ensemble du Canada, pour bien marquer la nécessité de «l'unité nationale». La différence même de sens et d'emploi du terme «national» indique l'écart qui sépare les vues des uns et des autres.



Un homme de Saskatoon s'inquiétait de la puissance explosive du choc de ces idées contradictoires, en disant que «l'avenir du pays est fort douteux si le caractère binational de l'État canadien n'est pas reconnu par les Anglais tout autant que par les Français». <sup>18</sup> Pourtant, même après cet énoncé brutal du problème, l'idée d'une dualité nationale a paru demeurer étrangère à la plupart des participants à Calgary —et ailleurs.

34. Fait remarquable, plusieurs Canadiens de langue française, surtout ceux qui préconisent un nouveau statut politique pour le Québec, donnaient au mot «nation» presque le même sens que des Canadiens de langue anglaise que nous avons entendus. Pour eux, la nation et l'État doivent coïncider; il ne peut exister deux nations dans un seul État; mais alors cet «État national» doit être, bien entendu, canadien-français.

Les contraires  
se rencontrent

C'est ainsi, nous l'avons noté, que souvent les contraires se sont rencontrés: le langage et la pensée de beaucoup de Canadiens français qui réclament un changement radical—quel que soit le régime politique particulier qu'ils proposent—se rapprochaient beaucoup plus du langage et de la pensée des Canadiens anglophones à vue «unitaire» du Canada, que des opinions traditionnelles exprimées par d'autres Canadiens français. Il va de soi, cependant, que leurs conclusions respectives s'opposaient radicalement; les séparatistes et les quasi-séparatistes québécois donnent à cette idée d'unité autant de relief que beaucoup de Canadiens de langue anglaise. Les uns et les autres s'accordent pour trouver nécessaire l'unité de langue et de culture au sein d'un même pays. Forts de cette conviction, les séparatistes canadiens-français nous ont dit qu'ils croient en la nécessité d'un Québec souverain. Aux slogans «Une nation, le Canada» ou «Un Canada, deux nations», ils opposaient le leur: «Une nation, le Québec». Nous avons souvent pensé, durant nos réunions régionales, que l'existence même du séparatisme québécois constitue, d'un certain point de vue, une réponse à la notion unitaire du Canada exprimée par des anglophones: des gens qui avaient le sentiment d'être refoulés vers une «réserve», à cause de leur culture et de leur langue, ont conclu que leur seule issue était d'en faire un État libre.

35. La situation des Indiens et des Esquimaux du Canada constitue un problème spécial que le concept des deux peuples fondateurs met particulièrement en relief. Ce problème a été présenté avec beaucoup de passion à Sudbury par une Indienne qui a demandé, à la réunion du soir: «Pourquoi l'Indien est-il toujours oublié? Sa langue et sa culture ont été les premières au Canada. On nous dit que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique implique les Français et les Anglais—mais où était l'Indien à ce moment-là?» <sup>19</sup>

Indiens et  
Esquimaux  
du Canada

A Toronto, au cours d'un entretien avec les membres de l'Indian Advisory Committee, du ministère du Bien-être social de l'Ontario,

les chefs présents, après avoir rappelé que beaucoup d'Indiens parlent le français, firent état de leur sort: 'Si les Canadiens français croient qu'ils ont perdu beaucoup de leurs droits depuis la Confédération, que devrait dire l'Indien? Il a perdu tout le pays'.<sup>20</sup> L'un des participants protesta contre les manuels scolaires: 'Nos enfants apprennent que les Indiens sont tous des sauvages'.<sup>21</sup> Enfin, l'assimilation grandissante des Indiens qui, pour des raisons économiques, sont forcés de quitter les réserves, fit l'objet d'une autre intervention: 'Si un Indien veut réussir dans la vie au Canada, il doit s'assimiler. Ils [les Canadiens] les appellent les Indiens non-indiens... En outre, chez nos jeunes, en Ontario, près de 80 p.c. des mariages ne se font pas entre Indiens'.<sup>22</sup> Parce que l'Esquimaux n'était pas présent à nos réunions, deux commissaires ont fait une tournée dans l'Est de l'Arctique où ils ont discuté avec les conseils esquimaux, les fonctionnaires et les missionnaires, les problèmes de la langue écrite, du système scolaire et de l'avenir économique.

Nous avons constaté à travers le pays une grande compassion à l'égard de l'état déplorable dans lequel se trouvent les deux peuples indigènes du Canada, parce que l'industrie et la technique nord-américaines envahissent des territoires qui leur étaient autrefois réservés. Nous avons été impressionnés par cette unanimité de vues.

## B) Objection à la dualité: le multiculturalisme

Citoyens de  
seconde zone

36. Les *concepts dualistes* du Canada (que rendent diversement les expressions «partenaires égaux», «deux peuples fondateurs» et «deux nations») se sont heurtés à une opposition chez certains Canadiens; ils voulaient que leur pays, quelle que soit la façon dont ils le définissent, soit considéré comme un tout. Nous reviendrons plus loin à ces concepts unitaires.

Cependant l'idée d'un Canada à double caractère national a suscité des craintes au sein de quelques autres groupes ethniques. La question s'est posée, par exemple à Winnipeg: «Nous qui sommes à l'ouest de l'Ontario, devons-nous être considérés comme des citoyens de seconde zone? Nous formons le tiers de la population du pays... et nous devrions être considérés comme citoyens à part entière». <sup>23</sup> «Les membres des autres groupes, a demandé un homme à Sudbury, auraient-ils raison de craindre d'être coincés [entre les Anglais et les Français] dans cette épreuve de force?» <sup>24</sup> Ou, comme on l'a dit à Kingston, est-il vrai que «mes libertés sont réellement restreintes, parce que je ne descends pas de l'une des soi-disant races fondatrices?» <sup>25</sup>

L'expression de cette crainte, que les autres groupes ethniques ne soient oubliés dans le dialogue qui s'amorce entre Canadiens d'origine

française et d'origine britannique, s'est accompagnée d'une affirmation énergique de l'importance de ces groupes pour le Canada. Plusieurs fois, cette attitude a entraîné une surestimation de leurs effectifs ainsi qu'on l'a fait à Winnipeg: «Nous formons le troisième élément de la population du pays dont nous constituons aujourd'hui, je crois, presque le tiers».\*<sup>26</sup> On nous a rappelé le rôle éminent que des hommes et des femmes venus d'Allemagne, d'Ukraine, des pays scandinaves, des Pays-Bas, de Pologne et d'ailleurs ont joué dans le peuplement de l'Ouest. Dans beaucoup de collectivités, nous a-t-on dit, persiste un vigoureux sentiment d'identité culturelle. Un avocat de la Saskatchewan écrivait, dans une lettre adressée à la Commission: «Le gouvernement fédéral... a groupé en îlots les immigrants de différentes nationalités, si bien que maintenant de grandes régions sont bilingues. Ils [les groupes d'immigrés] parlent la langue de leur pays d'origine et l'anglais. Certaines personnes âgées ne parlent que leur langue maternelle».<sup>27</sup>

Cette façon de considérer comme pionniers des Canadiens ni français ni britanniques contrastait fortement avec la tendance chez d'autres participants, à n'en faire aucun cas, ou à ne voir en eux que des immigrants de fraîche date. Le terme «Néo-Canadiens», si souvent employé, correspondait mal au désir d'être reconnus comme citoyens de plein droit qu'éprouvaient surtout ces Canadiens d'origine ukrainienne dont les grands-parents ont été parmi les premiers à labourer les terres vierges des Prairies. Le terme «Néo-Canadien» convenait encore moins aux Canadiens dont les ancêtres allemands sont venus en Nouvelle-Écosse ou en Ontario au dix-huitième siècle. C'est dans les Prairies que s'affirmait davantage le désir d'être regardé comme un élément particulier de la vie canadienne. Ailleurs, la solidarité avec le Canada anglais ou, dans certains cas, avec le Canada français, fut plus souvent soulignée.

37. Quelle image du Canada traduirait parfaitement la présence des divers groupes ethniques? Cette question a préoccupé surtout les participants de l'Ouest et ils y ont souvent répondu par l'expression «multiculturalisme» ou par l'expression plus complexe de «mosaïque canadienne». Si deux cultures sont acceptées, ont-ils demandé, pourquoi pas plusieurs? Le Canada ne devrait-il pas être un pays où une multitude de groupes culturels, vivant côte à côte, mais distincts les uns des autres, enrichissent de leurs apports une société très diversifiée? La notion de mosaïque, nous a-t-on dit, est infiniment préférable à celle de «melting pot».

Parfois, cependant, l'image d'un nouvel ensemble émergeait de ces éléments divers venus de pays autres que la Grande-Bretagne et la

«Néo-  
Canadiens»

La mosaïque

Troisième force

\*D'après le recensement de 1961 du Canada, les Canadiens dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français forment 13.5 p.c. de la population, bien que le nombre de ceux dont l'origine n'est ni française ni britannique en constitue 25.8 p.c. Certes, ce «troisième élément» se compose de plusieurs groupes linguistiques différents, dont les plus importants sont mentionnés dans le Document de travail de l'Appendice IV.



France. A l'audience préliminaire tenue à Ottawa, on a dit: «Nous admettons respectueusement que le problème intéresse avant tout les deux races fondatrices, les Canadiens de langue française et les Canadiens anglais, mais il a surgi au cours des années une troisième force, vitale, qu'il faut reconnaître».<sup>28</sup> Parfois aussi, cette «force» fut considérée par rapport aux deux groupes principaux comme exerçant un effet de stabilisation, de médiation et d'union. Un porte-parole a déclaré: «Les groupes ethniques au Canada sont et continueront d'être une force d'unification et de consolidation dans la Confédération canadienne».<sup>29</sup>

A certaines réunions régionales on a cherché à déterminer quelles sont les valeurs unificatrices communes aux Canadiens d'extraction allemande, italienne, chinoise, ukrainienne et autres, mais les discussions ont tourné court, et cette variante du thème multiculturel tendait à se fondre avec l'idée de mosaïque. En fait, la notion d'une «troisième force» n'a guère trouvé de tenants, même chez les «nouveaux Canadiens».

38. Y a-t-il un moyen quelconque de concilier les concepts de dualisme et de multiculturalisme? C'est une tâche à laquelle on a parfois consacré beaucoup d'ingéniosité et de bonne volonté, et nous avons été frappés de ce que plusieurs participants d'origine polonaise et ukrainienne se soient fait un devoir de s'exprimer en anglais et en français, à notre audience préliminaire, tenue à Ottawa en novembre 1963. Après qu'on eût examiné l'idée troublante d'une «citoyenneté de seconde classe» et qu'on l'eût dénoncée de la façon la plus énergique, il arrivait qu'on s'exprimât comme ce participant de Kingston: «Les revendications du bilinguisme sont motivées. Nous ne voyons rien qui justifie l'adoption d'autres langues officielles. Nous sommes opposés à toute "balkanisation" et à l'idée de "melting pot". A cause de la complexité ethnique du Canada, la seule unité qu'il convienne vraiment de rechercher et de réaliser est l'unité dans la diversité, soit la collaboration harmonieuse de tous les groupes ethniques dans l'ensemble du pays».<sup>30</sup>

Plus souvent, cependant, les participants se sont penchés sur des questions particulières. On nous a dit, par exemple, que des langues autres que le français ou l'anglais pourraient obtenir un statut spécial, sans toutefois que leur soit conféré un caractère officiel. D'autres ont noté que le maintien de certains groupes religieux se rattache étroitement à la conservation de la langue. Une ou deux fois, en fait, on a proposé que le mot «bilinguisme» dans le texte du mandat de la Commission soit interprété comme signifiant, d'une part, le français ou l'anglais, et, d'autre part, la langue maternelle de l'intéressé. Enseignement de langues autres que le français et l'anglais à titre de matières facultatives dans les écoles et les universités; emploi plus fréquent de ces langues à la radio et à la télévision; aide publique aux œuvres

L'unité dans  
la diversité

Reconnaître  
d'autres  
langues?

culturelles, voilà les idées qu'on a le plus souvent prônées, pour concrétiser le concept d'un Canada multiculturel.

### C) «Un seul Canada»

39. Durant les réunions du soir tenues en dehors du Québec, nous avons pu, à maintes reprises, sentir un malaise grandissant chez une partie de l'auditoire: lorsque la discussion tombait sur les particularismes qui existent au Canada, nous pouvions prévoir qu'un partisan de l'idée «d'un seul Canada» ne tarderait guère à se saisir du microphone. Parfois, c'était le régionalisme et le provincialisme qui l'inquiétaient; parfois c'était l'idée des divisions fondées sur la langue ou la culture. 'Soyons tous Canadiens' nous a-t-on maintes fois répété, mais le sens de la phrase variait subtilement d'un participant à l'autre.

Régionalisme

Le sentiment d'appartenance régionale ou provinciale que beaucoup de Canadiens anglais semblent éprouver s'est d'habitude exprimé dans des formules comme celles-ci: 'Nous, des Maritimes' ou 'Nous, de l'Ouest' ou 'Ici, en Ontario, nous pensons . . .', mais les mots qui suivaient n'ont jamais visé à rejeter l'allégeance au pays, comme on l'a fait parfois au Québec en y substituant une loyauté à l'égard de la province. Le participant voulait plutôt signaler les éléments de l'histoire, de la géographie ou encore de la vie économique et sociale de sa localité qui l'intéressaient au premier chef, et qui coloraient ses vues de la situation canadienne. Il voulait simplement dire que lui, et ceux qui l'entouraient, ne tenaient pas à être confondus avec des Canadiens qui vivent à l'autre bout du continent. Pourtant, la seule mention de ce particularisme risquait de provoquer une réponse comme celle entendue à Calgary: «Je ne veux pas être considéré comme un Albertain, un Saskatchewanien ou un Ontarien, mais comme un Canadien,»<sup>31</sup> ou encore à Victoria: «C'est une question d'allégeance: si le Canada est un pays et si nous sommes des Canadiens, nous devrions alors d'un seul cœur rechercher le bien du pays.»<sup>32</sup>

40. La thèse «d'un seul Canada» fut parfois exprimée plus vigoureusement. Un homme, à Port Arthur, a demandé ce que signifierait le multiculturalisme pour l'enseignement: «Si 75 familles ukrainiennes veulent que l'ukrainien soit enseigné à l'école secondaire, 60 familles françaises ont-elles alors le même droit? et 55 familles finlandaises? 30 familles italiennes? 20 familles norvégiennes? N'y a-t-il pas danger que le pays se balkanise?»<sup>33</sup> Cette crainte de la «balkanisation» en a conduit un certain nombre à se faire les champions de l'idée du «melting pot» à l'américaine. Les Canadiens d'origine britannique n'ont pas été les seuls à exprimer cette préférence. En fait, c'est un homme fraîchement immigré d'Europe, à Winnipeg, qui a prôné la «mise en valeur

«Balkanisation  
ou assimilation»



d'une culture canadienne vraiment particulière» en l'opposant au concept d'une «nation polyculturelle».<sup>34</sup>

Que serait cette culture canadienne unique à laquelle tous devraient s'assimiler? D'habitude, la réponse était claire et explicite. «Si nous voulons être une nation, selon un homme de Winnipeg, il n'y a qu'un moyen d'y arriver: regardons-nous tous et disons-nous que nous sommes Canadiens, indépendamment de notre origine ethnique et de la langue que nous parlons au foyer. Chacun est Canadien. Si l'anglais est prédominant au Canada, c'est la langue que nous parlerons».<sup>35</sup> Au Nouveau-Brunswick, l'animateur d'une discussion a déclaré que selon son groupe «le Canada et le Nouveau-Brunswick doivent être unilingues; et que si des gens veulent demeurer au Canada, qu'ils apprennent l'anglais».<sup>36</sup> De même, à Yarmouth, un participant a dit que le canadianisme «à trait d'union» lui déplaisait. Il n'aimait pas «entendre les gens parler de Canada anglais, de Canada français ou de quelque autre Canada».<sup>37</sup> C'est une opinion souvent répétée par des Canadiens de langue anglaise; ceux qui l'exprimaient semblaient parfois croire que mettre au rancart l'expression «Canada anglais» équivalait exactement à mettre de côté l'expression «Canada français». A London, un homme a exprimé un avis différent: «Un Canadien anglais peut dire qu'il est Canadien tout court, sans rien sacrifier, parce que le Canada, pour lui, n'est que la projection de ce qu'il connaît en tant qu'Ontarien, Manitobain ou Néo-Écossais; par contre, quand nous disons que le Canadien français doit être un Canadien réellement comme nous... nous lui demandons le sacrifice suprême».<sup>38</sup>

41. Si ce dernier point n'a pas été discuté plus à fond, chez les Canadiens anglais, cela tient peut-être à un sentiment très répandu, et qui n'a cessé de se manifester, selon lequel il serait «anormal» de parler autre chose que l'anglais, en Amérique du Nord.

A Saint-Jean (T.-N.), on nous a dit: «Le processus normal de l'histoire, pour une minorité, c'est l'assimilation ou l'absorption. Ce que nous faisons... ici, c'est s'opposer à ce processus».<sup>39</sup>

Et au même endroit: «On se demande pourquoi l'assimilation s'est produite pour d'autres groupes ethniques, et non pour les Canadiens français».<sup>40</sup>

A Windsor: «Le Canada est un «melting pot»... Les Canadiens français seront inévitablement assimilés».<sup>41</sup>

A Saskatoon, un groupe de discussion se demande pourquoi l'assimilation ne s'est pas produite et conclut que cela tient à l'article 133 de la constitution; ainsi le Canada français serait le résultat artificiel et presque fortuit d'une décision prise par des politiciens au début de la Confédération. A Victoria, au cours d'une réunion privée de journalistes, on nous demande, sur un ton agressif, s'il est vrai que les Canadiens français sont forcés d'apprendre le français 'par l'Église

Le caractère  
«artificiel» de la  
langue et de  
la culture  
françaises  
en Amérique  
du Nord

catholique, le parti libéral et les créditistes'.<sup>42</sup> Le groupe qui nous entoure semble accorder une grande valeur à cette question.

Quand, après nos réunions publiques, nous conversions avec des gens de l'endroit, ceux-ci nous racontaient des faits qui traduisent de façon plus vive encore leur sens du caractère artificiel de la culture non anglaise. Ainsi, par exemple, dans les Prairies, un anglophone, entendant des Québécois parler français entre eux, s'en approche, et, avec amitié, les interroge sur divers aspects de leur vie. Il dit notamment: «Vos enfants apprennent le français en classe, mais quand ils sortent en récréation, quelle langue parlent-ils?» C'est-à-dire: en classe, ils sont bien forcés d'écouter leurs maîtres; mais quand ils sont rendus à la liberté, est-ce qu'ils ne parlent pas anglais comme tout le monde?<sup>43</sup> Ailleurs, des femmes qui ont séjourné dans le Québec s'étonnent d'y avoir entendu de très jeunes enfants s'exprimer en français: comment, semblaient-elles dire, parvient-on à trois ou à cinq ans à parler une langue que les adultes (d'une autre culture) ont tant de difficulté à maîtriser? Cette naïveté est souvent commise à travers le monde: l'acte le plus simple et le plus naturel, c'est-à-dire s'exprimer dès le plus bas âge dans la langue de ses parents, prend l'apparence d'un tour de force pour quiconque oublie qu'il s'agit précisément d'une langue maternelle.

42. Rien ne saurait être plus étranger à l'optique des Canadiens français que nous avons rencontrés que l'idée selon laquelle leur langue et leur culture sont choses artificielles en Amérique du Nord: pour certains, c'était même une insulte. A des anglophones qui s'exprimaient avec un certain détachement sur «la» minorité française, un Canadien français lança soudain: 'savez-vous, messieurs, que le français est parlé sans interruption à Québec depuis 1608?\*' On aurait pu croire qu'obéissant à un sentiment de fierté blessée, cet homme exhibait ses lettres de noblesse.

La persistance  
du français

On est allé parfois jusqu'à laisser entendre que les Canadiens français sont les seuls «vrais» Canadiens. On appelait souvent les Canadiens de langue anglaise «les Anglais», ou même «les Anglo-Saxons» (ce que des anglophones d'origine écossaise, sinon allemande ou ukrai-

\*Le rameau acadien est même antérieur de quatre ans au rameau québécois: l'Acadie prit naissance dans l'actuelle Nouvelle-Écosse dès 1604. Le français a donc trois siècles et demi d'existence nord-américaine, et deux foyers: le Québec, numériquement le plus important, et l'Acadie dont le centre principal est devenu le Nouveau-Brunswick. A cause de la distance et des aléas de l'histoire, Québécois et Acadiens ont longtemps vécu séparés et l'on peut parler de deux vigoureux particularismes. Cependant les facteurs d'unité sont également puissants: ce sont la communauté d'origine et de langue, l'environnement nord-américain et le sentiment d'appartenir à la même «minorité française» au sein du pays.

Les deux groupes ont essayé à travers le Canada: de Halifax à Victoria, partout nous avons rencontré des descendants de Québécois ou d'Acadiens. La phrase rapportée plus haut ('le français est parlé sans interruption à Québec depuis 1608') fut dite devant nous au Manitoba par un homme d'un certain âge: il n'oublia pas d'ajouter que ses propres ancêtres habitaient le Canada depuis le dix-septième siècle. Des propos de ce genre, entendus en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard aussi bien qu'en Ontario ou en Colombie britannique, nous ont donné l'impression que plusieurs membres des diverses minorités françaises ont apporté avec eux, jusque dans les provinces les plus reculées, la certitude d'une continuité historique et le sentiment d'une solidarité française.

nienne, entendaient sans joie mais non sans surprise). Parfois, on donnait à ces expressions un sens péjoratif, mais il s'agissait le plus souvent de termes courants pour désigner les Canadiens de langue anglaise, tout comme ces derniers disent fréquemment «les Français» en parlant des Canadiens français. Un Chicoutimien dit avec amertume: «Nous sommes là pour enrichir les Anglais»..... A Rimouski, par contre, un participant parle de «nos amis les Anglais». Peu importent les autres implications: ces expressions semblaient sous-entendre l'idée que les Canadiens anglais ne sont pas vraiment enracinés au Canada, qu'ils sont de récents arrivants encore rattachés à une autre patrie. La *vraie* façon—la façon *naturelle*—d'être Canadien, c'était d'être *Canadien français*.\*

«Québec  
d'abord»

Même si l'expression «Québec d'abord» n'a pas été entendue souvent aux réunions tenues dans le Canada français, l'idée que recouvrent ces mots semblait inspirer plusieurs participants. En majorité, ils tenaient évidemment pour acquise l'importance primordiale du Québec en tant que société, et surtout comme entité politique. Ce postulat semblait si bien établi et souvent si clair qu'on jugeait inutile de l'énoncer.

Les deux formules radicales: *One Canada/Québec d'abord*, semblent nettement s'opposer l'une à l'autre. Ceux qui entretenaient des vues si contraires étaient d'accord, cependant, en ce qu'ils ne croyaient pas à une association de partenaires égaux.

#### D) Présence des États-Unis

Réactions  
ambivalentes

43. Très souvent, on a rappelé que les États-Unis, en raison de leur proximité et de leur influence, constituent une force qui pénètre inévitablement toute la vie canadienne. L'existence même de ce riche et puissant voisin continuait d'avoir pour effet de bloquer ou de brouiller en quelque sorte les efforts tentés en vue de discuter la situation canadienne.

Les discussions sur ce point ont souvent semblé ambivalentes. Des participants ont exprimé un puissant désir d'indépendance personnelle et nationale, d'une part, tout en soulignant, d'autre part, que le Canada dépend des États-Unis du point de vue culturel et économique. De même, chez beaucoup, le désir de l'indépendance était tempéré par un vif sentiment du développement économique plus poussé et du niveau de vie plus élevé qui règnent outre-frontière.

La principale préoccupation de ceux qui ont soulevé la question à nos réunions portait sur la manière dont la disproportion énorme entre

\*C'est l'inverse du sentiment—noté plus haut—qui existe chez certains Canadiens anglais, selon lequel il n'est pas tout à fait normal d'être de langue française au Canada. On oublie souvent, au Québec, que les Anglais se sont établis avant les Français dans de vastes régions du Canada, notamment à la Baie d'Hudson et dans l'Arctique, dans la majeure partie de l'Ontario et dans les Prairies, ainsi qu'en Colombie britannique. Dans ces régions, la présence des Français semble aussi étrange que celle des Anglais à Chicoutimi ou dans la Beauce.



les deux pays en fait de population, de richesse et de puissance, menace la survivance du Canada en tant qu'État indépendant et donne une dimension nouvelle au concept de l'égalité. Cette relation entre les deux pays a été discutée de bien des façons.

44. Tout d'abord, beaucoup de ceux qui jugeaient indésirable toute forme d'union avec les États-Unis ou de dépendance par rapport à ce pays, considéraient le caractère biculturel et bilingue de la société canadienne comme le plus important—sinon le seul—trait distinctif qui puisse sauvegarder l'indépendance du Canada. Cette opinion, entendue à maintes reprises, fut énoncée le plus souvent, comme à Windsor, sous la forme d'un avertissement, à savoir que «nous devons tous nous intéresser à la culture canadienne, sinon, je le crains, nous, Canadiens, nous risquons d'être bientôt engloutis et submergés par la culture américaine».<sup>44</sup> A London (Ontario), un participant a clairement déclaré qu'il favorisait le biculturalisme, comme rempart destiné à empêcher la fusion du Canada avec les États-Unis, en disant: «Droits égaux dans tout le pays pour les deux cultures et les deux langues—voilà une barrière colossale qui nous empêchera d'être engouffrés par le grand État du sud qui est peut-être fort amical, mais qui peut nous dépouiller d'une foule de petites choses auxquelles nous tenons et que nous voulons conserver, même en y mettant le prix». Cet homme, comme bien d'autres, voyait dans le biculturalisme la seule sauvegarde contre l'annexion culturelle. «Je ne crois pas, a-t-il ajouté, que nous ayons quelque chance de garder [le Canada indépendant] à moins de créer quelque chose qui le distinguera clairement du point de vue culturel de ce vaste réservoir d'hommes. Nous allons y être aspirés avec ou sans leur intervention. Il faut devenir une nation biculturelle et bilingue d'un littoral à l'autre».<sup>45</sup>

45. D'autres, cependant, voyaient la domination des États-Unis comme inévitable, et une certaine forme d'union comme non seulement probable, mais même souhaitable. C'est ainsi que, dans les Prairies, un interlocuteur déclare brutalement à la réunion du soir, et sans provoquer de réaction perceptible dans le reste de l'auditoire, que l'existence d'un Québec français est «ridicule du point de vue social» en Amérique du Nord et qu'un Canada indépendant y est «ridicule du point de vue économique».<sup>46</sup> Un autre exprime une vue analogue dans les Maritimes: «Nous n'avons connu la prospérité ici que lorsque nous avons pu commercer avec les *Yankees*, avant le vingtième siècle».<sup>47</sup> Les gens qui partagent ces vues n'ont que faire de l'idée de l'égalité culturelle. A Vancouver, un homme loue la «sagesse» dont les Américains ont fait preuve en choisissant «l'anglais comme la seule et unique langue des États-Unis».<sup>48</sup>

Certains Canadiens, pour qui l'union ou le rattachement étroit aux États-Unis ne sont pas souhaitables, n'en pensaient pas moins que les réalités économiques commandent de plus en plus que la langue prin-

Le biculturalisme, un caractère distinctif

Pression économique

cipale au Canada soit l'anglais. C'est un avis qu'ont exprimé des Canadiens des deux langues, mais ils en arrivaient d'habitude à des conclusions différentes. Selon un habitant de Saskatoon: «Peu à peu il y aura de moins en moins de gens qui ne parleront que le français et de plus en plus qui parleront l'anglais. Le Québec fait partie non seulement du Canada, mais aussi de l'économie nord-américaine; le courant économique le forcera à s'industrialiser de plus en plus et à bien connaître la langue du commerce. Cette langue commerciale, je crois qu'il faut l'admettre, sera l'anglais dans l'économie nord-américaine».<sup>49</sup>

Des Canadiens de langue française ont aussi exprimé l'idée que les nécessités économiques et les pressions linguistiques nord-américaines constituent un obstacle à l'égalité culturelle. Ainsi, à Chicoutimi, on a dit: «Maintenant vous pouvez me demander: dans quelle mesure l'anglais est-il nécessaire? Il ne faut pas oublier que nous vivons dans un contexte de 200 millions d'Anglais. Il serait utopique de penser que les habitants de la région du Saguenay ou de la province de Québec puissent se confiner à leur langue maternelle, puisqu'ils se trouvent sur le continent nord-américain». A Rimouski, un participant a aussi souligné les pressions d'ordre linguistique qui s'exercent et qui découlent de la situation du Québec dans l'économie nord-américaine: «Ce n'est pas parce que nous avons des Anglais dans la Confédération que nous sommes obligés de parler anglais, c'est parce que nous avons les voisins du sud, les États-Unis».

Les Canadiens français se montraient ainsi conscients du fait que leur situation minoritaire est aggravée par l'environnement nord-américain. C'est une vue qu'ont partagée plusieurs de leurs compatriotes de langue anglaise, quelques-uns allant même jusqu'à parler d'insularité, comme ce Terreneuvien qui déclarait à Saint-Jean: «Il [le Canada français] est une île; il se sent isolé et il a le sentiment qu'il lui faut se défendre, résister, tenir bon, s'accrocher à ce qu'il a».<sup>50</sup>

Par ailleurs, la sécurité linguistique et culturelle des Canadiens anglais était de toute évidence accrue du fait qu'ils parlent la même langue que 200 millions d'autres personnes. Comme l'a expliqué un Canadien de langue anglaise de la région du Saguenay (où prédominent les gens de langue française), «le fait d'être en minorité ici se traduit par certains désavantages, par exemple dans le domaine de l'éducation parce que l'enseignement de la langue anglaise y est forcément limité. D'autre part, ma situation minoritaire ne m'inquiète pas parce que je sais qu'il existe une masse de 200 millions d'Américains anglophones sur qui je puis compter».<sup>51</sup>

Certains Canadiens anglophones, surtout dans l'Ouest, voyaient dans la proximité des États-Unis l'une des principales raisons de refuser d'accepter que le biculturalisme et le bilinguisme soient au Canada un



problème capital et de l'examiner à la lumière du concept de l'égalité culturelle. A leur avis, au Canada, présentement, se pose plutôt la question des relations économiques et sociales nord-sud que celle de l'affaiblissement des liens est-ouest. La Commission a eu le sentiment, par exemple, que nombreux étaient, en Colombie britannique, ceux d'après qui la province se rattache à la région canado-américaine de la côte du Pacifique, et que le lointain Canada français laisse indifférents.

46. Dans certaines parties du pays, pour répondre aux menaces de séparation du Québec, on a fait état de la probabilité ou de la possibilité de l'union aux États-Unis. A Saskatoon, on a dit: «Il crève les yeux que, si nous nous séparons en deux nations—le Canada français et le Canada anglais—ni l'une ni l'autre n'existeront plus: nous deviendrons tous des Américains».<sup>52</sup> D'autres ont brandi cette idée comme une arme pour forcer les Canadiens de langue française à mitiger leurs réclamations. Ainsi, à Kingston, on a dit que «si le Québec veut se retirer, qu'il soit libre de le faire; quant au reste d'entre nous, nous pourrions peut-être former un parti d'union qui, s'il obtenait le pouvoir au Parlement, pourrait demander aux États-Unis d'annexer le Canada. Après tout, 60 p.c. de notre économie est aux mains des Américains. Nous pensons, nous sentons, nous nous habillons et nous mangeons à l'américaine; alors, pourquoi ne pas accepter le fait accompli?»<sup>53</sup> Mais il y a l'envers de la médaille: des séparatistes nous ont dit au Québec que, si un État indépendant n'est pas réalisable, la solution la plus simple, comme la plus avantageuse, serait alors l'union de la province avec les États-Unis. Ils ont cité l'exemple de Porto Rico, pays non anglophone. Après avoir entendu des propos de ce genre, un journaliste nous confiait son défaitisme: le Canada commençait de lui apparaître 'comme un long navire qui fait eau de toutes parts, et coule si imperceptiblement qu'à peu près personne ne veut s'en rendre compte'.

47. On a souvent discuté, en donnant comme modèle le «melting pot» d'outre-frontière, la question de l'unité culturelle par opposition à la dualité ou même à la multiplicité de cultures. La «réussite» de l'expérience américaine a été présentée comme preuve de la futilité de la dualité culturelle du Canada. Ainsi, à Kingston: «Ce qui se produira chez nous, peu importe ce que nous disons ou pensons, ce sera la même chose qu'aux États-Unis: c'est la vieille théorie du «melting pot» qui s'appliquera».<sup>54</sup> Un citoyen d'Halifax, cependant, voit les choses différemment: «Une nation ayant deux cultures est une chose originale. Les Américains ont une culture basée sur la fusion ethnique et ils en ont fait quelque chose d'excellent! . . . Cependant, je crois que nous devrions viser à quelque chose de différent».<sup>55</sup>

Parfois, la présence écrasante des États-Unis nous a paru obscurcir le sentiment de l'identité et de la responsabilité nationales chez les

Une réponse  
au séparatisme

Les  
États-Unis:  
exemple  
d'uniformité  
culturelle

## Récapitulation

Canadiens. On voyait dans ce lien avec notre grand voisin à la fois un péril et une protection. Très peu d'auditoires nous ont paru disposés à décider s'il faut résister à ce péril ou faire appel à cette protection.

48. Ainsi donc, beaucoup de Canadiens français étaient profondément convaincus qu'il faut reconnaître immédiatement leurs revendications et y satisfaire par des mesures particulières; les autres Canadiens hésitaient ou différaient d'avis, parce qu'ils ne pouvaient évaluer l'intensité de ce sentiment au Canada français, ou parce qu'ils n'en saisissaient pas les motifs. Ils voyaient les questions dans une optique bien différente. Les membres de certains «autres groupes ethniques» redoutaient que leur place dans la société canadienne ne s'en trouve menacée. Beaucoup de Canadiens anglais craignaient que la reconnaissance d'une double société n'amène l'éclatement du pays. En outre, à l'arrière-plan de toutes les discussions se profilait l'ombre des États-Unis.





49. Les images du Canada, groupées dans le chapitre précédent, ont mis en évidence des contrastes et des oppositions. Il arrive qu'elles se combattent violemment l'une l'autre. Or il faut leur accorder du poids. Car chez les Canadiens que nous avons rencontrés, elles ont paru intimement liées à l'expérience même de la réalité quotidienne. Soit que ces conceptions fussent tirées de la vie, soit qu'elles en aient, au contraire, orienté le sens, dans tous les cas nos interlocuteurs accordaient une grande importance aux institutions. Car les institutions politiques, culturelles, économiques et sociales encadrent l'existence de tous les jours et souvent déterminent les choix linguistiques. Ici encore nous avons pu constater, d'une part, la complexité de la situation, et d'autre part, l'incapacité fréquente des participants à surmonter la barrière des cultures.

Introduction

Du côté francophone, on insistait sur la nécessité d'institutions capables de sauvegarder et de promouvoir la langue et la culture françaises, et de refléter celles-ci de façon satisfaisante. A Sudbury, cela fut proclamé dans les termes suivants: «Pour avoir une culture (je parle surtout de la minorité française de l'Ontario), pour être «français», ça suppose un milieu français, ça suppose des institutions françaises, ça suppose qu'on puisse vivre français». Et à Sherbrooke, on nous expliqua ainsi l'effervescence actuelle de la jeunesse du Québec: «Ces gens se sont rendu compte que la culture française, c'est plus que de parler le français de tous les jours... c'est aussi une forme, peut-être, de penser»... De même à Chicoutimi: «...il faut s'organiser pour donner aux deux cultures des moyens égaux de diffusion, la représentation égale dans les institutions qui sont les grands emblèmes d'une culture». A Sherbrooke un participant déclara que les Canadiens français devraient pouvoir se sentir chez eux au Canada, d'un océan à l'autre. Mais une Canadienne française établie depuis un an à Kenora, Ontario, exprima sa déception en ces termes: «Je ne me sens pas dans mon propre pays, parce que lorsque je dis mon nom, 'Castonguay' on dit: Quoi? De quoi parlez-vous?... Vous voyez, je suis une étrangère...»<sup>56</sup>

Points de vue  
canadiens-  
français

Les préoccupations des anglophones ne se concentraient pas sur les mêmes questions. Même dans le Québec (à quelques exceptions près), on ne semblait pas ressentir la moindre inquiétude particulière pour sa langue et sa culture. Inversement, on s'est beaucoup interrogé sur les moyens propres à permettre un rapprochement entre les deux groupes culturels principaux du pays. Mais on s'est généralement borné à suggérer, comme nous l'indiquerons plus bas, des formules spécifiques à portée restreinte. A Saskatoon, un instituteur dénonçait l'effort, illusoire selon lui, de ceux qui cherchent à protéger une culture au moyen des institutions: «Je ne crois pas qu'on puisse sauvegarder ou maintenir une culture. Je ne crois pas qu'on puisse l'emmurer.

Opinions des  
anglophones



Je ne crois pas qu'on puisse la préserver. Elle doit vivre à même ses propres réserves». <sup>57</sup> Cette idée que la recherche d'une protection institutionnelle des langues aboutit à l'érection d'un ghetto culturel fut reprise à Saskatoon par un participant d'origine irlandaise: 'Comme en Irlande, les Canadiens français ont refusé la défaite. Ils se sont maintenus dans l'isolement, en marge des grands courants de la civilisation. Au lieu d'oublier le passé, ils sont demeurés à l'écart, occupés à lécher leurs blessures'. <sup>58</sup>

Il serait toutefois injuste de dire que la majorité des anglophones partageaient ce point de vue. Au contraire, plusieurs d'entre eux se sont longuement interrogés sur les moyens institutionnels propres à promouvoir le bilinguisme ou encore à assurer la survivance des minorités françaises. Mais, sans doute parce qu'ils ne sentent pas leur langue et leur culture menacées, ils exprimaient rarement les sentiments d'urgence et d'insécurité si communs à nos interlocuteurs canadiens-français. En outre, les deux groupes accordèrent une importance inégale aux divers niveaux d'institutions.

Afin précisément de faire ressortir les différences et les contrastes, nous allons exposer successivement les opinions qu'on a formulées sur l'éducation, les techniques de diffusion, les services publics et les institutions économiques. Puis nous ferons état des vues exprimées sur les minorités françaises et sur la minorité anglaise du Québec; enfin nous résumerons les attitudes prises devant nous par rapport aux langues.

### A) L'éducation

Questions  
soulevées par  
les anglophones

50. La divergence des réactions entre anglophones et francophones s'est manifestée au sujet du rôle de l'éducation dans l'acquisition d'une langue et d'une culture secondes. Ici l'on aborda des thèmes très divers et la gamme des points de vue fut très complexe.

Parmi les anglophones, on a traité de questions qui retinrent beaucoup moins l'attention des francophones, surtout de ceux du Québec qui ne les abordèrent qu'en passant: ce sont, notamment, l'enseignement de l'histoire, l'uniformisation des standards d'éducation, les échanges d'étudiants et d'instituteurs, et la responsabilité fédérale dans le domaine de l'éducation.

L'enseignement  
de la langue  
seconde à  
l'école

51. La plupart des participants ont reconnu la nécessité de l'enseignement de la langue seconde dans les écoles, mais selon des perspectives différentes.

Tel est l'enthousiasme de beaucoup d'anglophones qu'ils suggèrent que la langue seconde soit mise au programme dès la première année du cours élémentaire. Ainsi à Fredericton: «Nous devrions chercher,

dans notre système scolaire, à faire en sorte que les enfants de parents de langue anglaise apprennent le français dès leur première année à l'école et ceux de parents de langue française, l'anglais... afin que nous puissions vraiment devenir bilingues». <sup>59</sup>

Dans le Québec, toutefois, on se montre beaucoup plus réservé. Par exemple, à Chicoutimi, un interlocuteur met l'auditoire en garde: «Il ne faut pas oublier que le premier symbole d'un groupe ethnique c'est d'abord sa langue. Personnellement, je pense que l'enseignement de l'anglais ne devrait pas exister au primaire, ni au secondaire, mais bien à la fin du secondaire. D'abord apprenons notre langue, ensuite nous apprendrons l'anglais». Un participant, après avoir abondé dans le même sens, souligne qu'il ne croit pas «qu'on puisse établir le bilinguisme à l'aide d'un plan scolaire». S'en prenant à la tendance en cours de hâter l'enseignement de l'anglais dans les écoles, un autre déclare: «Aussitôt qu'un enfant commence à apprendre, on lui pompe l'anglais dans la tête».

52. Les francophones ont réclamé le droit à l'instruction dans leur langue pour les minorités françaises et des anglophones ont admis le bien-fondé de cette revendication. Ainsi, à Winnipeg, un Canadien français, qui exprimait sa crainte de voir disparaître la langue française au Manitoba par suite de l'absence d'écoles françaises, reçut cette assurance: «Les deux nations ou peuples fondateurs, les Français et les Anglais, ont le droit d'être assurés que leur langue sera préservée là où suffisamment de gens la parlent. En d'autres termes, ici même, les Français du Manitoba ont le droit de conserver leur langue... et de la faire enseigner dans les écoles primaires, s'ils sont assez nombreux». <sup>60</sup> A Winnipeg encore, le porte-parole d'un groupe de discussion rapportait cette conclusion unanime: «Que, lorsque les Canadiens français sont assez nombreux, l'enseignement en français et l'enseignement du français soient permis dans toutes les écoles». <sup>61</sup>

Toutefois, plusieurs francophones ne limitent pas leurs réclamations au seul niveau élémentaire. Ainsi à Sudbury: «Nous demandons des systèmes complets d'éducation. Ce qui implique des écoles primaires, des écoles secondaires et des écoles universitaires françaises». Un autre expose les conséquences désastreuses de l'absence, selon lui, d'écoles françaises au-delà du niveau élémentaire: «[En Ontario] on peut faire ses études françaises au niveau primaire, mais dès qu'on arrive au niveau secondaire, ce droit nous est refusé. Nous sommes obligés d'aller à une école privée, payer \$500.00 par année. Mais si nous voulons aller dans une école secondaire de l'État, nous devons faire tous nos cours en anglais, sauf nos cours de français. Or à l'université [ici, le participant a en vue une université bilingue de l'Ontario] nous avons une autre option... [celle] de prendre nos cours, soit en français,

Écoles françaises  
pour les  
minorités

Pour un  
système complet  
d'éducation  
en français

soit en anglais. Mais ce qui se produit, c'est que les gens sont handicapés; c'est que nous devenons des étudiants de deuxième classe...» Aucun anglophone n'aborda cet aspect particulièrement délicat de la situation, au sujet duquel il semble exister de part et d'autre beaucoup de confusion et d'ignorance.

Des écoles  
normales de  
langue française

53. Des francophones insistèrent sur la nécessité de créer des écoles normales françaises dans les Maritimes, en Ontario et dans les Prairies. Évidemment, de telles institutions formeraient, avant tout, un personnel enseignant pour le secteur français; mais elles pourraient en outre suppléer le manque de professeurs de langue française, qu'on semble tellement déplorer en milieux anglophones. Des Canadiens français soulignèrent ce qu'ils considéraient être un «manque de logique», voire une «preuve de l'hypocrisie» des Canadiens anglais: 'ils réclament des professeurs de langue française, nous disaient-ils, et ils s'imaginent que nous allons leur en fournir, alors que par ailleurs ils nous empêchent d'en former en nous refusant des écoles normales françaises'.

Au Nouveau-Brunswick, il existe une école normale bilingue à Fredericton, mais des francophones demandent la création d'une institution exclusivement française, dans un centre densément peuplé par les Acadiens. Une étudiante anglophone et un étudiant francophone de l'école bilingue s'affrontent à ce sujet: la première, favorable au maintien du présent système et qui fait son plaidoyer dans un français hésitant mais en y mettant beaucoup de passion, insiste sur les avantages d'une institution où chacun, vivant en contact quotidien avec l'autre culture, peut plus facilement apprendre la langue seconde, comme en témoigne sa propre expérience. Le deuxième, au contraire, exprime sa conviction que la pratique actuelle se solde à l'avantage de la langue dominante, en l'occurrence, de l'anglais.

La question  
des écoles  
bilingues

Chaque fois, la question des écoles bilingues a soulevé de semblables débats. Ainsi, dans un groupe d'études à Moncton, des éducateurs et des étudiants acadiens s'efforcèrent d'expliquer à des confrères anglophones que, dans leur contexte, un tel système serait en pratique extrêmement préjudiciable au français, dont la situation est précaire, selon eux, même au Nouveau-Brunswick. 'Vous devez comprendre, disaient-ils en substance, que la condition actuelle des Acadiens est dramatique. Et le drame, pour nous, consiste précisément dans le fait que nous n'avons plus de langue. Nous perdons le français sans pour autant acquérir l'anglais. Au lieu de nous proposer de fréquenter des écoles bilingues, permettez-nous d'améliorer d'abord la qualité de nos écoles françaises. Laissez-nous le temps d'apprendre notre langue et d'assimiler notre culture. Nous vivons dans un milieu imprégné d'anglais. Si nous n'avons pas un refuge où nous ayons la garantie d'une protection pour notre langue maternelle, celle-ci disparaîtra. Soyez sans crainte, ajoutaient-ils, l'anglais, nous saurons le parler'.



Ailleurs on s'est inquiété du fait que plusieurs instituteurs canadiens-français du Québec déclinent des offres d'enseignement dans les autres provinces apparemment en raison de l'absence d'institutions françaises dans les centres où ils sont invités. A Chicoutimi, un participant note en outre que le manque de coordination entre le système d'enseignement du Québec et celui des autres provinces constitue un obstacle à la mobilité des Canadiens français du Québec.

54. Certains ont formulé des opinions favorables à la reconnaissance d'autres langues que le français et l'anglais dans l'enseignement. Ainsi, à Winnipeg: «L'enseignement de l'allemand et de l'ukrainien devrait être pleinement autorisé et reconnu comme matière ayant pleine valeur académique». <sup>62</sup> Ou encore: «Nous croyons fermement que nous devons, afin d'être de bons Canadiens, connaître et posséder notre propre héritage culturel et notre langue. Nous voudrions que l'ukrainien soit sur un pied d'égalité avec d'autres langues». <sup>63</sup> Il nous est arrivé d'entendre des réclamations de ce genre à Port Arthur et dans les Prairies.

Quelques-uns ne pouvaient comprendre les motifs de cette insistance sur l'enseignement du seul français. Ainsi à Edmonton: «Je ne crois pas que nous devons préférer le français à toute autre langue. Je ne vois pas pourquoi on met tellement l'accent sur le seul français». <sup>64</sup> Ce qui devenait à Vancouver: «Je crains bien que, si le français continue de s'infiltrer, ils voudront aussi le chinois». <sup>65</sup> Pour prévenir un semblable danger un participant particulièrement agressif suggéra une solution radicale: «A mon sens, le problème pourrait se régler tellement facilement, s'ils enseignaient l'anglais à l'école à leurs enfants au Québec». <sup>66</sup>

A Victoria, un chef indien déclare qu'après avoir tout fait pour provoquer l'extinction de la langue indienne dans cette région, en l'excluant des écoles par des mesures draconiennes, les Canadiens réclament maintenant qu'on l'exhibe pour des raisons touristiques, alors qu'on ne la parle plus: 'Quand ma femme, mon frère et moi-même serons morts, personne ne parlera plus la langue de mon peuple.' <sup>67</sup>

En ce qui concerne le maintien des langues indiennes, la Commission a constaté que, sur ce point, l'opinion n'est pas unanime. Cela peut s'expliquer en partie par la variété des langues indiennes, chacune desquelles pouvant se subdiviser en dialectes locaux. Dans ces conditions, l'anglais devient tout naturellement la *lingua franca* des bandes indiennes et d'autant plus que la connaissance de cette langue leur apparaît comme un impératif économique: «Le monde entier parle anglais», <sup>68</sup> nous ont dit la plupart des chefs indiens à la rencontre de l'Indian-Eskimo Association, à London. Par contre, les Esquimaux que nous avons rencontrés ont été à peu près unanimes à vouloir la survivance de leur langue. S'ils se sont dits convaincus que leurs enfants

Le recrutement  
des professeurs  
de français  
au Québec

L'enseignement  
d'autres langues



doivent apprendre l'anglais, ils ont aussi réclamé que l'esquimau soit enseigné à l'école.

Trop peu de  
bons professeurs,  
et techniques  
discutables

55. Plusieurs déplorent le manque d'instituteurs aptes à enseigner convenablement la langue seconde dans les écoles: ainsi s'expliqueraient les «piètres» résultats obtenus, même après plusieurs années d'études. Il faudrait des francophones pour enseigner le français, et des anglophones pour enseigner l'anglais: mais, encore une fois, 'où les trouver?'

De même souligne-t-on, de part et d'autre, l'urgence d'adopter de meilleures techniques pour l'enseignement de la langue seconde. Nous dirions même que sur ce point, l'unanimité fut presque parfaite, tous s'accordant pour déplorer ou dénoncer «la faillite» de l'enseignement des langues secondes (anglais et français) au Canada.

Milieus peu  
propices

Des anglophones, comme des francophones du Québec, nous ont dit que leur principal handicap pour apprendre la langue seconde, c'est le peu d'occasion qu'ils ont de la parler, en dehors des salles de cours. Ainsi à Halifax: «A mon sens, les gens de la Nouvelle-Écosse ont peu ou pas de motif d'apprendre le français, et cela tient à ce qu'ils n'en ont pas besoin dans les affaires courantes et (ou) dans les relations sociales à l'intérieur de la province. Voilà pourquoi, à mon sens, les gens n'ont pas d'autre raison, ni d'autre motif que les examens scolaires . . .»<sup>69</sup> A quoi fait écho cette observation d'un Rimouskois: «Dans un milieu où on ne parle que le français, l'enfant n'a aucune motivation pour apprendre l'autre langue». Opinion typiquement nord-américaine, réplique un participant d'origine européenne: «En Europe, il y a des écoliers qui apprennent trois ou quatre langues à la fois, et pas seulement deux».<sup>70</sup>

L'obstacle de la  
confessionnalité

56. Le caractère confessionnel des écoles françaises, selon des anglophones, constitue un autre obstacle à l'enseignement de la langue seconde et plus généralement à l'intégration de ces écoles dans le système d'éducation des provinces, à l'exception du Québec. Ils suggèrent que la distinction des écoles se fasse selon des critères linguistiques plutôt que confessionnels. Ainsi, le porte-parole d'un groupe d'étudiants déclare à Vancouver: «Nous sommes provisoirement tombés d'accord, ce matin, pour accepter de voir s'établir des écoles de langue française, subventionnées par la province, en Colombie britannique à condition qu'elles ne soient pas confessionnelles».<sup>71</sup>

Un anglophone du Québec signale combien il est difficile, pour les écoles protestantes de cette province, de retenir les services d'un instituteur catholique de langue française. Pour les protestants francophones, la situation serait au moins aussi mauvaise. Mais chacun semble persuadé que cette situation paradoxale va bientôt changer.

Signalons enfin l'intervention d'une femme selon qui l'insistance des Canadiens français à conserver à leurs écoles un caractère confes-

sionnel constitue une conspiration en bonne et due forme: «Ce que veut le Canadien français, c'est avoir le droit d'établir dans tout le Canada des écoles séparées . . . Voilà le nœud de l'affaire; voilà ce qu'il veut: pouvoir disséminer dans tout le pays sa population grandissante, mais seulement à condition qu'elle puisse avoir ses propres écoles françaises et catholiques». <sup>72</sup>

Cette question de la confessionnalité des écoles a été abordée aussi par des Canadiens de langue française. Plusieurs ont volontiers admis qu'il s'agit là d'un problème réel; et dans chacune des provinces de l'Ouest, quelques personnes indiquèrent qu'une distinction entre langue et religion au niveau des écoles serait opportune. Certains nous ont même affirmé privément qu'à leur avis cette distinction s'impose, et que désormais les minorités françaises devraient réclamer des écoles publiques françaises plutôt que des écoles françaises confessionnelles.

57. Sur les questions que nous venons d'évoquer, rares furent les commentaires des Québécois: ils semblaient juger suffisants les aménagements linguistiques dans les institutions d'enseignement de cette province. Rapportons cependant ce propos d'un anglophone de Chicoutimi: «A cause de notre petit nombre ici, nous n'avons pas les mêmes possibilités que les Français, v.g. pas de formation technique donnée en anglais. Je ne m'en plains pas . . . Mais il n'est pas juste de dire que les Anglais ne sont pas désavantagés dans la région». <sup>73</sup>

58. Nous avons frôlé d'assez près, plus haut, un thème sur lequel nous voudrions nous arrêter, parce qu'à diverses reprises nous en avons pressenti l'importance: le thème religieux. Mais on a fait preuve à ce sujet d'une grande discrétion, et rarement a-t-on abordé la question directement.

Nous nous souvenons d'une séance privée, fort vivante d'ailleurs, à la sortie de laquelle quelqu'un disait devant l'un de nous: 'On n'a pas abordé la question capitale: on n'a pas parlé des différences religieuses'. Là se trouve selon lui la source principale des méfiances et des dissensions entre les groupes.

C'est évidemment une question capitale; mais en même temps elle est infiniment délicate. Elle paraît influencer le jugement d'un certain nombre d'anglophones (protestants) sur le Québec. Par exemple, l'expression de *priest-ridden province* n'est pas souvent revenue devant nous; cependant des opinions sur «les retards» du Québec dans le domaine de l'éducation semblaient s'appuyer sur une conception assez voisine. A plusieurs reprises, nous avons cru comprendre que les *Roman Catholics* étaient visés quand certains participants blâmaient les Québécois. Inversement des Canadiens français qui se plaignaient des agissements d'une «majorité anglaise» paraissaient se souvenir du fait qu'il s'agit en même temps d'une majorité protestante. Mais de part et d'autre, on semblait regarder des allusions de ce genre comme

Dans le  
Québec

Importance  
du facteur  
religieux

inconvenantes. Nous les avons entendues parfois dans des groupes de discussion quand l'atmosphère, devenue suffisamment intime, portait aux confidences ou au contraire invitait à des passes d'armes plus vives.

A ces moments, nous ne pouvions que nous demander: «Où est la source principale des antagonismes? Est-elle dans le fait des différences linguistiques ou dans les vieilles divergences religieuses?» Il est évidemment impossible de répondre à une pareille question, mais il n'est peut-être pas vain de la poser. Un homme politique, dans l'une des provinces de l'Ouest, affirmait devant quelques-uns d'entre nous: 'Il n'est pas facile d'obtenir qu'une majorité protestante, habituée à un système entièrement laïc, accorde l'école confessionnelle [à sa minorité catholique]. Il n'est pas facile d'obtenir qu'une majorité anglophone accorde l'école française à une petite minorité française. Mais demander à une majorité à la fois protestante et anglophone de consentir à l'établissement d'une école à la fois catholique et française, c'est vraiment heurter de front en même temps et plusieurs idées et plusieurs sentiments'.<sup>74</sup>

Un autre déclarait: 'L'expression *priest-ridden* peut être entendue comme une insulte. Mais elle peut aussi prétendre décrire avec exactitude une situation de fait. Dans une province où la conception dominante en éducation est, depuis longtemps, laïque, apprendre que, dans le Québec, il n'y a pas une seule école publique laïque, c'est souvent être conduit à croire que l'Église et le clergé y exercent une influence dominante'.<sup>75</sup>

A l'inverse, dans plusieurs secteurs québécois, les refus ou les réticences devant l'école confessionnelle, manifestés par un grand nombre d'anglophones, sont interprétés comme un geste d'hostilité non seulement contre les catholiques, mais contre l'ensemble du Canada français. C'est sous cet éclairage que des Canadiens français passent au crible la législation scolaire de la plupart des provinces à majorité anglophone. Ils disent alors: «Nous, dans le Québec, nous avons laissé les protestants s'organiser comme ils l'entendent; mais nulle part ils n'accordent les mêmes libertés aux catholiques».

D'ailleurs il ne faudrait pas croire que les divisions n'existent qu'entre catholiques et protestants; des antagonismes ont souvent surgi à l'intérieur d'une même confession. C'est ainsi que, dans les provinces où les catholiques sont en minorité, des tensions existeraient entre catholiques anglophones et catholiques francophones, ceux-ci se plaignant très vivement de l'influence culturelle exercée à leur détriment par ceux-là. Des heurts se sont produits jadis entre Canadiens français et certains groupes ukrainiens, et les blessures ne nous ont point semblé partout cicatrisées.

En résumé, nulle part nous n'avons rencontré de vrai conflit religieux; ou du moins nous n'en avons pas perçu l'écho. Au contraire, le



climat est favorable à l'œcuménisme; et des allusions à ce phénomène ont été faites devant nous, surtout dans les provinces à majorité anglophone. Néanmoins, ils nous a paru que le recul du fanatisme religieux ne signifiait pas la disparition de certains préjugés, qui demeuraient sous-jacents et semblaient, de part et d'autre, inspirer certaines attitudes hostiles.

B) Les techniques de diffusion («Mass Media»)

59. Les techniques de diffusion constituent-elles des véhicules de bilinguisme et de biculturalisme au Canada? Quels sont leur rôle et leur responsabilité dans ces domaines? De telles questions furent discutées avec chaleur dans la plupart des réunions que nous avons tenues en dehors du Québec.

Déficiences  
actuelles

Souvent on a exprimé l'avis que, dans un pays aussi vaste que le Canada et aussi peu peuplé, les techniques de diffusion ou de communication ont un rôle capital. Des groupes plus avertis ont insisté sur le fait que les différences régionales, déjà très sensibles, sont accentuées par l'absence de journaux quotidiens ayant un caractère national. Seuls, quelques éditeurs de magazines à grand tirage peuvent atteindre l'ensemble de l'opinion parce qu'ils ont des éditions anglaise et française.

La plupart des journaux quotidiens sont membres de la Presse Canadienne. A cause de la structure coopérative de cette agence de nouvelles, ils sont ainsi assurés de recevoir toutes les informations offrant un intérêt «national», mais là encore, a-t-on affirmé, le service est fractionné en bureaux régionaux qui revisent la copie en fonction même des régions desservies.

On a dit que la radio et la télévision ne font guère mieux, dans l'ensemble, que les journaux. Il y a très peu d'émissions, a-t-on noté, qui sont transmises à la fois sur les réseaux anglais et français de la société Radio-Canada, et les émissions de nouvelles, d'information et d'opinions varient beaucoup d'un réseau à l'autre. Quant aux postes privés, sauf pour le divertissement, ils s'intéressent surtout aux questions régionales et locales.

60. La question de la diffusion des langues et des cultures par le moyen de la radio et de la télévision fut soulevée dans toutes les réunions régionales en dehors du Québec. Un problème aigu se pose pour les minorités françaises qui souvent sont privées de tout accès à ces moyens dans leur langue. Ainsi à Vancouver un participant nous affirme: «Pour nous, ça serait presque une pierre de base . . . nos propres enfants sont hésitants devant le problème d'apprendre leur propre langue parce qu'ils n'entendent jamais les grands moyens de communications en français».

Un problème  
pour les  
minorités  
françaises

A ce propos, plusieurs anglophones font preuve de compréhension et se déclarent favorables à l'extension du réseau français de Radio-



Canada à travers tout le pays. Certains ajoutent que les anglophones bénéficieraient eux-mêmes de cet aménagement puisqu'il leur donnerait la possibilité de connaître la culture française. D'autres toutefois s'opposent à ce projet jugé trop coûteux. Pour un participant de Halifax, l'existence même de deux réseaux est un facteur de désunion; il propose d'y substituer un seul réseau bilingue. Enfin, quelques-uns réclament des émissions dans d'autres langues que le français et l'anglais, à la radio et à la télévision.

Sur cet aspect de la situation, notons enfin le silence presque complet des participants des deux langues, aux réunions tenues dans le Québec. Dans cette province, le problème ne se pose pas, puisque les deux réseaux, l'anglais et le français, sont bien organisés. Et les participants des deux groupes linguistiques s'occupèrent fort peu de la situation qui prévaut ailleurs. L'attention dans cette province se centrerait indubitablement sur d'autres thèmes.

Un facteur  
d'ignorance

61. Plusieurs interlocuteurs anglophones, avec beaucoup de modestie et de franchise, ont constaté qu'ils ignorent presque tout de l'évolution québécoise récente. Ils en ont imputé la responsabilité au mauvais fonctionnement des techniques de diffusion. C'est l'un des thèmes sur lesquels les Canadiens de langue anglaise sont revenus le plus souvent et se sont exprimés avec le plus d'unanimité, surtout dans l'Ouest. En voici quelques exemples typiques:\*

De Victoria: 'Notre groupe de discussion avait fortement l'impression qu'il existe beaucoup d'ignorance dans l'Ouest canadien au sujet des conditions qui règnent au Québec... On a dit que les journaux ne publient que les nouvelles plutôt sensationnelles du Québec. Nous sommes vraiment dans le brouillard au sujet du Québec'.<sup>76</sup>

De Vancouver: 'On a pensé que les organes de diffusion, parce qu'ils centrent leur information sur le sensationnalisme... desservent en réalité la cause du biculturalisme et du bilinguisme, au lieu de la servir'.<sup>77</sup>

D'Edmonton: 'Nous ne savons au sujet du Québec que ce que nous en lisons dans les journaux. Et, nous avons le sentiment que ce que l'on nous dit est peut-être partial'.<sup>78</sup>

De Saskatoon: 'Nous avons soulevé la question des communications, et alors! nous les avons pas mal démolies. Nos journaux sont préjugés'.<sup>79</sup>

De Kingston: 'La culture française telle que nous la dépeignent la télévision et la radio anglaises est réellement une parodie... Elle tend à faire croire à l'anglophone que le francophone est un paysan, un bûcheron, un mangeur de soupe aux pois et de fèves au lard'.<sup>80</sup>

\*Tirés des rapports des groupes de discussion; il s'agit donc, presque chaque fois, de l'opinion d'un groupe.

De Moncton: «[Les organes de diffusion en langue anglaise] exagèrent certainement, je crois, tout ce qui se produit de mal ou de radical au Québec».<sup>81</sup> Un participant à Halifax affirme que «si on ne lit pas certaines publications françaises –du Québec– il est tout à fait impossible de comprendre ce qui se passe au Canada aujourd'hui».<sup>82</sup> A Saint-Jean (T.-N.), on rapporte à la séance publique une opinion selon laquelle «les organes de diffusion exagèrent la situation en ne présentant que les aspects sensationnels du problème».\*<sup>83</sup>

Ces jugements, et tant d'autres que nous sommes forcés d'omettre, soulignent avec force les responsabilités du journalisme sous toutes ses formes. En même temps, ils dénoncent les techniques et le style mêmes de l'information moderne. Il faudra les examiner en tenant compte, cependant, de la situation d'ensemble. Des journalistes ont affirmé devant nous que la question est plus complexe que ne le croient la plupart des consommateurs de nouvelles. C'est ainsi que des représentants des *mass media* ont parlé des résistances qu'ils rencontrent chez leurs lecteurs, auditeurs et (surtout) spectateurs, devant ce qui apparaît très vite à ceux-ci comme une «surabondance» de nouvelles et de commentaires consacrés à «l'autre» culture ou à «l'autre» société. En d'autres termes, le public oublierait peut-être que, d'habitude, les techniques de diffusion tendent à refléter un milieu et à lui donner ce qu'il demande.

### C) Les services publics

62. Quand il s'agissait de l'éducation et des techniques de diffusion, nous venons de le voir, c'est surtout les anglophones et les minorités francophones qui proposaient des formules d'ajustement, tandis que les francophones du Québec étaient réticents et peu loquaces. Il va maintenant s'agir de la fonction publique, des communications et des forces armées; et l'on verra la tendance s'inverser. Les anglophones, tout en faisant état de leur position dominante, vont, dans l'ensemble, se révéler peu désireux de consentir à des changements d'envergure. Par ailleurs, les francophones, ceux du Québec surtout, manifesteront abondamment leur insatisfaction et leur intention de travailler à améliorer leur position. Ce contraste est significatif.

Un contraste  
significatif

63. Les francophones ont soulevé avec insistance un autre problème: celui de leur rôle dans la fonction publique fédérale, où la langue de travail dominante est l'anglais. A un anglophone qui met l'accent sur la compétence comme critère d'admission et de promotion au sein

La fonction  
publique

\*Ce sujet est revenu beaucoup moins souvent dans le Québec. On l'aborda seulement pour mettre en doute l'objectivité des journaux français parce que la publicité commerciale, qui alimente leur caisse, dépendrait surtout de compagnies anglaises. Ainsi, ces journaux seraient solidaires d'intérêts économiques qui n'auraient pas grand'chose à voir avec «la nation».

du fonctionnarisme, un Canadien français répond, à Sudbury: «Je veux premièrement qu'on respecte ma langue dans les endroits publics, surtout dans les endroits fédéraux. Je suis un Canadien français, j'ai droit à ma langue et je veux la parler où il me semblera bon de l'utiliser dans tout le Canada et à tout ce qui appartient à Ottawa, et je demande ce respect-là».

Des anglophones reconnaissent et déplorent cette situation. Quelques-uns proposent des réformes. Mais la simple supposition qu'on puisse imposer officiellement le bilinguisme à ce niveau suscite de l'appréhension. Ainsi, à Edmonton, un fonctionnaire déclare, sur un ton d'ailleurs cordial: «Si vous m'obligez, après 17 années de service dans la fonction publique, à me présenter à un examen et à parler français simplement pour conserver mon emploi, je devrai, je le crains, émigrer en Australie». <sup>84</sup>

Certains réclament que les services administratifs régionaux servent leur clientèle dans la langue de celle-ci. Ce point de vue est aussi endossé par des participants anglophones.

On formula même, bien que moins fréquemment, une revendication semblable au sujet des services administratifs provinciaux ainsi que des assemblées législatives. Ainsi, à Rimouski: «Je crois cependant que le français devrait être rendu officiel dans toutes les provinces du Canada, si on veut sauvegarder le caractère biculturel du pays, car, en fait, il existe dans toutes les provinces des minorités canadiennes-françaises qui ont droit à notre respect, qui ont droit à notre protection. Or si ces minorités ne peuvent pas s'exprimer clairement dans leur parlement, c'est donc qu'il existe chez elles un semblant d'esclavage, je dirais non pas celui-là qu'on connaît, avec des chaînes, mais un esclavage culturel».

Services de  
transport

64. Presque partout dans le Québec on souligne les difficultés que rencontrent les Canadiens français lorsqu'ils utilisent les services de transport, même nationalisés, pour voyager à travers le pays. Par exemple, à Rimouski, centre francophone, on s'étonne de ce que parfois le chef du train qui se rend à Lévis ne sache pas s'exprimer en français. On suggère «qu'obligatoirement, dans tous les services publics fédéraux trans-canadiens, et même internationaux, par exemple, les lignes aériennes sous pavillon canadien, les employés, les membres d'équipage qui ont affaire au public, parlent les deux langues, et, en particulier, sur les trains du Canadien National...» Les plaintes de ce genre sont si nombreuses, si constantes et si connues qu'il n'y a pas lieu, ici, de multiplier les citations.

Les Canadiens  
français dans  
les forces armées

65. Il faut néanmoins, enregistrer le fait que des francophones se sont plaints à divers endroits, et notamment à Québec, à Chicoutimi, à Rimouski, à London, à Kingston, à Vancouver, à Victoria, de même



que dans des rencontres privées à Montréal et Ottawa, de ce que les forces armées 'livrent les Canadiens français à l'unilinguisme anglais'. Ce serait vrai surtout dans la Marine et dans l'Aviation, qui nous ont été décrites comme 'des institutions presque exclusivement anglophones', comme 'de puissants agents d'anglicisation progressive aussi bien pour la famille du militaire que pour le militaire lui-même' ou comme 'des sociétés militaires anglaises'. Cela tiendrait, d'après nos interlocuteurs, à divers facteurs: de vieilles traditions encore vigoureuses, la mobilité exigée du militaire qui peut avoir à séjourner dans toutes les parties du Canada et même du monde, le petit nombre des Canadiens français dans les divers services. Ce serait un cercle vicieux, car moins les Canadiens français sont nombreux dans les forces armées, plus l'anglais y prédominerait; par ailleurs cet unilinguisme lui-même éloignerait les francophones de la carrière militaire. Les griefs étaient moins vifs au sujet de l'armée de terre, parce qu'elle compte des unités canadiennes-françaises. Devant ce réquisitoire des francophones, plusieurs Canadiens de langue anglaise ont manifesté de l'étonnement et de la compréhension. D'autres ont affirmé que les forces armées ne sauraient être bilingues.

Ici comme ailleurs, nous nous bornons à enregistrer, sans en vérifier l'exactitude pour l'instant, des opinions et des informations répétées à maintes reprises devant la Commission. Il s'agit d'un des domaines que des spécialistes examineront pour nous avec une attention particulière.

66. On a soulevé également la question des écoles pour les enfants de militaires. Ainsi, à Rimouski on affirme «qu'il n'existe pas de possibilité en dehors de la province de Québec pour un membre de l'Aviation royale du Canada de faire instruire ses enfants dans la langue maternelle». A London, un militaire annonce son intention de quitter l'armée parce qu'il ne veut pas que ses enfants «deviennent de petits Anglais». Un exemple de la situation qui semble prévaloir dans les écoles spécialement destinées aux enfants des militaires en dehors du Québec nous fut exposé par un inspecteur régional d'écoles en ces termes: «Les unités qui se trouvent à [un grand camp situé en dehors du Québec] ne comptent pas beaucoup d'éléments français, mais il ne se pose aucun problème en ce qui concerne les familles françaises. Certes, certains de ces enfants, en arrivant, parlent très peu l'anglais, mais nous ne nous sommes pas préoccupés, parce que nous les avons laissés s'intégrer dans les classes et nous sommes tout étonnés qu'en peu de temps ils répondent du tac au tac, en anglais, à nos écoliers anglophones. Il n'existe aucun problème en ce qui concerne le camp».<sup>85</sup> Ici, une partie de l'auditoire manifeste de l'impatience et un participant de langue anglaise intervient: il s'agirait là, selon lui, d'une forme brutale d'assimilation.

Des écoles pour  
les enfants des  
militaires



Un district  
fédéral

L'inspecteur, que cette remarque prend de toute évidence au dépourvu, cherche à justifier cet état de choses: «Mais là-bas les gens de langue française n'en ont pas fait un problème . . .»<sup>85</sup>

67. Nos interlocuteurs à travers le pays n'ont accordé qu'assez peu d'attention à certaines questions reliées au domaine public, comme la création d'un district fédéral, prônée par des hommes politiques et par des spécialistes au cours de ces dernières années. Il s'agirait, on le sait, de soustraire un territoire de faible étendue à la juridiction des provinces, pour lui donner un statut spécial sous l'autorité du gouvernement central. Bien que les commissaires aient tenté de faire émerger les opinions à ce sujet, ils n'ont obtenu que des réponses évasives, ou des assentiments polis, plutôt que de véritables points de vue.

#### D) Les institutions économiques

L'anglais,  
langue des  
affaires

68. Plus encore que les problèmes relatifs aux services publics, les questions se rapportant au monde des affaires ont retenu l'attention. Ici, le contraste des points de vue entre les anglophones d'une part, et les francophones du Québec d'autre part, est saisissant.

Selon plusieurs anglophones, le bilinguisme au Canada est impossible en raison des facteurs économiques: «Nous ne pouvons faire des affaires dans deux langues . . . il nous faudrait tout imprimer en double . . . c'est un problème d'ordre commercial qui se poserait alors».<sup>86</sup> La langue anglaise étant la langue des affaires, il serait normal que les Canadiens anglais demeurent unilingues: «Les gens n'apprennent une autre langue que si des pressions d'ordre économique et social les y poussent».<sup>87</sup> «Il y aurait peut-être des avantages économiques à pouvoir parler le français . . . mais qu'en est-il du chinois, du japonais, du russe?»<sup>88</sup>

Certains même se disent convaincus que la culture canadienne-française succombera tôt ou tard au dynamisme assimilateur du continent nord-américain; ainsi, à Saskatoon: «Je veux dire, en premier lieu, que le Canada est une nation de langue anglaise, que notre principale langue de communication est l'anglais et que c'est ainsi qu'il doit en être. Je pense, pour ma part, même si je risque d'indisposer mes amis de langue française ici ce soir, que c'est un fait dont les gens de langue française vont se rendre compte tôt ou tard, ne serait-ce qu'à cause des nécessités économiques».<sup>89</sup>

Quelques francophones regardent la situation du même œil. Ainsi, à Rimouski: « . . . Je crois que l'on s'en vient dans un monde de plus en plus technique où on ne peut pas éviter d'apprendre l'anglais». Un autre partage ce point de vue: «Je suis d'opinion que même si légale-

ment la province de Québec était unilingue, il serait nécessaire d'apprendre l'anglais pour ceux qui veulent monter ou réussir dans la vie... parce que les affaires, dans le continent nord-américain, se traitent surtout en anglais». On nous dit à Chicoutimi: «Si j'arrive pour travailler comme technicien au *Bell Telephone* et que je veux atteindre les hautes sphères, alors il faut que je parle anglais parce que les instruments électroniques et électriques viennent des États-Unis».

69. La question linguistique mise à part, peu de francophones se sont déclarés victimes de discrimination flagrante, bien qu'on en ait parlé ici et là, notamment à Chicoutimi. A Saint-Jean (T.-N.), le porte-parole d'un groupe de discussion déplorait ces pratiques discriminatoires, dans la mesure où elles existent. Mais, à Victoria, un participant prononce ce jugement saugrenu: 'Il n'existe pas de discrimination ici à l'endroit des gens de langue française... Pour nous, ce sont des agriculteurs, et nous avons tendance à les considérer comme inférieurs'.<sup>90</sup>

A plusieurs reprises, on a également fait allusion devant nous à la position désavantageuse, sur le plan de la concurrence, où leur langue placerait les Canadiens français: «De deux personnes, nous a-t-on dit à Chicoutimi, qui ont le même degré d'instruction, ici dans toutes nos usines du Québec, celle de langue anglaise n'a pas besoin d'apprendre une seconde langue pour gagner sa vie, tandis que l'autre doit passer des heures, des années même, pour contrôler la deuxième langue... La première personne peut se développer dans le domaine technique et prendre la première promotion, tandis que l'autre s'attarde à apprendre une deuxième langue». Ou encore: «Tout le monde sait que dans cette population à 98 p. c. canadienne-française [Chicoutimi], la grosse industrie se sert, comme langue de travail, de l'anglais et tous ceux qui veulent monter dans l'échelle de l'usine doivent employer l'anglais».

Les désavantages qui résultent de cette situation furent reconnus par un anglophone, à Moncton: «Le Canadien français est français dans son milieu social, mais non pas dans le monde des affaires. Au travail, il doit utiliser l'anglais; parfois il ne sait pas l'anglais assez bien pour avoir des chances d'avancement égales dans un milieu anglophone et il est contraint souvent de rivaliser avec les Anglais à leurs conditions, ce qui le place dans une situation désavantageuse».<sup>91</sup> La plupart des autres interlocuteurs de langue anglaise gardèrent un silence complet sur cette question.

70. Ayant décrit la condition qui leur est faite, selon eux, dans le monde du travail, plusieurs francophones la dénoncèrent comme injuste et intolérable. Ce qui nous frappa alors, c'est qu'ils semblaient avoir l'appui de tout l'auditoire. Ainsi à Chicoutimi: «... il existe une grande injustice envers les Canadiens français pour gagner leur vie. Il faudra

Peu de  
discrimination  
flagrante...

... mais une  
position désa-  
vantageuse...

... injuste et  
intolérable

corriger cette injustice, il faudra que la langue de travail soit la langue majoritaire des ouvriers dans une usine et, à ceci, il faudrait dire peut-être que pour les ouvriers du Québec, la langue de travail soit la langue française». «Dans tous les pays du monde, assure un autre interlocuteur, où une nation a pris possession de son avenir et de sa vie nationale, politique, économique, c'est dans la langue de cette nation-là que toutes les activités industrielles et commerciales se font à l'intérieur du pays... je ne crois pas que le Canadien français soit un être inférieur...»

A plusieurs reprises, des Québécois dénoncent la condition de «colonisés économiques» dont les Canadiens français porteraient le stigmate. Ils insistent sur la nécessité, pour ceux-ci, de se rendre maîtres de leur économie. Ce n'est pas de menus accommodements qu'ils réclament, mais bien plutôt une réforme radicale du système. «Je n'en veux pas aux Anglais, précise un participant de Chicoutimi, mais bien au système qui nous rend esclaves».

#### Ambiguïtés

71. Ce système lui-même est-il regardé comme principalement anglo-québécois, comme anglo-canadien ou comme nord-américain? Nous signalerons plus loin que des Canadiens français ont accordé une grande importance à la position «privilégiée» de la minorité anglophone du Québec. Mais rarement ont-ils souligné le rôle souvent dominant joué au Québec, comme ailleurs au Canada, par des entreprises ou des capitaux américains. L'opposition constamment affirmée entre le «maître» et le «serviteur» mettait en relief un personnage collectif: «les Anglais». C'est ainsi qu'un Sherbrookois déclarait: «C'est le capitalisme anglais qui est en faute». «Nous sommes là pour enrichir les Anglais», soutient un Chicoutimien. On se plaint à Sherbrooke de «la domination des Anglais sur les Français». A Québec, dans quelques groupes de discussion, ce thème est longuement exploré sans que soit mis en relief un fait pourtant connu et capital: à savoir que les institutions économiques qui «parlent anglais» sont loin d'appartenir toujours à des capitalistes canadiens, et qu'il s'agit souvent d'une «domination» états-unienne. Les séparatistes eux-mêmes ne nous ont pas dit comment ils comptaient «redresser» une situation dont les causes sont complexes et souvent lointaines. Au fond, il nous a paru que les Canadiens français présents à nos rencontres voulaient surtout souligner le fait de leur «faiblesse économique» dans une province où ils sont la majorité, et qu'ainsi quelques-uns d'entre eux étaient amenés à sous-estimer l'importance de la présence américaine.

#### L'avenir

On s'interrogea sur la possibilité pour les Canadiens français de participer, dans leur langue, à de grandes réalisations économiques. Pour plusieurs, l'exemple de la Manicouagan était concluant: «On a bâti Shipshaw en anglais, mais l'Hydro vient de bâtir la Manicouagan



en français», a-t-on proclamé avec fierté à Chicoutimi.\* Ou encore: «Heureusement, par l'Hydro, nous devenons vendeurs, nous pouvons nous imposer!»

72. Ces idées revendicatrices, exprimées par des Canadiens français avec beaucoup d'ardeur et une remarquable unanimité, n'ont pas retenu l'attention des anglophones qui ont participé aux rencontres régionales, même pas de ceux qui se demandaient avec insistance: *'What does Quebec want?'* On aurait pu croire que ceux-ci auraient enregistré et discuté ces doléances, qui nous ont semblé celles que les francophones du Québec exprimaient avec le plus de force. Comment expliquer ce quasi-silence?

Silence des  
anglophones

Il a tenu, nous a-t-il semblé, à deux faits: à l'idée qu'une grande partie des participants anglophones se font de la société québécoise et au jugement qu'ils ont porté sur le système d'éducation québécois.

73. Des anglophones qui ont pourtant vécu dans le Québec, ou qui l'ont traversé, parlaient volontiers devant nous d'un «*quaint old Quebec*»: c'était apparemment tout ce qu'ils en avaient vu ou retenu. D'autres évoquaient l'industrialisation de cette province comme un phénomène à venir: «L'industrie va pénétrer dans la province et les gens du Québec devront s'adapter à de nouvelles conditions» (Kingston).<sup>92</sup> L'idée d'un milieu encore rural était presque toujours liée à celle d'un peuple arriéré: 'Le Québec a mis l'accent sur une culture plutôt paysanne, culture qui divertit plus qu'elle n'éduque' (Kingston).<sup>93</sup> On nous a dit à Vancouver: «Le Québec... est cinquante ans en retard»;<sup>94</sup> à Calgary: «L'influence de l'Église au Québec fait obstacle à l'instruction et au développement industriel»;<sup>95</sup> et à London: «Le Canada français est lié à des idéaux du XIX<sup>e</sup> siècle».<sup>96</sup> A une question qui leur était posée à Vancouver, un groupe d'élèves de High School, d'ailleurs vivant et brillant, répondait que «oui», le Québec «continue» d'être rural dans une proportion de 75 p.c. C'était illustrer à merveille la réflexion faite devant nous à l'autre bout du pays, à Halifax: 'On nous impose des idées stéréotypées; par exemple: que le Québec est rural'.<sup>97</sup>

Québec: une  
société «rurale  
et archaïque»

Bref, dans presque toutes les provinces à majorité anglophone, nombreux furent ceux de langue anglaise qui voyaient encore le Québec comme une société archaïque et rurale.

Pareils jugements ont retenu l'attention des commissaires. Car en premier lieu, c'est un fait que la province de Québec n'a jamais été la plus rurale du Canada; c'en est un autre qu'elle n'a pas cessé de s'urbaniser et de s'industrialiser, parfois à très vive allure: la majorité de sa population vit dans les villes depuis 1921; enfin elle est aujourd'hui

Une erreur  
de fait

\*La centrale hydro-électrique de Shipshaw appartient à l'Aluminum Company of Canada Limited; c'est l'Hydro-Québec qui construit le barrage de la Manicouagan.



plus urbanisée que l'ensemble du Canada.\* Au surplus, ce fait a constamment été souligné par les Canadiens français au cours de nos rencontres québécoises. En effet, une grande partie des questions soulevées par eux étaient reliées aux développements d'une société fortement urbanisée et industrialisée: comme on l'a vu plus haut, elles en étaient même souvent la conséquence directe. Les membres d'une société archaïque et rurale auraient évidemment tenu un autre langage et formulé d'autres revendications.

Mais un grand nombre d'anglophones n'ont pu discuter de ces problèmes, puisqu'ils en ignoraient l'existence, et qu'ils se faisaient du Québec une image anachronique.

74. D'autres ont mis en cause, globalement, le système d'éducation du Québec. Ils se sentaient attaqués par la façon dont les Québécois avaient formulé leurs griefs et ils passaient à l'offensive.

«Nous, Canadiens de langue anglaise, sommes blâmés pour un retard dont ils sont eux-mêmes responsables»: <sup>98</sup> cette formule lapidaire d'un Londonien donne le ton. C'est ainsi qu'on nous déclare à Yarmouth: «Le problème du Québec tient pour beaucoup à son système scolaire» <sup>99</sup> et à Saskatoon: «L'enseignement, au Québec, n'est pas aussi bon qu'ailleurs au Canada». <sup>100</sup> Un participant de Calgary prétend qu'il en est ainsi parce que «l'Église a empêché le Québec de progresser». <sup>101</sup>

Ainsi, l'explication la plus constamment proposée, au Canada anglophone, des «inégalités» ou des «injustices» subies par le Québec dans le domaine économique et dans la fonction publique, c'était le «caractère arriéré» de son éducation.

Or ici, ce sont les participants québécois qui se sont tus. Ce silence était d'autant plus remarquable que le thème de l'éducation est certainement l'un de ceux qui ont suscité le plus d'intérêt et de discussions publiques dans cette province, depuis des années, et que l'on y procède à des réformes fondamentales.

Les choses se passent donc comme si, devant des situations données, certains anglophones et certains francophones s'étaient d'avance forgé leur système d'explication vers lequel ils se replient et où chacun se croit inexpugnable. Des Canadiens français se plaignent de ce que leur langue et les représentants de leur groupe soient maltraités au sein, par exemple, de grandes entreprises québécoises. Des Canadiens de langue

\*Le pourcentage de la population urbaine était en 1871 de 19.6 p.c. pour l'ensemble du Canada et de 22.8 p.c. pour le Québec; en 1921, de 45.3 p.c. pour l'ensemble du pays et de 51 p.c. pour le Québec. La majorité est donc urbaine, dans la province française, depuis au moins quarante-trois ans. Aujourd'hui, cette majorité atteint presque les trois quarts: exactement 74.3 p.c. (et 71.1 p.c. pour le Québec français). Seule l'Ontario est un peu plus urbanisée (77.3 p.c.), la moyenne canadienne s'établissant à 69.6 p.c.

Notons que, dans les recensements antérieurs à 1956, la définition du mot «urbain» incluait les habitants de tous les villages, villes et cités du pays; seule était enregistrée comme «rurale» la population des régions proprement agricoles. Depuis 1956, la définition des deux mots est plus stricte. Mais ceci vaut pour l'ensemble du pays et, par conséquent, n'infirme pas les proportions consignées plus haut.

La Commission, bien entendu, n'identifie pas la vie agricole à des populations «arriérées». Elle ne porte aucun jugement de valeur: elle se borne à enregistrer un fait.

anglaise répliquent que cela tient au type d'éducation que le Québec s'est donné. Chacun s'enferme dans son propre point de vue et refuse d'en sortir.

#### E) Minorités françaises et minorité anglaise du Québec

75. Dans ces débats nos interlocuteurs ont soulevé, à plusieurs reprises, la question des minorités françaises et, à un degré moindre, celle de la minorité anglaise du Québec.

Problèmes des  
francophones

Des représentants des minorités francophones nous ont dit jusqu'à quel point l'anglais imprègne leur existence. Beaucoup de jeunes surtout seraient tentés de succomber à l'attraction de cette langue. Cette situation prévaudrait même au Nouveau-Brunswick où, nous a-t-on dit à Moncton: «En dépit des progrès accomplis grâce aux efforts de l'élite acadienne, beaucoup de jeunes n'ont aucune fierté de la langue française . . . préfèrent parler l'anglais n'importe quand . . . et considèrent le fait d'être français comme un désavantage». Pour l'ensemble, cependant, nous avons retiré la conviction que les porte-parole des minorités françaises avaient foi dans la survivance de la culture française en dépit des conditions difficiles qui parfois lui sont faites. Nos interlocuteurs ont aussi exprimé l'espoir que la majorité anglophone collaborera aux efforts visant à améliorer cette position dans toutes les provinces. Plusieurs nous ont dit que de réels progrès en ce sens ont été accomplis au cours des récentes années. Les services de recherches de la Commission accorderont du reste la plus grande importance à ces questions.

Vis-à-vis du Québec, les réactions de ces minoritaires nous ont semblé ambivalentes. D'un côté, ils s'étonnaient des positions radicales adoptées dans cette province, et se demandaient si l'appui québécois n'est pas en train de leur faire défaut au moment où il pourrait être si utile. Un Acadien a formulé ses craintes de la façon suivante: 'Autrefois il y avait un complexe de supériorité au Canada: celui des Anglais. Aujourd'hui, il y en a deux: celui des Anglais et celui des Canadiens français du Québec'. On exprimait aussi la crainte que les manifestations séparatistes et le flot de propos exacerbés à l'endroit de la Confédération émanant du Québec ne provoquent un durcissement dans les autres provinces à l'endroit des minorités françaises.

Par ailleurs, nous avons décelé, ici et là, des échos du «réveil» québécois. Ainsi, à Moncton: «Il est vrai qu'il existe ici au Nouveau-Brunswick une bonne entente. J'aimerais mieux qu'elle n'existe pas parce que cette bonne entente est un peu trop la bonne entente qui existe entre un maître et un serviteur. Le prix de cette bonne entente a été la docilité du peuple acadien. Je crois que cette docilité a assez duré . . . Il y a un problème très aigu et je crois que la situation va exploser». Mais de tels propos ont été exceptionnels.

Le Québec  
devant ces  
minorités

Si les représentants des minorités françaises ont jugé la présence et l'assistance du Québec essentielles à leur propre survivance, nous avons par contre observé chez les participants québécois une grande indécision et des différences de vues appréciables quant à la responsabilité de leur province envers ces minorités.

Certains, adoptant le point de vue traditionnel selon lequel le Québec soutient «ses» minorités dans la mesure où l'autonomisme le permet, affirment que le Québec francophone doit continuer de jouer le rôle de chef de file. Ainsi à Sherbrooke: «Dans nos revendications pour la réforme de la constitution, est-ce qu'il ne serait pas important de nous demander, nous les Canadiens français du Québec, quels sacrifices nous sommes prêts à faire pour ces minorités françaises des autres provinces?» Certains relient ce rôle à l'affermissement de la position du Québec au sein de la Confédération: par là «notre influence sera meilleure et nous pourrions davantage aider les autres minorités».

Des Québécois, notant chez eux un relâchement d'intérêt pour le sort des minorités françaises, cherchent à l'excuser et à l'expliquer par l'ampleur des problèmes qui se posent à l'intérieur même de cette province.

D'autres estiment que l'avenir des minorités françaises est très compromis et certains l'ont dit avec brutalité: le Québec ne doit pas risquer sa propre existence pour «sauver» des groupes dont plusieurs seraient condamnés à mourir à brève échéance et condamnés notamment par la majorité anglophone des autres provinces qui leur refuserait les moyens de vie (école et télévision françaises, admission pratique du bilinguisme et ainsi de suite). Les séparatistes qui sont intervenus dans les rencontres régionales ne furent pas les seuls à raisonner ainsi, mais leurs vues furent les plus articulées. Sans doute, pour certains d'entre eux, la position des minorités françaises pourrait se trouver plutôt renforcée qu'affaiblie par la création d'un Québec indépendant étant donné que 'chaque groupe pourra assurer la survivance de sa minorité chez l'autre'. Mais pour plusieurs, les minorités françaises ne constituent qu'une «minorité parmi d'autres» et à Québec on nous déclara que la seule issue pour ces minorités c'était d'«accepter le sort qu'elles ont elles-mêmes choisi... et s'intégrer à la majorité comme les Canadiens anglais ici devraient normalement accepter de s'intégrer, dans une certaine mesure, à la majorité canadienne-française».

Parmi les Québécois les moins pessimistes, surtout à l'endroit des minorités numériquement vigoureuses et voisines du Québec, on nous a dit que l'avenir de ces groupes français dépendrait surtout des dispositions de la majorité anglophone dans les diverses provinces.

Or nos interlocuteurs anglophones ont peu souvent abordé la question des minorités françaises considérée dans son ensemble. Ils se sont plutôt attachés—et nous avons déjà fait état de leurs opinions—à l'examen

Peu de  
réactions chez  
les anglophones



de sujets spécifiques, et avant tout des écoles bilingues françaises. Quand on effleurait la question, c'était généralement pour exprimer sa satisfaction: 'Oui, il y a des Canadiens français ici, mais cela ne pose aucun problème'.<sup>102</sup> Ou si l'on reconnaissait l'existence de certaines difficultés, on plaiderait ignorance au sujet de la situation des francophones. Parfois on semblait considérer les Canadiens français simplement comme 'une minorité parmi d'autres'.

76. Par contre, les Québécois ont affirmé avec force que leur province offre à ses neuf partenaires un exemple que celles-ci devraient suivre. Ainsi, à Chicoutimi: «Si j'avais un conseil à donner, ce serait que les minorités de l'Ouest, des Maritimes et de l'Ontario soient traitées comme on a traité les minorités anglaises dans la province de Québec depuis la Confédération». Même à l'extérieur du Québec, plusieurs francophones et certains anglophones ont invoqué le même argument. Toutefois ces appels à l'«équité» laissaient insensibles d'autres participants. C'est ainsi qu'à Saskatoon, on leur opposa la réplique suivante: «J'ai entendu dire que les Français en Saskatchewan devraient avoir les mêmes droits que les Anglais au Québec. Cela se peut, mais ils ne sont pas en majorité et la constitution ne dit pas qu'ils doivent avoir des droits dans toutes les provinces». <sup>103</sup> Profitons de cette occasion pour signaler qu'à diverses reprises le silence de la constitution sur tel ou tel aspect de la question linguistique fut interprété comme si, dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, tout ce qui n'est pas explicitement permis est par là-même défendu.

Cependant, nos interlocuteurs francophones ont maintes fois discuté la position «privilegiée» de la minorité anglaise dans le Québec. Selon eux, même dans les centres québécois où ils ne constituent qu'une minorité infime, la plupart des anglophones vivraient dans un univers social bien à eux, à l'écart du milieu francophone. Les relations entre les deux sociétés ne seraient ni bonnes ni mauvaises: elles n'existeraient pas. Ainsi, à Chicoutimi, quelqu'un dit avec une verve que l'écriture ne saurait rendre: «Ça va bien? Eh oui! Comme dans une famille où le genre ne voit jamais sa belle-mère».

Non seulement le système économique protégerait la minorité anglophone québécoise au point qu'elle puisse prospérer dans un splendide isolement, mais selon des participants canadiens-français, les anglophones récemment arrivés au Québec y vivraient comme si rien n'était changé pour eux. En s'intégrant dans l'un des secteurs du système dominant, ils feraient d'emblée partie d'une équipe dirigeante considérée comme telle même par les Canadiens français. Ou bien encore, ils seraient dès l'arrivée membres d'une collectivité autarcique. Pour illustrer ceci, on a souvent mentionné les forces armées. Tandis que les unités françaises, dans les autres provinces, seraient incorporées à des unités anglophones, au Québec, au contraire, les militaires anglophones

La minorité  
anglaise du  
Québec

Une position  
privilegiée



disposeraient de leur propre réseau d'institutions et vivraient là comme en terre étrangère. A Chicoutimi, on nous a parlé des «militaires de Bagotville qui sont aussi étrangers à la région que s'ils étaient des Russes».

Répliques  
de certains  
anglophones

Qu'il soit aussi aisé aux anglophones de vivre au Québec, ceci fut nié par quelques interlocuteurs de langue anglaise. Ils nous ont cité de nombreux exemples de familles anglophones qui n'ont pu s'adapter à ce milieu social et l'ont quitté dès qu'elles l'ont pu. Le puissant réflexe de défense culturelle des Canadiens français, qui les porte à s'isoler de tout ce qui est anglais, serait éprouvé par les anglophones comme un obstacle à leur intégration à la société québécoise.

F) Attitudes à l'égard du problème linguistique

Un choix ou  
une nécessité

77. Nous avons retiré des rencontres régionales l'impression que les anglophones ne concevaient pas les fonctions et l'influence de la langue seconde de la même façon que les francophones. Les premiers voyaient dans la langue française une forme d'enrichissement culturel tandis que la langue anglaise représentait pour les seconds un outil de nécessité pratique.

Chez les anglophones, notamment parmi un groupe d'étudiants de London qui s'exprimèrent avec beaucoup de conviction, on insistait surtout sur les bénéfices d'ordre culturel qui résultent de l'étude du français. Sans doute, certains anglophones reconnurent-ils que des avantages tangibles peuvent s'ensuivre, comme l'affermissement de l'unité nationale, ou même des gains d'ordre économique.

Mais cela était fort éloigné du dilemme qu'on a posé, notamment à Chicoutimi: «Moi j'ai appris à penser en français, j'ai appris à administrer en français, j'ai appris à dessiner en français; j'entre dans une usine et on me dit: 'Monsieur, parlez-vous l'anglais?' Autrement dit, j'ai tout appris en français et je suis obligé de gagner ma vie en anglais». Selon un autre Chicoutimien, la formation technique qu'il recevait dans une institution spécialisée le rendait étranger à la culture française: «Je suis encore étudiant et je peux vous dire que les bouquins de comptabilité sont encore en anglais; alors nous sommes formés en anglais... Alors, je pense que c'est toute une génération qu'il faut instruire en français en lui apprenant à penser en français et surtout en lui montrant les termes techniques qu'il faudrait savoir».

Bilinguisme ou  
double uni-  
linguisme?

78. La divergence de vues que nous avons constatée entre anglophones et francophones, quant aux façons de redresser la situation, a paru liée à des perspectives différentes sur les possibilités du bilinguisme au Canada.

A cet égard, ce sont les anglophones qui ont manifesté le plus de confiance dans la vertu curative du bilinguisme. Leur attitude semblait reposer sur la conviction commune, exposée plus haut, que par la force des choses la plupart des Canadiens français savent l'anglais.

Dès lors, pour corriger la situation présente, des anglophones s'engageaient à apprendre le français, et surtout à le faire apprendre à leurs enfants dans les écoles: ainsi, le fardeau du bilinguisme ne reposerait plus tout entier sur les épaules des Canadiens français. L'acharnement de tant d'anglophones à scruter les moyens propres à promouvoir l'enseignement du français se comprend donc aisément. Pour eux, c'est la clé des problèmes qui existent entre les deux principaux groupes ethniques.

Par contre, nous l'avons vu, le Québec montrait beaucoup de réserve à l'endroit du bilinguisme. Ce comportement nous a semblé tenir pour une part à la conviction de nos interlocuteurs que seuls les Canadiens français ont jusqu'ici fait les frais du bilinguisme au Canada. D'où la réflexion d'un Chicoutimien «Je crois que du point de vue du bilinguisme, il n'y a que les Canadiens français qui sont bilingues». Que les anglophones se disent désireux d'apprendre le français, qu'on introduise l'enseignement du français dans les écoles anglaises, cela ne les impressionne guère. Ils ont à peu près tous rencontré, et depuis longtemps, des «Anglais» qui «regrettent» de ne pas connaître le français et espèrent que leurs enfants, sinon eux-mêmes, le parleront un jour. Or, 'il n'en est rien résulté jusqu'à maintenant: pourquoi en serait-il autrement demain?''\* Ce scepticisme résulte de la conviction —mal fondée—que la plupart des anglophones du Québec manifestent un entêtement incorrigible à ne pas apprendre le français. Ainsi, à Kingston, un étudiant canadien-français de Montréal soutenait que cette ville est 'après tout la deuxième grande ville francophone du monde et les Canadiens anglais, dans la proportion de 95 p. c., n'y parlent pas un seul mot de français et ne veulent pas l'apprendre'.<sup>104</sup> Si donc il en était ainsi dans le Québec, où les anglophones côtoient la culture française dans leur vie quotidienne, comment croire que les «Anglais» des autres provinces puissent jamais devenir bilingues?

79. Mais en est-il bien ainsi? Le recensement de 1961 décrit une situation très différente de ce stéréotype. En effet, selon les statistiques officielles, les Québécois d'origine britannique sont bilingues dans une proportion de 28.7 p. c., tandis que les Québécois d'origine française ne le sont que dans une proportion de 24.4 p. c. Dans la région métropolitaine de Montréal, la proportion des bilingues d'origine britannique (26.9 p. c.) est nettement inférieure à celle des bilingues d'origine

Une erreur  
de fait

\*D'après le Recensement fédéral de 1961, la population bilingue d'origine britannique s'établissait à 4 p.c. du total de ce groupe. On verra plus loin que cette proportion est bien différente dans le Québec.

française (41 p. c.), mais elle demeure imposante. Sans doute, le «bilinguisme» dont parle le recensement est un certificat que chacun se décerne à soi-même; il est donc assez probable qu'une bonne partie des «bilingues» ne possèdent qu'une connaissance extrêmement rudimentaire de la langue seconde; mais cette remarque s'applique aux francophones aussi bien qu'aux anglophones.\*

#### D'autres motifs

S'ils avaient connu ces statistiques, nos interlocuteurs francophones auraient-ils manifesté le même scepticisme quant à l'avenir du bilinguisme au Canada? C'est probable. Certains d'entre eux nous ont déclaré qu'en général on n'est jamais bilingue par goût, mais par nécessité; qu'il en est ainsi, notamment, pour les Canadiens français; que dans le Québec surtout, mais aussi au Nouveau-Brunswick, beaucoup de francophones officiellement bilingues ne le sont en réalité qu'à un faible degré. Enfin, on a fait état du grand nombre de Canadiens français du Québec, en dehors de la région montréalaise, qui sont exclusivement unilingues français. Le recensement établit cette proportion à 82.7 p.c. Et certains, croyant tirer une conclusion logique de la situation linguistique telle qu'ils la voient au Canada, ont préconisé l'instauration au pays de deux régions unilingues. Ainsi, à Québec: «Je recommande pour la nation anglo-canadienne l'unilinguisme anglais comme gage de son homogénéité culturelle et linguistique; je recommande l'unilinguisme français pour la nation québécoise comme gage de survie nationale...»

#### Attitudes des anglophones vis-à-vis du français

80. Au cours de nos rencontres régionales, peu de gens ont manifesté ouvertement du mépris pour la qualité du français parlé au Canada. Mais on percevait à l'occasion d'évidentes allusions au préjugé du *Parisian French*. Au cours de conversations, toutefois, on nous a assurés qu'une grande hostilité subsiste, dans certains milieux anglophones, vis-à-vis de tout ce qui «sent» le français; quiconque parle cette langue s'exposerait encore à des insultes: «Speak white»†; «Pourquoi ne parlez-vous pas la langue des Blancs?»; «Si vous parlez français, retournez dans votre province»; ou plus simplement: «Pourquoi ne parlez-vous pas anglais?»<sup>105</sup> Une personne habitant une banlieue de London nous a dit s'être fait traiter de «D.P.» (personne déplacée, en anglais: *displaced person*) parce qu'elle parle français. On nous a affirmé que pareilles réactions sont le propre de certains fanatiques de plus en plus rares. Malheureusement, elles blessent ceux qui en sont victimes et sont indéfiniment rapportées par les témoins.

Par ailleurs, on a souligné que le prestige du français au Canada est inférieur à celui de l'anglais, langue économiquement, socialement et politiquement dominante.

\*Distribution des bilingues—Cf. Appendice V.

†«Parlez comme du monde»

81. Dans toutes ces discussions sur les rapports entre les institutions et les langues, très souvent l'ignorance et les préjugés chevauchaient la bonne volonté la plus évidente. En de nombreux cas, faute d'une commune longueur d'onde, il n'y avait pas de dialogue possible. Divergences

Ainsi des anglophones et, avec eux, les porte-parole des minorités de langue française, se sont interrogés longuement sur l'enseignement du français. Et ces propos n'ont suscité qu'un faible écho dans les centres du Québec que nous avons visités. Inversement, des Canadiens français du Québec manifestèrent abondamment leurs inquiétudes et leur irritation à l'égard de leur position jugée précaire dans le monde du travail. A quoi les anglophones se sont presque toujours contentés de répliquer que les règles du jeu, en Amérique du Nord, établissent la suprématie de l'anglais. Quant à ceux qui exposaient expressément les vues de certains autres groupes ethniques, de tels débats les laissaient d'ordinaire désarmés. Tout en réclamant le droit au soleil pour leurs langues et leurs cultures, plusieurs d'entre eux paraissaient décontenancés par la façon dont les anglophones, et surtout les francophones, ont formulé le problème.









82. Images globales du Canada, rôle des institutions dans la vie des langues et des cultures: tels ont été les thèmes des deux chapitres précédents. Il nous reste à voir comment, chez les participants, la rencontre de ces concepts généraux et de ces expériences vécues, déjà si intimement liés, donnait naissance aux orientations politiques les plus diverses quel que fût d'ailleurs le parti auquel appartenaient nos interlocuteurs.

Ce cheminement, auquel nous avons assisté avec le plus vif intérêt, s'est fait dans deux directions. D'une part, les participants examinaient certains problèmes sociaux et économiques auxquels ils proposaient des solutions: et ainsi, ils exprimaient des vues politiques. D'autre part, ils formulaient des opinions sur le fonctionnement de la démocratie canadienne, par rapport à la «règle de la majorité» ou aux «droits des minorités».

Les propos que la Commission a entendus sur ces deux aspects de la question montrent une fois de plus, à notre avis, que le fossé s'élargit entre francophones et anglophones.

A) Les options politiques

83. Les positions prises devant nous par les Canadiens français allaient du réformisme modéré au séparatisme formel. Les options intermédiaires étaient nombreuses, et il n'est pas facile de les cataloguer; car, souvent, c'est insensiblement qu'on passait d'une nuance à l'autre. Nous allons donc être forcés, une fois de plus, d'user de catégories un peu arbitraires—sauf pour les séparatistes, dont les vues sont tranchées.

Toutes les  
gammes  
d'opinions

Plusieurs ont soulevé devant nous, mais cette fois dans une perspective politique, les problèmes résumés au chapitre précédent: minorités françaises, bilinguisme au sein de la fonction publique fédérale, des forces armées et des sociétés de transport, réseaux français plus complets de radio et de télévision, rôle du français et des francophones dans l'économie québécoise, et ainsi de suite. Il leur est arrivé de demander que l'égalité des deux langues officielles soit réalisée dans la pratique et formellement inscrite dans la constitution. Certains conceivent même ce bilinguisme comme la reconnaissance de régions géographiques unilingues.

Des réfor-  
mistes  
«modérés»

D'autres formulaient les mêmes revendications, tout en s'occupant d'un autre aspect du problème. Selon eux, il est nécessaire que le partage des juridictions entre le fédéral et les provinces soit défini à nouveau et vraiment respecté: soit que ces modifications aient lieu dans le cadre de la constitution actuelle (par exemple, grâce au système de «l'abstention facultative», *opting out*), soit que ces rajuste-



## Le «statut particulier»

ments se traduisent par des amendements à l'AANB. La préférence allait à ce dernier choix, car les Canadiens français, dans nos rencontres, ont souvent tendu à exprimer leurs vues en termes constitutionnels.

Nous voici déjà bien près des francophones qui réclamaient pour le Québec un «statut particulier». Dans cette optique, on accepte que le régime canadien demeure fédéral, et par conséquent que les compétences du gouvernement central restent très importantes; mais on réclame des amendements majeurs à l'AANB, sinon une refonte totale de la constitution. Le but visé était exprimé de façon plus précise que les moyens conçus pour l'obtenir: il s'agissait de faire reconnaître officiellement que le Québec n'est «pas une province comme les autres», qu'elle est la patrie de la «nation» canadienne-française, et qu'à ce titre elle doit obtenir des prérogatives particulières.

## Les États associés

Un concept plus récent et bien connu, celui des États associés, a été mentionné dans le Québec, mais il n'a jamais été clairement défini devant nous. Ici, nous sortons évidemment du système fédéral pour entrer dans un système confédéral au sens strict. Car ce projet semblait impliquer un cadre politique tout à fait nouveau: l'association de deux États quasi indépendants, l'un formé par le Québec, et l'autre par le reste du Canada, et que couronnerait un conseil confédéral aux fonctions très limitées.

## Séparatisme

84. L'attitude politique la plus claire et la plus radicale, formulée devant la Commission fut, bien entendu, celle des séparatistes ou «indépendantistes» militants. C'est en même temps celle que les participants anglophones ont paru connaître le mieux, et qu'ils ont dénoncée le plus vigoureusement, sans d'ailleurs toujours la comprendre.

La position «indépendantiste» fut clairement exposée à Québec. A la réunion du soir, un avocat nous a dit: «On ne reproche absolument rien aux Canadiens anglais; ils ont agi comme toutes les majorités agissent. Ce que nous désirons c'est beaucoup plus simple que ça. Nous désirons tous les pouvoirs fiscaux pour mettre en application ces pouvoirs politiques, afin de nous permettre d'organiser nos institutions et atteindre, en définitive, l'épanouissement complet de la nation canadienne-française». Selon ce séparatiste, «si la Commission en venait à la conclusion qu'en fait la cohabitation est impossible ou non désirée par les deux nations, elle pourrait faire comme nous, les avocats, nous faisons quand nous sommes dans de pareilles situations; nous recommandons aux époux qui ne peuvent s'entendre de s'éloigner quelque peu, de s'organiser chacun chez eux...»

## Un terrain commun

Les vues exprimées devant nous au Québec furent donc très diverses, et parfois contradictoires. On peut s'étonner de ces oppositions. Cependant, le plus surprenant, c'est peut-être que des opinions aussi divergentes aient un commun dénominateur: c'est-à-dire qu'elles exprimaient un vaste et profond mécontentement devant la situation

politique actuelle, et une volonté manifeste de chercher sérieusement et d'examiner à fond plusieurs voies qui débouchaient presque toutes sur des réformes plus ou moins radicales.

85. La réaction de certains anglophones au séparatisme a été tout aussi claire et vigoureuse: «Qu'ils s'en aillent». Le séparatisme du Québec et l'attitude correspondante des Canadiens de langue anglaise pouvaient séduire ceux qui y trouvaient la solution simple d'un problème à la fois difficile et complexe. Ceux qui disaient: «Séparons-nous», et ceux qui disaient: «Qu'ils s'en aillent» ont souvent fait valoir la simplicité et l'apparente logique de leur solution, pour prouver son caractère inéluctable.

Réaction  
militante  
des Cana-  
diens an-  
glophones

Chez les Canadiens anglais, l'idée séparatiste a provoqué de fortes réactions. Ainsi, un habitant de Yarmouth a donné l'avertissement suivant: «Si le Québec s' imagine un instant que nous—le reste du pays, soit peut-être 12 à 13 millions de gens—nous allons laisser la province de Québec établir un État dans l'État, nous enlever le tiers de notre population et le quart de nos richesses, nous lui réservons une surprise».<sup>106</sup> Quelqu'un de Kingston a déclaré que le sentiment séparatiste au Québec est «une régression vers une forme de nationalisme vraiment anachronique», puis a ajouté: «Si le Québec veut se séparer, qu'il soit libre de le faire; mais alors, nous pourrions former un parti d'union qui... demanderait aux États-Unis de nous annexer».<sup>107</sup> A Sudbury, nous avons entendu la même opinion: «Je représente un groupement qui affirme catégoriquement et simplement que, si on accorde d'autres concessions au Canada français que celles prévues aujourd'hui par la loi... nous n'aurons d'autre choix que d'organiser les travailleurs... et de nous joindre à notre voisin du Sud».<sup>108</sup>

D'autres considéraient la position indépendantiste comme un fait exaspérant, mais strictement localisé. Un participant des Maritimes a dit en toute bonne foi: «Le Québec est la seule province qui nous cause des ennuis».<sup>109</sup> Ce point de vue prévalait surtout dans des régions éloignées du Québec, comme dans l'Ouest où des interlocuteurs ont à maintes reprises mis en doute la portée canadienne des questions sur lesquelles se penche la Commission.

«Problème  
du Québec»

86. Par ailleurs, on a souvent écarté le séparatisme, parce qu'on le regardait comme économiquement irréalisable. Des participants ont déclaré que le Canada français et le Canada anglais sont si étroitement liés l'un à l'autre économiquement que la séparation n'est tout simplement pas une solution réaliste; ils n'ont pas été ébranlés par ceux qui ont signalé, d'habitude à la même réunion, que, même si les économies canadienne et américaine sont intimement imbriquées, les Canadiens de langue anglaise sont prêts à payer le prix de l'indépendance par rapport aux États-Unis et que les Français du Québec seraient peut-

«Économi-  
quement impos-  
sible»

Une  
manœuvre?

être disposés à payer le même prix pour être indépendants du reste du Canada.

Pour d'autres encore, la situation résulte uniquement de manœuvres politiques, et ce sont les «politiciens» qui induiraient en erreur tous les intéressés. Cet argument a été contesté par ceux qui regardent les implications politiques comme le simple résultat du désir d'émancipation économique; d'après eux, les désaccords disparaîtraient si on pouvait rétablir l'équilibre économique entre les deux peuples.

Nous avons constaté, en général, beaucoup de confusion dans les esprits, chez les anglophones et les francophones, quant aux aspects économiques et politiques du séparatisme. Parmi les séparatistes eux-mêmes, certains laissaient entendre, parfois, que l'indépendance amènerait le progrès économique, alors que d'autres se disaient prêts à accepter des sacrifices matériels pour faire triompher leur cause. Mais les uns et les autres dénonçaient de façon générale le «colonialisme économique» subi par Québec.

Cercle  
vicieux

Des participants ont parfois exprimé la crainte que les vues extrêmes de certains Canadiens anglais sur le Québec n'alimentent le sentiment séparatiste: beaucoup de gens du Québec, qui, bien que mécontents, cherchent des solutions modérées, seraient peut-être poussés vers le précipice. C'est ainsi qu'à Vancouver, après avoir entendu un certain nombre de propos hostiles au Québec, un jeune homme a dit: «Je voudrais [vous] rappeler, que vous créez des milliers d'autres séparatistes, chaque fois que vous insultez les Canadiens français».<sup>110</sup> Un autre jeune, à Chicoutimi, a semblé lui donner raison, quand il interpella agressivement la Commission: «Vous direz à ces messieurs d'Ottawa que la nouvelle génération du Québec n'est plus influencée par les deux heures de la bataille des Plaines d'Abraham... ce qui intéresse et ce qui donne une grande dignité à la jeunesse canadienne-française, présentement, c'est qu'elle prend l'essor nécessaire pour être capable de se conduire seule». Il a conclu en disant: «L'avenir du Canada français n'est pas dans la Confédération, mais dans l'indépendance du Québec!»

«L'unité  
nationale»

87. Des anglophones ont formulé, cependant, des affirmations aussi énergiques mais positives. «Je ne trouve pas que ces déclarations au sujet du séparatisme soient amusantes, a dit un professeur d'université en Ontario, et je les repousse». Après avoir critiqué ceux qui maintiennent des positions irréductibles, des deux côtés, et ceux qui ne prennent pas ces questions au sérieux, il a ajouté: «Je ne crois pas que soient nombreux à Kingston les citoyens disposés à penser, et encore moins à accepter, que la solution à nos difficultés actuelles puisse être la rupture de la Confédération ou la disparition de notre nation. Pour ma part, je crois être un homme modéré, en ce qui touche à la plupart des questions d'ordre civique et national, mais je ne le suis pas du tout quant à la question de l'unité nationale. A mon avis, la préservation et



le renforcement de l'unité nationale doivent primer, pour que le Canada comme nation, et nation biculturelle, survive et grandisse». <sup>111</sup> Des Canadiens de langue anglaise n'ont cessé d'exprimer la même profonde préoccupation au sujet de l'unité canadienne.

Un autre point de vue, favorable à la fois au Canada français et à l'unité, a été entendu à Victoria: «Il s'agit d'État et de nation; [les Canadiens français] croient que le Canada aujourd'hui n'est qu'un État: des frontières, le pouvoir souverain de légiférer, etc. Ce qu'ils veulent, c'est une nation séparée qui soit le cadre de leurs aspirations collectives en matière de religion et de leurs buts communs. Je ne les en blâme pas, cependant, mais je voudrais, d'autre part qu'ils s'efforcent de faire fonctionner notre Confédération». <sup>112</sup> De tels propos reflétaient, dans une certaine mesure, les sentiments de curiosité, de déception et même d'angoisse exprimés devant la Commission, surtout par les anglophones, quand on évoquait la possibilité quelconque d'un séparatisme.

88. Beaucoup de participants de langue anglaise ont souligné la dimension canadienne du problème, comme cette femme de London qui disait: «Le Canada résulte du mariage de deux nations, mariage contracté non sous la contrainte, mais librement et délibérément. Maintenant qu'un divorce est en perspective, c'est un problème qui intéresse à mon sens toute la famille, et il est temps que toute la famille se réunisse pour améliorer sa situation... il s'agit d'un grave problème national». <sup>113</sup>

Un problème  
«national»

D'autres encore ont suggéré qu'une période de détente consacrée au calme examen des questions, pourrait peut-être révéler que la discorde est moins profonde que l'on ne croit. Ainsi, on nous a dit, à Fredericton: «Définissons le problème, prenons du recul et travaillons-y quelque temps... Nous, de langue anglaise, soyons prêts à donner une garantie ferme aux gens de langue française. Donnons-leur la preuve que nous ne sommes pas aussi méchants que nous semblons l'être; ensuite, nous verrons peut-être qu'ils sont loin d'être aussi méchants que nous le pensons, depuis quelques mois, à cause des actes de leurs amis du Québec». <sup>114</sup>

89. Outre ceux qui ont proposé une période de détente, et ceux qui ont admis que le problème est vraiment d'envergure canadienne, d'autres étaient disposés à envisager des transformations assez radicales. A Victoria, par exemple, la tenue d'«une conférence entre partenaires égaux en vue de rédiger une nouvelle constitution» a été proposée comme la seule solution «parce que le Canada est et doit être reconnu comme état binational». <sup>115</sup> A Yarmouth, pour résoudre le «problème de deux nations dans un même État», on a suggéré que les Canadiens envisagent «l'abolition, si vous le désirez, de l'AANB et l'adoption d'une constitution purement canadienne votée et ratifiée par le Parlement canadien». <sup>116</sup>

Réformistes



Une proposition moins précise a été formulée à Halifax, où l'on estimait possible d'être à la fois «loyal à la Nouvelle-Écosse et au Canada, [ou] au Québec et au Canada». On ajoutait: «Nous avons cette double allégeance et, à mon avis, nous devrions chercher à maintenir cet état de choses dans un pays fédéral afin que chaque région soit le plus libre possible de se diriger comme elle l'entend».<sup>117</sup>

Cette idée a été discutée par beaucoup d'anglophones qui favorisaient l'accroissement de l'autonomie et des pouvoirs provinciaux et, par conséquent, la poussée autonomiste du Québec. Une distinction s'impose ici cependant; dans le Québec, l'offensive semble menée au nom d'idées comme celle des «deux nations» et faire appel à des facteurs d'ordre culturel et linguistique: tandis que les Canadiens anglophones exprimaient plutôt une formule de gouvernement basée sur la décentralisation provinciale.

#### Récapitulation

90. Cet exposé pourrait laisser croire que la pensée politique des anglophones revenait principalement à une définition d'attitudes devant le séparatisme québécois. Ce serait évidemment une conclusion abusive. Mais il se trouve que, devant la Commission, c'est à cet aspect du problème que plusieurs d'entre eux ont spontanément pensé et répondu. La question, à leurs yeux, était nouvelle et d'allure provocante. C'est pourquoi, sans doute, ils lui ont accordé tant d'importance. C'est peut-être aussi pourquoi la plupart d'entre eux n'ont pas exprimé d'idées très précises sur les réformes que l'on pourrait apporter au régime politique actuel.

#### B) Usages divergents du principe démocratique

91. Aux réunions régionales on a proposé diverses réformes politiques. Quelles en seraient les implications pour la démocratie?

Dans tous ces débats on a surtout posé la question par rapport à la «règle de la majorité» et aux droits des minorités. Nos interlocuteurs, soit pour appuyer un point de vue personnel ou soit encore pour réfuter une position imputée à d'autres, se sont livrés à un véritable jeu de nombres et de pourcentages concernant les caractéristiques démographiques de la population canadienne. Très souvent en effet, ils exprimèrent leurs vues sur la démocratie en termes numériques.

Des anglophones proclamèrent leur conviction que, dans un régime démocratique, c'est la majorité qui doit gouverner. Ainsi, à Victoria, on a dit: «La minorité devrait être forcée de marcher au pas de la majorité».<sup>118</sup> Un homme d'Halifax a été très applaudi quand il a exposé avec force la même conception de la règle majoritaire: «Je crois avoir raison, quand je dis que 13 millions de gens, au Canada, parlent l'anglais,

Un jeu  
de nombres

et quelque 5 millions, le français. A mon avis le petit nombre tente de dominer le plus grand nombre». <sup>119\*</sup>

Phénomène à souligner: beaucoup parmi ceux qui développèrent l'argument majoritaire tendirent à réduire considérablement la proportion réelle des citoyens d'origine française au Canada, que le recensement de 1961 établit à 28.1 p. c. selon la langue maternelle et à 30.4 p. c. selon l'origine ethnique. Nous avons posé privément la question à certains d'entre eux: ils réduisaient les effectifs francophones à 10 ou 12 p. c. de la population et de la sorte, à leurs yeux, ceux-ci n'apparaissaient guère plus importants que ceux d'autres minorités ethniques. Il va de soi que ces proportions inexactes ne pouvaient que les confirmer dans leurs vues sur la nature intangible de la règle de la majorité.

92. Très souvent aussi, on a formulé la règle de la majorité simple en fonction des provinces, le Québec étant alors l'une des dix unités égales qui constituent le pays. «Le Canada est actuellement une fédération de dix égalités, a dit un Terreneuvien, et le Québec est, bien entendu, une des dix égalités». Le même citoyen faisant le lien entre cette idée et celle de «l'égalité des deux peuples» énoncée dans le mandat de la Commission, s'est senti «un peu justifié» de demander: «En prenez-vous une sur dix pour l'opposer à une combinaison des neuf autres qui sont les provinces anglophones?»<sup>120</sup> De même, à Fredericton, on a dit carrément à la Commission: «Que la province de Québec soit égale aux neuf autres provinces, voilà une prétention qu'on n'acceptera pas». <sup>121</sup> A l'autre extrémité du pays, à Victoria, un homme a présenté, à la réunion publique, une résolution conçue en ces termes: «Que le Canada, nation composée de dix provinces et de plusieurs ethnies, mais ayant une majorité de neuf provinces anglophones, reconnaisse l'anglais comme langue nationale du pays»<sup>122</sup>; la résolution n'a été ni discutée, ni même secondée à la réunion.

Ceux qui concevaient la règle de la majorité en termes de dix provinces tendaient souvent à réduire, consciemment ou non, la population du Québec au dixième de la population totale, de même qu'à grouper le Canada français presque en entier dans le Québec. «Les Canadiens français sont, à tout prendre, confinés dans une seule province»<sup>123</sup> (Calgary). Et puisque, selon ces personnes, tel est le cas, il s'ensuit que la «crise canadienne» n'a guère d'ampleur ou encore qu'elle n'affecte qu'une province. Ces personnes s'étonnaient d'apprendre que plus du tiers de la population du Nouveau-Brunswick est francophone et que des groupes importants de francophones existent dans d'autres provinces.

Variations  
sur le  
même thème

\*Formule intraduisible: "I think the tail is trying to swing the dog."

Pour donner plus de poids à la règle de la majorité on a affirmé devant nous que la population française est sans cesse déclinante depuis 1867. Or les recensements depuis 1871 établissent que c'est faux. La proportion des Canadiens d'origine française se révèle remarquablement stable dans le temps, s'établissant à 31 p. c. en 1871 et à 30.4 p. c. en 1961, et ceci en dépit d'une immigration continuelle.\*

Pourtant, au cours des audiences préliminaires à Ottawa, on a fait devant la Commission la déclaration suivante: «Au moment de la Confédération, plus de la moitié de la population était francophone. Aujourd'hui, cent ans après, il existe environ 30 p. c. de francophones». Le témoin tirait lui-même les conséquences de ce supposé glissement de proportion. «Dans cent ans, qu'en sera-t-il si seulement 10 ou 20 p. c. de la population est de langue française? Pourquoi y aurait-il représentation égale et telle ou telle égalité, lorsque les chances sont de 35 contre 15 ou de 30 contre 20 p. c.? Il faut penser à l'avenir, et non pas seulement à aujourd'hui». <sup>124</sup> Notons que des francophones, pessimistes quant à l'avenir des Canadiens français au sein de la Confédération, recoururent aussi à cette image d'une proportion sans cesse déclinante depuis 1867, et ils en tirèrent eux-mêmes des conséquences politiques. Ainsi, nous a déclaré un Chicoutimien: «Nos droits, que la Confédération nous a refusés lorsque nous étions 60 p. c. en 1867, pensez-vous qu'ils nous les redonneront en 1971 lorsque, d'après les statistiques, nous serons seulement 18 p. c.?» Notons au passage que ce dernier prévoit une diminution absolue d'environ 12 p. c. de la proportion de la population canadienne totale que représentent les Canadiens français, et une diminution relative d'environ 40 p. c. de cette même proportion; c'est une opinion qu'il n'est pas de notre propre de discuter ici.

«Un problème»: la concentration des Canadiens français dans le Québec

93. D'autres ont exprimé l'opinion que la concentration des francophones dans le Québec, où ils sont majoritaires, pose un problème pour l'application intégrale de la règle de la majorité au Canada. Comme «solution» à ce «problème», considéré par certains comme «le problème fondamental de la Confédération», un participant à Saskatoon a proposé la destruction de «l'île francophone»: «Pourquoi ne pas les disperser à travers tout le Canada?» <sup>125</sup> Un autre a exposé le même point de vue à Calgary mais en s'exprimant au mode conditionnel: «Si tous, soit cinq

\*Durant toute cette période, on ne relève qu'une tendance importante entre 1871 et 1921, où la proportion s'abaisse jusqu'à 27.9 p.c., mais pour remonter ensuite rapidement et se maintenir par la suite à son niveau habituel. Il s'agit ici, rappelons-le, de Canadiens d'origine française.

Quant à la classification par *langues maternelles*, elle n'existe que depuis 1931. Appliquée au cas qui nous occupe, elle révèle, pour une période évidemment plus courte, des proportions très proches de celles que nous venons de voir. On en jugera par le tableau suivant qui donne, pour les quatre derniers recensements fédéraux, le pourcentage des Canadiens dont la langue maternelle est le français:

1931	27.30 p.c.
1941	29.16 p.c.
1951	29.04 p.c.
1961	28.09 p.c.

Ces classifications par origines ethniques et par langues maternelles (de même que par «langues officielles») sont sommairement expliquées au début de l'Appendice V.



millions et demi, étaient dispersés aussi uniformément que le sont, j'imagine, les Allemands, les Hollandais ou les Ukrainiens, nous n'aurions pas alors, à mon sens, le même problème». <sup>126</sup> Il va de soi qu'on oublie ici l'ampleur de la minorité française: la disperser ne diminuerait en rien le fait qu'environ 30 p. c. des Canadiens sont d'origine française.

94. Tout en voyant la réalité politique dans l'optique de la simple règle de la majorité et en s'amusant au jeu des nombres, beaucoup d'anglophones se sont dits convaincus que la majorité doit se montrer bien disposée envers la minorité et qu'elle doit faire des concessions. Plusieurs même ont exprimé l'avis que la population anglaise du Canada s'était montrée fort généreuse envers les minorités, et surtout envers la minorité française. Cependant, on apportait des réserves à ces affirmations. On nous a prévenus, par exemple, qu'à l'avenir la majorité pourrait changer d'attitude. A Vancouver, par exemple, on nous a dit: «Nous pouvons, étant la majorité, nous permettre de faire des concessions; cependant... il ne faudrait pas en demander trop à l'élément anglophone, parce qu'il opposerait de la résistance». <sup>127</sup>

Des concessions jusqu'à un certain point

95. Ainsi conçue, la «règle de la majorité» appliquée à la réalité politique canadienne soulignait les droits de l'individu en tant que pierre angulaire de la démocratie et, inversement, tendait à minimiser les droits collectifs, comme ceux que réclament les «nations». A Kingston, on a dit devant la Commission: «Je ne crois pas que le Canada veuille dire grand-chose non plus que le «Canadien» pour la plupart d'entre nous; cependant, un Canadien—l'individu—a des droits et des obligations. Le Canada et le Québec sont des abstractions; un Canadien «anglophone» ou «francophone» est réel, concret. Sa liberté revêt une importance suprême». <sup>128</sup> Cependant, il importe surtout de souligner cette conception du rôle de la majorité, souvent exposée devant la Commission, selon laquelle le Canada est un seul État où la règle de la majorité, ainsi que la liberté de l'individu, sont des principes centraux.

Les droits de l'individu

96. Un point de vue, courant chez les Canadiens français, contrastait nettement avec cette conception numérique plutôt simple. Ainsi, à Québec, un avocat définissait le Canada français comme une société minoritaire cohérente, depuis longtemps sous la domination politique, économique et culturelle d'une société majoritaire. Il ajoutait: «Quand on parle d'égalité, les Canadiens anglais parlent d'égalité des droits civiques individuels, c'est-à-dire des personnes prises individuellement, tandis que nous, Canadiens français, quand nous parlons d'égalité, nous ne parlons pas du tout de droits civiques, nous parlons de droits nationaux de la collectivité, de la nation canadienne-française comme pouvant s'épanouir suivant ses caractéristiques propres... » A Port-Arthur, une femme a eu recours à la même idée en y ajoutant la dimension historique, si im-

Les droits de la minorité



portante dans la perspective canadienne-française, pour tenter d'expliquer le désir d'égalité, c'est-à-dire le «droit, en tant que nation fondatrice, à des avantages égaux... ainsi qu'à un statut égal, en tant que l'une des deux nations fondatrices, et non pas comme groupe ethnique qui doit lutter pour maintenir sa culture».<sup>129</sup>

Ainsi, tout en s'accordant fréquemment avec les Canadiens anglophones sur la primauté des droits de l'individu et sur la règle de la majorité, les Canadiens français étaient d'avis qu'ils doivent, en tant que société minoritaire, mettre l'accent sur les droits du groupe. Certains ont déclaré explicitement qu'ils désiraient, eux aussi, appliquer les principes des droits de l'individu et la règle de la majorité, mais au sein de leur groupe national ou culturel, et après avoir obtenu et consolidé leurs droits en tant que groupe; ainsi qu'on l'a dit à Sherbrooke: «Pour pouvoir vivre toujours en français, il faut être un certain nombre, c'est-à-dire qu'il faut une majorité». Bref, on pensait que pour libérer l'individu afin qu'il se développe pleinement, il fallait d'abord assurer l'existence d'une société et d'une culture canadiennes-françaises majoritaires.

97. Cependant, les francophones pour qui la démocratie politique implique la pleine acceptation de la règle de la majorité espéraient que la minorité anglophone au Québec s'intégrerait plus étroitement dans la majorité française. Un étudiant, à Sherbrooke, est allé beaucoup plus loin; il a dit que «les Anglais» devraient se disperser et «s'en aller dans l'Ouest». A toutes les réunions régionales tenues au Québec, la Commission a entendu exprimer l'idée que les gens du Québec s'étaient montrés très généreux dans le passé envers la minorité anglaise et c'est une vue que nul n'a contestée. Cela n'a rien d'étonnant, si l'on songe à la vaste gamme de droits et de privilèges dont jouit la minorité et dont la majorité respecte généreusement l'esprit et la lettre, même si au cours de l'histoire, les droits concernant la langue anglaise, la religion protestante et le système scolaire séparé furent acquis par les Anglais eux-mêmes plutôt que concédés par les Français.\* Nous avons senti, par contre, que le groupe de langue anglaise commençait à prendre plus vivement conscience de sa situation minoritaire, et s'éveillait à la nécessité d'adapter son comportement à la volonté d'une majorité évidemment déterminée à faire de la province un centre vital de langue et de culture françaises.

\*Par suite du changement de souveraineté, en 1763, la langue anglaise et la religion protestante sont devenues automatiquement officielles; elles n'avaient donc nul besoin de protection jusqu'à la Confédération, alors que la majorité française à l'Assemblée législative du Québec obtint pour la première fois la pleine maîtrise des pouvoirs accordés aux provinces. Les garanties de l'article 133 de l'AAANB ont confirmé, mais sans les augmenter, les droits de l'anglais au Québec; elles ont aussi consacré l'usage officiel du français au Québec, étendant même cet usage à toutes les lois fédérales, à tous les tribunaux fédéraux et au Parlement fédéral. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne dit rien au sujet de l'emploi de l'anglais ou du français dans le fonctionnarisme québécois ou fédéral. L'article 93 a garanti les droits déjà acquis en matière d'enseignement au Québec, par les catholiques et les protestants. L'ensemble de cette question, qui suscite tant de discussions et de disputes, fera l'objet de recherches très poussées.

98. Dans le jeu de nombres et de pourcentages auquel s'adonnèrent les participants, les Canadiens d'origine autre que britannique et française paraissent occuper une position stratégique.

Ainsi des anglophones pour leur part aimaient à s'appuyer sur cette fraction imposante de la population canadienne que le dernier recensement établit à 13.4 p. c. de l'ensemble, selon la langue maternelle, et à 26.8 p. c. selon l'origine ethnique; et cela, de deux façons différentes. S'ils avaient en vue l'ensemble du pays, souvent ils incluaient dans le groupe «anglais» tous les Canadiens qui ne sont pas d'origine française—procédé qui évidemment réduit l'importance relative du groupe «français», procurant par là un caractère plus imposant à la règle de la majorité. Par contre, en décrivant une situation locale, ils étaient enclins, notamment dans les provinces des Prairies, à mettre en évidence la composition multi-ethnique de la population. Un citoyen de la Saskatchewan, dans une lettre à la Commission, faisait écho à de tels propos lorsqu'il écrivait: «Que les Français, qui ne sont que 59,000 dans la province, aient pourtant deux stations de radio, quand on en refuse une aux 154,000 Allemands, c'est un fait qui cause de l'inquiétude».<sup>130</sup>

Quant aux francophones, ils avaient tendance à considérer le Canada non français comme un bloc uniformément anglais, amplifiant ainsi leur situation minoritaire, surtout si on retient la langue et non l'origine ethnique comme critère de classification.

Les participants s'exprimant au nom de groupes autres que le britannique et le français usèrent fréquemment de nombres et de pourcentages pour affirmer leurs revendications minoritaires. Quelques-uns, on l'a vu, nous ont dit que ces groupes constituent «une troisième force», qui du point de vue numérique, et en s'en tenant à l'origine ethnique, est presque aussi imposante que celle des Canadiens français. Au surplus, surtout dans les provinces des Prairies, des représentants de certains groupes ethniques ont fait fréquemment mention de leurs effectifs au niveau local, soit pour réclamer des droits pour leur groupe à ce niveau, soit encore pour appuyer leur opposition aux droits dont les Canadiens français jouissent ou qu'ils revendiquent dans ces provinces.

D'autres ont relevé le fait qu'aucun groupe n'est à strictement parler majoritaire au pays. Ainsi, de 60.5 p.c. de l'ensemble qu'elle était en 1871, la population d'origine britannique n'était plus que 43.8 p.c. en 1961.\* De la sorte, la population canadienne, du point de vue ethnique, est constituée de minorités plus ou moins importantes; et cela, on nous l'a déclaré aux rencontres régionales. Ainsi donc, de ce point de vue, la règle de la majorité n'aurait pas d'application légitime au pays.

\*Il importe cependant de souligner que la langue maternelle de 58.4 p.c. des citoyens était l'anglais.

... et pour les  
«autres»  
groupes  
ethniques

Les discussions portant sur les droits des «Anglais» et des «Français» ont particulièrement mis en lumière la situation des minorités ethniques. Comme on l'a expliqué ailleurs, certains porte-parole de ces groupes ont vu dans ces débats un conflit qui pourrait les reléguer à un rang secondaire dans la société et la vie politique canadiennes. Au Québec, la situation des minorités ethniques a rarement été considérée par des auditoires intéressés uniquement à exiger la reconnaissance des droits du Canada français. Des membres de certains autres groupes ethniques ont semblé préférer l'attitude des Canadiens anglais, qui met l'accent sur les droits de l'individu, parce qu'elle tiendrait davantage compte de leurs aspirations individuelles du point de vue économique et social. Cependant, des membres de certaines autres minorités ethniques se sont montrés sympathiques à l'attitude des Canadiens de langue française qui insistent sur la reconnaissance de leur collectivité. Ils y voyaient l'occasion de faire reconnaître les principes sur lesquels se fondent les aspirations de leur propre groupe. Cependant, comme leurs ambitions semblaient plus limitées, ils n'ont pas adopté pleinement les vues plus ambitieuses exprimées par beaucoup de Canadiens français.

Adaptations  
d'ordre  
pratique

99. Les désaccords de principes sur les droits démocratiques s'accompagnaient aussi de vues subtilement différentes sur le fonctionnement de la démocratie. Des anglophones ont souvent répété qu'il ne doit pas s'exercer de contrainte en démocratie et qu'il faut employer la méthode du compromis pour résoudre tensions et conflits. Ils ont souvent manifesté leur haine de toute contrainte quant à l'usage d'une langue, surtout comme norme de compétence dans le fonctionnarisme. On a constamment souligné que chacun doit être libre d'apprendre le français, bien qu'on ait souvent déploré qu'un plus grand nombre de Canadiens ne profitent pas de l'occasion qu'ils ont d'apprendre la langue seconde. A Calgary, on a dit: «Nul ne peut choisir pour moi la langue que je devrais ou dois employer, non plus que l'endroit où je peux ou ne peux l'employer. C'est moi qui en déciderai»;<sup>131</sup> cette idée fondamentale, la Commission l'a entendu exprimer avec plus ou moins de vigueur dans tout le Canada anglais. De même, certains ont trouvé discriminatoire, ou même non démocratique, d'exiger une deuxième langue dans la fonction publique.

Inversement, les francophones, même les plus modérés, ont émis l'opinion que la promotion de la langue française dans des institutions majeures du pays ne peut s'accomplir sans une certaine planification linguistique. Mais ils affirmaient presque invariablement qu'une pareille planification n'implique pas que tous les Canadiens soient appelés à devenir bilingues. Ils jugeaient un tel objectif aussi irréalisable et utopique que leurs compatriotes anglophones.

La dualité  
d'abord

100. Peu de Canadiens de langue française ont admis que le processus démocratique actuel au Canada consiste vraiment à s'adapter de



façon pragmatique aux circonstances ou à négocier des compromis pour résoudre des problèmes particuliers. La plupart des Canadiens français se méfiant de ce processus qui serait, selon eux, déterminé par la majorité, croyaient nécessaire que soit reconnu le concept de la dualité comme la réalité fondamentale au Canada; après quoi, au niveau d'un dialogue entre égaux, pourraient se faire de légitimes négociations et transactions. L'insistance que nous avons notée, sur la nécessité de réformes institutionnelles radicales, reflétait ce point de vue. Comme on l'a dit à Rimouski, pour que fonctionne le processus démocratique de compromis et d'arrangements, on «devra admettre, sur un pied d'égalité, les deux piliers de la nation canadienne basés sur la culture d'expression anglaise et la culture d'expression française».

101. Quant à l'attitude, «Nul ne peut choisir pour moi la langue que je devrais ou dois employer, non plus que l'endroit où je peux on ne peut l'employer»,<sup>131</sup> lorsque ceci fut dit à Calgary, nous nous sommes souvenus des propos qu'on avait tenus devant nous à Sherbrooke, à Trois-Rivières et à Chicoutimi. Dans ces villes, nous l'avons signalé au chapitre 2, des Canadiens français se sont plaints du fait que même s'ils constituent l'écrasante majorité, ils se sentent contraints par les nécessités économiques de parler anglais, afin de gagner leur vie. En entendant ces protestations, il paraissait clair qu'il n'est pas plus agréable de se faire imposer une langue par une «aristocratie économique» que par la loi.

Au fond, peut-être les réactions au Canada anglais comme au Canada français étaient fort semblables sur ce point; cependant, comme la situation est très différente de part et d'autre, les porte-parole des deux groupes en tiraient des conclusions pratiques souvent contraires: tous favorisaient la démocratie, mais chacun se représentait les réalités politiques sous un jour différent.

Un même  
sentiment  
d'être  
contraints















102. Dans la partie précédente, nous avons tenté de résumer, sous diverses rubriques, les opinions et les attitudes telles qu'elles nous sont apparues. Dans le présent chapitre, nous voulons les peser et les comparer en examinant ce qui se cache derrière les mots, pour autant que nous puissions le faire à ce stade-ci.

Nous étudions les courants de sentiment et de pensée dans la société francophone du Québec, ainsi qu'au sein des minorités françaises dans les autres provinces. Nous essayons d'évaluer les états d'esprit qui règnent dans le Canada anglophone pris dans son ensemble, y compris le groupe minoritaire d'expression anglaise du Québec.

Plusieurs Canadiens d'ascendance autre que britannique ou française, se considèrent eux-mêmes comme faisant partie du Canada français ou du Canada anglais. Parmi ces Canadiens qui utilisent régulièrement l'une ou l'autre des langues officielles, nous savons qu'un grand nombre désirent toujours conserver et enrichir leur héritage linguistique et culturel particulier. Quelques Canadiens ne parlent ni l'anglais, ni le français. Leur problème est réel, mais ne s'inscrit pas dans le cadre de notre enquête.

Il est évident, toutefois, que la situation critique actuelle provient des divergences entre le Canada anglais et le Canada français, et plus particulièrement entre le Québec français et le Canada anglophone. De là les graves questions posées au pays tout entier.

103. Quelles sont les causes profondes de ces prodigieux retournements que plusieurs Québécois constatent avec surprise et que parfois même certains refusent d'admettre? Nous ne saurions, pour l'instant, les analyser en profondeur. Mais les participants aux rencontres régionales, en nous communiquant leurs espoirs et leurs déceptions, nous ont permis, croyons-nous, de cerner les principales sources de malaise.

Québec:  
les principales  
sources du  
malaise

Selon plusieurs interlocuteurs francophones, les institutions dominantes au pays entravent leur désir de vivre français. Cette situation, selon eux, prévaut même dans le Québec au sein des institutions économiques: telle ou telle firme, gérée localement par des anglophones, se comporterait comme en «terre de colonisation» et, à partir d'un certain niveau, ferait de l'anglais la langue obligatoire de travail; le personnel dirigeant anglophone lui-même—souvent une proportion infime de la population—n'aurait ainsi aucun besoin de parler français et, de ce fait, l'apprendrait rarement. Ces interlocuteurs admettaient volontiers qu'une telle situation n'est pas nouvelle, qu'au contraire elle a toujours prévalu dans le Québec. Mais ils ajoutaient *qu'ils ne pouvaient tolérer plus longtemps qu'il en soit ainsi*.

Ceci est lourd de sens, et nous voilà au cœur du mystère. Pourquoi soudain, alors qu'en apparence rien n'a rompu l'ordre traditionnel des choses, des hommes de plus en plus nombreux décident-ils qu'ils ne sauraient 'tolérer plus longtemps' une 'entrave' pourtant centenaire?

Pourquoi  
soudain...

Serait-ce, comme on l'a suggéré à une réunion privée de Montréal, que 'chez un peuple où l'on marchait un peu courbé, deux cent mille, cinq cent mille individus ont tout à coup décidé de se redresser?' Ou encore que 'de braves gens, formés à la docilité, ont cessé de regarder l'obéissance et la pauvreté comme une vocation nationale?' On devine, à travers ces citations, le conflit de générations qui éclate aujourd'hui dans le Québec français. Car il nous a paru que les insatisfactions s'exprimaient surtout parmi les représentants des jeunes élites de techniciens, d'ingénieurs et d'administrateurs. Mais ils ne sont pas seulement jeunes: ils appartiennent, de près ou de loin, au «nouveau monde» de la technologie et de l'administration, sont prêts à y tenir un rôle de premier plan, se montrent sûrs d'eux-mêmes et manifestent de l'impatience devant les obstacles qu'ils rencontrent.

Il est presque ironique de rappeler maintenant l'opinion de ceux qui attendaient de «l'éducation moderne et de l'industrialisation» une intégration plus poussée du Québec au reste du Canada. En un sens, il est sûr que la technologie nord-américaine rapproche les deux groupes et suscite des comportements semblables, ce que tout le monde a admis devant nous; mais cela rend les concurrences bien plus acérées, et accentue la volonté de vivre ces situations «à la française».

L'exaspération des jeunes élites dont nous venons de parler nous a paru d'autant plus grande qu'elles commencent à prendre conscience de leur importance numérique et qu'elles se heurtent de front aux dirigeants anglophones en place. Par rapport à la masse des anciens employés de type traditionnel qui constituait surtout une armée de travailleurs peu spécialisés, les nouvelles élites se distinguent par des exigences culturelles supérieures et par l'ambition d'atteindre aux échelons élevés de la hiérarchie économique. Mais elles ont formulé leurs revendications non pas surtout en dénonçant le jeu d'une concurrence entre rivaux qui serait à leur désavantage, bien qu'on nous ait dit et répété que le fait d'avoir à lutter dans une langue étrangère constitue un handicap. Elles paraissent plutôt fonder leurs arguments sur le fait que les Canadiens français constituent une écrasante majorité dans le Québec. En d'autres termes, elles semblaient considérer le statut d'infériorité économique comme incompatible avec la condition de majorité numérique.

Parlant des romans télévisés à Montréal, et du côté 'morbide' de toute une littérature canadienne-française, un Chicoutimien concluait: 'Nous avons en ce moment des héros littéraires écrasés. C'est parce que nous sommes une société de gens écrasés; nous ne sommes pas encore une nation épanouie'. Mais un autre Chicoutimien croyait reconnaître dans sa région un «dynamisme épouvantable». Ces deux images—une société «écrasée», travaillée par un «dynamisme» créateur—illustrent bien les multiples contradictions exprimées devant nous. Un peuple vraiment écrasé subit son sort, 'lèche ses blessures dans son coin'. Un

Revendica-  
tions des  
jeunes  
élites

Société  
«écrasée»  
et société  
«dynamique»

peuple sûr de lui et en possession de ses moyens n'est pas la proie de l'impatience. Le Québec qui s'est manifesté devant nous a trop de force pour ce qu'il conserve de faiblesse, ou trop de faiblesses pour ce qu'il recèle de force. Les règles du jeu subies hier sont aujourd'hui éprouvées comme des entraves. Si les règles ne sont pas modifiées, c'est le jeu qui risque de disparaître.

Dans les pages qui précèdent, nous avons rappelé deux images significatives: celle d'une majorité numérique qui serait brimée et celle d'une société écrasée. Nos interlocuteurs n'ont pas cessé d'utiliser des expressions de ce genre. Ils semblaient exprimer aussi du même coup deux convictions profondes: que d'une part ils appartiennent indiscutablement à une «écrasante majorité», à une «société», à une «nation», (le mot, à notre avis n'a pas grande importance, ce qui a paru révélateur, c'est la recherche d'un vocable qui définirait une forme capitale à leurs yeux de la réalité sociale); et que d'autre part cette réalité est, malgré leur désir, stoppée dans son élan, déchirée ou incomplète dans son dessein, en un mot, inachevée.

104. «Écrasante majorité», «société», «nation»: qu'est-ce à dire? On désigne ainsi les formes d'organisation et les institutions qu'une population assez nombreuse, animée par la même culture, s'est données et a reçues, dont elle dispose librement sur un territoire assez vaste et où elle vit de façon homogène, selon des normes et des règles de conduite qui lui sont communes. Cette population a des aspirations qui lui sont propres, et ses institutions lui permettent de les réaliser dans une mesure plus ou moins grande. Quoi qu'il en soit, telle nous est apparue la population française du Québec. Ceux qui formulaient devant nous des plaintes ou des revendications n'ont pas tenté de définir la société qui les enserme, mais ils paraissaient s'appuyer très consciemment sur cette réalité à la fois historique et culturelle, sociale et politique.

Une société  
distincte

Il faut nous arrêter un moment là-dessus. Car en plusieurs villes canadiennes, surtout dans les provinces excentriques, nous avons vu des centaines d'anglophones aux prises avec ce problème: essayer de se représenter ce que peut être la vie française au Québec. Ils le faisaient, comme c'est normal, à partir d'éléments connus: par exemple, à partir d'une minorité française installée dans leur région. Comme, par ailleurs, la plupart savaient les dimensions démographiques du Québec, ils multipliaient par trois cents ou par cinq cents le nombre des minoritaires qu'ils connaissaient et croyaient ainsi obtenir une image de la province française. Du point de vue mathématique, l'opération était exacte, mais ils obtenaient alors trois ou cinq cents fois une minorité: ils ne se représentaient pas une société.

Or le Québec français, en effet, compte plus de quatre millions d'habitants. Il dispose d'institutions juridiques—notamment d'un code civil



—et d'institutions politiques que plusieurs résument dans l'expression: «l'État du Québec». Les pouvoirs du Québec sont considérables: ils permettent à la population française d'exercer une influence importante sur sa vie économique et sociale et de diriger l'éducation. C'est ainsi qu'il a pu se donner—et qu'il peut transformer aujourd'hui radicalement—un système d'enseignement différent de celui des autres provinces. Il possède des milliers d'écoles françaises, élémentaires et secondaires, des écoles normales, des collèges classiques et trois universités françaises, sans compter un enseignement technique. Il compte des dizaines de milliers de professeurs. Toutefois, l'immense majorité des Québécois que nous avons rencontrés jugent insuffisante leur maîtrise actuelle des institutions politiques.

Ce n'est pas tout. Le Québec possède un réseau autonome d'institutions sociales: un système d'hospitalisation, des syndicats professionnels, des associations libres dans tous les secteurs et ainsi de suite. Il a en propre ou il influence un ensemble de techniques de diffusion où il s'exprime dans sa langue: onze quotidiens,\* environ 175 hebdomadaires et 120 périodiques, 46 stations de radio et 13 de télévision, les réseaux français de Radio-Canada et de l'industrie privée dont le principal centre de production est Montréal.

Il compte enfin sur un nombre considérable d'institutions économiques; mais dans l'ensemble, et sauf remarquables exceptions comme l'Hydro-Québec ou les Caisses populaires, ces entreprises sont de dimensions plutôt modestes. Par ailleurs, le Québec participe, par son insertion dans le continent nord-américain, à l'ensemble du réseau commercial, financier et industriel dont il se trouve partie intégrante; mais cette participation lui paraît infime, et c'est ici surtout, comme nous l'avons vu, que le bât blesse.

Bref, les francophones du Québec qui ont témoigné devant nous appartiennent, et ils montraient qu'ils le savent, à une société qui s'exprime librement dans sa propre langue et qui, en divers domaines importants, est déjà maîtresse de son activité, à laquelle elle donne le ton et l'allure qu'elle choisit. Mais en même temps, la plupart de nos interlocuteurs ont estimé que cette société maîtrise incomplètement quelques-uns des secteurs vitaux où s'exerce son activité. Telle nous a donc semblé la source du problème: une société existe, mais plusieurs de ses membres la regardent comme incomplète et veulent plus ou moins la parachever. Supprimez l'un des termes de cette double proposition et le problème disparaît—car ou bien il n'y aurait plus de société, donc plus de base réelle pour soutenir ces réclamations; ou bien il n'y aurait plus à la parachever et les réclamations disparaîtraient.

\*Sans compter *Le Droit*, quotidien d'Ottawa, qui dessert aussi une partie du sud-ouest québécois.

105. Peut-être faut-il souligner enfin que cette société n'est pas seulement distincte, mais que, dans une mesure parfois très grande, ses membres mènent une vie séparée de celle du Canada de langue anglaise. Nous parlons ici d'une séparation de fait créée par l'obstacle de la langue et non d'un séparatisme doctrinaire.

Une vie  
séparée

C'est qu'en effet, contrairement à l'idée que nous ont exprimée plusieurs anglophones, trois Canadiens français sur quatre dans le Québec, soit une masse humaine de plus de trois millions d'individus, ne savent pas un mot d'anglais.\* Pour eux donc, et sans doute pour une grande partie de ceux qui se déclarent «bilingues», la vie quotidienne se poursuit (sauf dans les grandes entreprises, à partir d'un certain niveau) exclusivement en français: au point, par exemple, que le touriste anglophone éprouve une grande difficulté à se faire comprendre.

Ce fait nous devint très sensible dans nos rencontres régionales, non seulement à Rimouski—où la présence anglaise est à peine perceptible—mais également à Chicoutimi, à Sherbrooke et à Trois-Rivières, et même à Québec, où l'on s'est plaint copieusement de ce que l'influence anglaise fût corrosive. Si l'on s'est révolté contre l'obligation d'apprendre l'anglais pour accéder aux postes de commande, c'est apparemment que, dans de tels milieux, l'opération ne semble ni naturelle ni normale: car la vie locale est vécue en français à tous les niveaux sauf, précisément, celui des grandes affaires à partir de certains échelons. Elle est vécue parmi les Canadiens français, et il leur semble étonnant ou 'scandaleux' que les anglophones apparaissent 'seulement' aux postes de direction d'où les Canadiens français sont si souvent absents.

Le même phénomène est apparu, au cours de réunions privées, jusque dans les quartiers francophones de Montréal.† Les francophones bilingues y sont nombreux, mais sauf dans certains bureaux ou certaines usines, la vie presque entière est vécue en français: famille, paroisse, éducation, syndicats, associations libres, vie politique, loisirs populaires.

Cette description n'a rien de définitif. Elle sera d'ailleurs soumise à l'examen des chercheurs. Mais elle rend compte du Québec que nous avons vu.

Au reste, le fait de vivre à part n'est pas neuf: il est bien antérieur à la «révolution tranquille». Il en forme cependant l'arrière-plan

\*Soit 74.7 p.c. de la population d'origine française dans le Québec. Il y avait en 1961, au Canada, 3,489,866 unilingues français (soit 19.1 p.c. de toute la population canadienne), dont 3,390,704 d'origine française, 32,925 d'origine britannique et 66,237 d'autres origines.

†Et jusque dans les provinces à majorité anglophone: par exemple, à Moncton, au Nouveau-Brunswick, on nous a parlé de villages de pêcheurs, sur la côte Atlantique, où le français serait la langue habituelle et exclusive de communication. Les statistiques confirment d'ailleurs ces témoignages de façon éclatante: selon le Recensement de 1961, presque la moitié (soit exactement 47.1 p.c.) des Canadiens d'origine française au Nouveau-Brunswick sont des unilingues francophones.

Des préoccupations humaines

qu'il faut connaître si l'on veut comprendre la nature du conflit actuel.

106. Est-ce à dire que le Québec vivrait fermé sur lui-même? Ici une mise au point s'impose. Les Canadiens français sont des êtres humains et ils ont des préoccupations humaines que les questions linguistiques et culturelles sont loin d'absorber tout entières; ils s'occupent de leur famille, de leurs affaires, d'arts ou de sciences, ils se divertissent, ils voyagent, ils s'intéressent à la politique étrangère et ainsi de suite; parce que nous les avons invités à discuter le problème des langues et des cultures au Canada, ils y ont consenti volontiers et plusieurs l'ont fait avec passion. Cela ne signifie pas qu'ils soient tous obsédés par ces questions, si intensément qu'ils les vivent et si essentielles qu'elles soient pour leur propre avenir.

Des contacts avec le monde franco-phone

Il se trouve en outre que jamais les relations avec les pays francophones (France, Belgique, Suisse, pays de l'ancienne Afrique française, etc.) n'ont été aussi intenses, du moins parmi les élites. On peut même dire que chez plusieurs la découverte d'un univers qui parle français a un effet rassurant et promet de précieux enrichissements culturels: de la sorte, des Canadiens français deviennent plus conscients de ce qu'ils sont une partie minuscule d'un univers culturel beaucoup plus vaste, et plusieurs font ainsi l'expérience d'une communauté française universelle qui les met en contact avec l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Deux orientations de base

107. Par ailleurs cette «séparation» du reste du Canada, qui donne au Québec une physionomie très marquée, ne se traduit pas par un «monolithisme». Le Québec que nous avons rencontré est marqué dans son ensemble, ou du moins dans ses éléments dynamiques, par deux orientations très nettes:

Il procède à *un examen très dur de lui-même*—il se livre à ce qu'on pourrait appeler une frénésie d'autocritique, qui s'attaque à presque tous les domaines de l'activité. Ainsi des traditions sont-elles remises en question par une société qui proclame son désir de faire peau neuve; le rôle de l'État et celui de l'Église sont même à subir une révision radicale. Déjà, les positions respectives du gouvernement et du clergé sont sérieusement modifiées dans le secteur des services sociaux, et plus encore dans le domaine de l'éducation: en ont témoigné, le bill 60 (sanctionné le 19 mars 1964, et qui créait le ministère de l'Éducation) et les premières tranches du Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement, en cours de parution.

Il manifeste *une volonté très nette de «libération»* dont l'émancipation politique devient à la fois le moyen et le symbole—qu'elle soit conçue comme totale ou relative.



On aura noté qu'en soi, ces orientations ne sont pas «anti-anglaises»; très centrée sur elle-même et son propre développement, volontiers impatiente, cette société possède en ce moment d'elle-même une conscience si vigoureuse que plusieurs de ses membres nieraient volontiers ou du moins oublieraient ce qui n'est pas elle.\* Il nous a paru qu'elle traverse en ce moment sa propre crise et qu'au départ elle a le souci non d'attaquer «les autres» mais de se réaliser elle-même. Les antagonismes naissent au second temps, et des oppositions se développent contre ce qui risque de la limiter: minorité anglaise du Québec dont le rôle économique est regardé comme dominant, gouvernement central dont les buts ne coïncident pas nécessairement avec ses propres ambitions, société anglo-canadienne qui n'accepte pas d'emblée l'idée d'une dualité culturelle. A partir de ce moment les conflits intérieurs débouchent sur le Canada. Mais plusieurs d'entre eux n'en éclateraient pas moins, même si le Québec possédait la pleine indépendance politique. «N'oubliez pas, nous disait par exemple à Québec un représentant ouvrier, qu'il y aurait ici crise sociale même si tous les patrons étaient des Canadiens français». Peut-être aurait-elle alors plus d'intensité.

Le Québec est parvenu peu à peu à formuler quelques-unes de ses aspirations, qui étaient longtemps restées plus ou moins obscures: elles éclatent depuis cinq ans, rencontrant sans cesse des résistances que sans cesse elles ont jusqu'ici fait plier. Il est difficile de mesurer leur force, et leur direction n'est pas toujours claire. Ceux qui ont exposé devant nous les objectifs de la «révolution tranquille» se rencontraient sur un point précis: la notion d'«émancipation» (économique, sociale et, à divers degrés, politique) du Québec était chez tous centrale.

108. A diverses reprises toutefois nous avons eu le sentiment que cette concordance apparemment générale des points de vue était artificielle. Nous avons parfois cru déceler qu'elle masquait la grande diversité sinon l'opposition des orientations intellectuelles chez nos interlocuteurs. Les positions idéologiques s'échelonnaient du marxisme au fascisme, les efforts plus ou moins conscients pour traduire ces idéologies en termes nationalistes venant nuancer considérablement les positions individuelles.

Nous fûmes en outre témoins d'un phénomène singulier. Presque toujours nos interlocuteurs, qu'ils fussent étudiants, journalistes ou techniciens, s'exprimaient au nom de la collectivité ou de la «nation» canadienne-française tout entière. Très peu souvent a-t-on fait mention devant nous des classes sociales et encore moins de conflits de classes chez les Canadiens français. Un tel état d'esprit surprend chez des

Unité artificielle?

\*On nous a fait remarquer que, traditionnellement, le Québec ne s'intéresse guère à certaines questions qui relèvent spécifiquement du gouvernement fédéral. Ainsi, les Canadiens français n'ont jamais semblé porter une attention soutenue aux questions de politique monétaire, de tarifs, de douanes, etc. Pour ce qui est de l'immigration ou de la défense nationale, apparemment ils n'en discutent que dans la mesure où ces sujets mettent en cause leur intérêt particulier.



personnes qui manifestaient par ailleurs des convictions si divergentes. Tout se passait comme si l'on identifiait la collectivité tout entière à une classe sociale, celle-ci étant représentée selon le cas sous les traits d'une bourgeoisie militante ou d'un prolétariat exploité. Parfois même on faisait expressément cette identification: par exemple lorsqu'on affirmait que la collectivité canadienne-française, dans son ensemble, se trouve dans une situation prolétarienne par rapport à la minorité anglophone.

Par suite de la faible participation des ouvriers et des cultivateurs et du petit nombre de ceux qui sont intervenus expressément en leur nom, nous n'avons pas pu apprécier dans quelle mesure les idées exposées devant nous rencontrent l'adhésion des masses. Il semble toutefois que la notion globale d'«émancipation» ait une grande résonance parmi celles-ci. Ainsi donc, elles appuieraient au moins passivement les leaders et les partis qui sont dans le courant, et dont les idées paraissent rencontrer une diffusion immédiate, surtout évidemment quand ces idées vont dans le même sens. Or, il faut accorder une grande importance aux points de concordance parce qu'ils portent généralement sur des questions ou des options qui sont au centre même de la crise telle que nous l'avons décelée et décrite.

Les sépa-  
ratistes

109. Assez petite minorité, et ce de leur propre aveu, les séparatistes exercent au sein de la société canadienne-française une influence qui dépasse leurs effectifs. Ils se recrutent principalement dans les milieux urbains, comptent dans leurs rangs beaucoup d'étudiants, d'artistes, d'intellectuels et de «professionnels», et ils appartiennent à toutes les tendances politiques; mais leurs leaders et le gros de leurs militants s'affirment démocrates et anti-terroristes. Les partisans de la violence ont obtenu la vedette et dramatisé la crise, mais ils ne sont que l'écume de la vague.

Les séparatistes ont puisé leurs arguments dans l'arsenal nationaliste excepté leur proposition principale: 'Minorité bien traitée, les Canadiens français n'en sont pas moins une minorité. Pour reprendre leur destin en main, ils doivent opter pour l'État souverain du Québec, où ils seront enfin une majorité.' Aux yeux d'un séparatiste, la double équation «majorité=métropole» et «minorité=colonie» n'est pas une métaphore mais une stricte expression de la réalité. Elle signifie qu'au Canada le centre des grandes décisions politiques et économiques est situé hors de «la nation canadienne-française» qui les subit. Il faut donc «décoloniser» la minorité, et lui permettre d'échapper à sa condition de «nation esclave».

Les  
«quasi-  
séparatistes»

110. A côté de ce séparatisme idéologique, qui a souvent joué à l'égard des partis politiques un rôle de stimulant et de juge, se dessine un courant de pensée beaucoup plus important, mais difficile à décrire avec exactitude. C'est ce que nous avons appelé un «quasi-sépara-

tisme»,\* en pensant au grand nombre d'indécis ou de pragmatistes que nous avons rencontrés, et qui se reconnaissent à la caractéristique suivante: ils posent tous les problèmes uniquement en fonction du Québec. Dans cette perspective, ce qui se rattache au reste du Canada et notamment au gouvernement fédéral, est plus ou moins oublié, ou perçu avec une totale indifférence, quand ce n'est pas avec suspicion ou colère; par ailleurs, le séparatisme apparaît à beaucoup d'entre eux comme une option raisonnable qu'il sera sage d'examiner de plus près, et non plus comme un phénomène étrange et incongru.

Ces hommes appartiennent surtout aux jeunes élites mentionnées plus haut, et leur influence est d'autant plus sérieuse qu'elle s'exerce avec souplesse au sein des partis politiques et des institutions québécoises de divers ordres.

111. Mais la majorité des participants, à nos rencontres régionales dans le Québec, se rattachait à une troisième tendance, qu'on pourrait appeler réformiste. Certains se contentaient de proposer des amendements plutôt mineurs à la constitution, comme serait la proclamation de l'égalité formelle des deux langues à Ottawa; d'autres songeaient visiblement à obtenir la reconnaissance d'un statut particulier pour le Québec; d'autres enfin proposaient de récrire complètement la constitution, en fonction de l'égalité des deux cultures. Mais ce qui nous a vraiment frappés, c'est que, sauf erreur, nous n'avons pas entendu un seul partisan avoué du statu quo. Tous les participants se sont déclarés plus ou moins mécontents de la situation du Canada français et du Québec dans la Confédération.

112. Deux faits ont retenu notre attention à Chicoutimi et à Québec. D'abord, aux deux endroits, des séparatistes se sont pratiquement emparés de la réunion publique. Quoique minoritaires, ils ont, par leurs méthodes d'intervention et par leurs bruyantes manifestations, presque réduit les autres participants au silence, ce qui, surtout à Québec, a faussé le sens des séances publiques. Leurs interventions étaient prévisibles. Mais le second fait qui a surpris les commissaires, ce fut le comportement de ceux que, faute d'un meilleur terme, nous appellerons «les modérés». Pour la plupart, ils se sont tus.

On peut donner à ce silence plusieurs explications: esprit offensif des séparatistes, simplisme désarmant de leur argumentation, supériorité dans toute assemblée d'un groupe organisé sur des participants individuels, surtout quand ce groupe chahute ses adversaires. Mais il y avait là aussi, croyons-nous, un comportement dont le sens est symbolique: dans toute situation critique, les positions extrêmes prennent la vedette et rejettent dans l'ombre les opinions moins excitantes ou plus nuancées, celles-ci fussent-elles partagées par le plus grand nombre. On peut même

Une  
majorité  
de réfor-  
mistes

Les  
«modérés»

\*Cf. note de la page 37.

parvenir peu à peu au phénomène classique des périodes révolutionnaires: la paralysie des «modérés». Non seulement leur voix ne se fait-elle plus entendre dans les joutes oratoires, mais, même intérieurement, ils éprouvent de la difficulté à concevoir et à formuler des solutions pratiques, et ils abandonnent la place publique aux «furieux» ou aux «durs», parce qu'ils ont peur de ne plus être «dans le sens de l'histoire».

Les incidents dont nous parlons n'avaient point cette gravité. Mais ils donnaient une idée de la tournure que pourraient prendre les événements si la crise s'envenimait.

#### Convergences

113. Dans le Québec nous avons, en effet, entendu une gamme d'opinions fort variées. Il serait imprudent d'essayer d'évaluer le poids de chacune dans l'état actuel de nos connaissances. Mais l'important, c'est qu'elles semblent toutes taillées dans une même étoffe. Et toutes ensemble, elles pèsent du même côté: dans le sens d'une plus grande reconnaissance de la «nation canadienne-française», d'un plus grand rôle de «l'État du Québec», d'une fonction vigoureusement accrue de la langue française, surtout dans le Québec. Les idées politiques sont constamment reliées aux réalités quotidiennes et à l'activité économique. La conscience des obstacles agit comme un stimulant, ou bien conduit à des conclusions absolues comme le séparatisme ou le quasi-séparatisme.

#### Le sort des minorités

114. Deux questions se trouvent ainsi posées dans une lumière particulière: celle des minorités françaises à l'extérieur du Québec et celle de la minorité anglophone du Québec. Deux solutions contradictoires se dégagent des propos que nous avons entendus:

—ou bien l'on propose d'obtenir pour les minorités françaises un statut équivalant à celui que possèdent déjà les anglophones au Québec, statut qui serait respecté;

—ou bien l'on cesse de se préoccuper des minorités françaises et l'on songe à imposer aux anglophones québécois une situation analogue à celle que subissent aujourd'hui les minorités françaises.

Ces déclarations ne vont pas sans inquiéter les divers groupes qui en sont l'objet. Nous reparlerons plus loin de la minorité anglaise du Québec. Quant aux minorités françaises des autres provinces, nous avons souvent constaté qu'elles semblaient décontenancées par l'évolution du Québec: ne risquent-elles pas d'être livrées à elles-mêmes et de subir les répercussions d'une conduite assez cavalière?

115. On est ainsi amené à reconnaître l'importance réelle et symbolique des minorités françaises:

—importance réelle, car il s'agit de plus de 850,000 êtres humains dont la langue maternelle est le français. Les commissaires se sont parfois étonnés de la légèreté avec laquelle quelques participants du Québec semblaient considérer le sort de ces hommes de langue française, qu'on trouve dans chacune des provinces canadiennes, et qui, en particulier, forment plus d'un tiers de la population dans

#### Importance canadienne des mino- rités françaises



le Nouveau-Brunswick, et un groupe de 425,000 individus dans l'Ontario\*;

—importance symbolique pour l'avenir du Canada. Car, d'une part, les minorités françaises sont déjà l'un des facteurs importants du bilinguisme à travers le pays; et elles le deviendront bien davantage si on leur en fournit les moyens. D'un autre côté, ces minorités ont toujours été un lien entre le Québec et les autres provinces canadiennes. En ce sens, on peut dire que ces minorités occupent une position clef au Canada, et qu'ainsi elles ont représenté jusqu'ici pour le pays une force de cohésion. Elles rattachaient les Canadiens français du Québec au reste du Canada pour des motifs spécifiquement canadiens-français. En outre, les Québécois ont toujours eu tendance à regarder la façon dont ces minorités étaient traitées dans leurs provinces comme l'un des signes sensibles du refus ou de l'acceptation, par les Canadiens de langue anglaise, de la dualité canadienne. Si donc les Québécois francophones allaient se désintéresser du sort des minorités françaises, et si en particulier ils adoptaient cette attitude parce qu'à leur avis le Canada de langue anglaise empêcherait celles-ci de vivre, alors, les tendances séparatistes risqueraient d'être stimulées d'autant.

116. Bref, le problème se trouve actuellement posé de la façon la plus radicale: les Canadiens français vont-ils se concevoir eux-mêmes comme un Canada français centré sur le Québec, mais vitalement solidaire de sa diaspora, ou comme une société exclusivement québécoise? C'est un problème qu'ils résoudront d'abord eux-mêmes, mais très certainement en fonction des attitudes adoptées par le Canada de langue anglaise. Ceci nous ramène à la notion centrale des *partenaires égaux*. Aux rencontres, quand un participant croyait à la réalisation éventuelle de cette égalité, il s'exprimait comme un «modéré» et recherchait, au sein de la Confédération, de nouveaux modes d'ajustement. Celui qui ne croyait pas à l'égalité se proclamait séparatiste ou exprimait des vues quasi-séparatistes. Quant aux autres, leur foi dans le fédéralisme variait selon leur attitude devant la notion d'égalité.

117. Les Canadiens de langue anglaise voyaient la situation d'une façon tout à fait différente. Ils ne pouvaient guère comprendre les sentiments et les idées qui agitent le Québec. Presque tous nous ont semblé satisfaits de la Confédération. La majorité d'entre eux estimaient qu'il est à peine, ou pas du tout nécessaire, d'apporter des modifications importantes aux relations qui existent entre eux et leurs compatriotes d'expression française.

Il était évident que la plupart des anglophones se préoccupent beaucoup moins que les francophones des questions que pose la dualité

Un choix  
fonda-  
mental

Au Canada  
anglophone:  
une perspec-  
tive diffé-  
rente

\* On trouvera à l'appendice V, aux tableaux 5, 6a et 6b, des statistiques sur la population française du Canada, par province.



canadienne. D'autres problèmes semblent occuper leur esprit bien davantage. En général, ils paraissaient s'intéresser vivement aux affaires et à la vie économique de leur localité. Ils aiment les réalisations tangibles et les objectifs pratiques. Les améliorations à apporter au bien-être et à l'enseignement, aux organisations sociales et économiques, ainsi que les problèmes internationaux: voilà ce qui retient surtout leur attention.

Lors de nos réunions, les intérêts provinciaux et régionaux se sont fortement manifestés. En effet, le manque d'information, tant sur le Québec que sur d'autres régions, nous a parfois frappés, de même que la difficulté éprouvée par plusieurs à envisager les problèmes importants d'un point de vue canadien, plutôt que régional. Néanmoins, il nous a semblé que, pour la plupart des Canadiens anglophones, Ottawa représente le «gouvernement national» beaucoup plus que pour les Québécois francophones.

Le voisinage américain est un autre sujet de préoccupation pour les Canadiens de langue anglaise. Pour certains, ce pays offre l'image d'une société riche et stimulante qu'on devrait imiter. D'autres le regardent comme une menace à l'indépendance, vu que les Américains possèdent et dominent dans une large mesure l'industrie canadienne. Les étroites relations nord-sud, entre certaines régions du Canada et des États-Unis, frappent le voyageur. C'est ainsi que les habitants de ces régions se sentiraient plus près des Américains que des Canadiens français; quelques-uns ont laissé entendre que leur province pourrait bien décider de s'unir aux États-Unis si les relations avec le Québec empiraient. Dans l'ensemble, l'assurance des Québécois francophones, lorsqu'ils envisagent l'avenir de leur propre société, a semblé plus grande que celle des anglophones quant au maintien de l'identité canadienne.

118. Il était difficile de mesurer la profondeur de l'attachement que les Canadiens de langue anglaise portent au Canada. S'ils avaient du mal à définir ce sentiment, c'est peut-être que les formules traditionnelles impliquent une solidarité britannique, et qu'en général, on ne voulait plus recourir aujourd'hui à ce genre de langage. Les liens historiques et sentimentaux avec la Grande-Bretagne semblent plus durables, dans certaines régions, quoique moins vigoureux que beaucoup de Canadiens français ne le croient, et n'influencent que médiocrement les affaires canadiennes. Ce qui a paru beaucoup plus vital, c'est le respect des institutions britanniques telles qu'adaptées aux nécessités canadiennes; bon nombre d'anglophones dont les ancêtres ne viennent pas des îles britanniques partagent ce sentiment. Par ailleurs, même ceux qui ont un vif attachement pour la Grande-Bretagne se font une haute idée de l'indépendance du Canada et de son identité historique.

Des liens  
étroits  
avec les  
États-Unis

L'arrière-  
plan  
historique

Comme les Canadiens anglais n'ont pas encore créé un vocabulaire, des symboles qui leur permettent d'exprimer avec assurance leur canadianisme, nous croyons que les Canadiens français ont généralement minimisé l'authenticité de ce patriotisme. En saisir la nature leur était difficile, car il ne correspond pas au nationalisme canadien-français.

Nul doute que l'attachement au territoire lui-même compte énormément pour les deux groupes. Beaucoup de Canadiens anglophones se remémorent l'ère des pionniers, qui a débuté vers le milieu du dix-huitième siècle dans les Maritimes, vers la fin de ce siècle et au début du dix-neuvième en Ontario et dans les Cantons de l'Est du Québec.

Dans les Prairies, on est fier d'avoir ouvert un aussi vaste territoire: entreprise collective d'hommes venus des plus anciennes parties du Canada—dont le Québec au tout début—des États-Unis et d'Europe.

Les découvreurs anglais ont atteint la Baie d'Hudson en 1610, les Prairies en 1694 et le bassin du Mackenzie en 1789. Des explorateurs et des commerçants de fourrures français étaient passés très tôt dans certaines de ces régions; ailleurs, dans le nord des Prairies, par exemple, et en Colombie britannique, les premiers Européens venaient de Grande-Bretagne. Tous les Canadiens, nous l'avons constaté, partagent donc cet amour d'un pays qu'ils ont colonisé.

119. Lors de nos réunions régionales, cependant, il nous a semblé que, pour beaucoup de Canadiens anglophones, s'ajoutait à cet amour de leur pays la fierté d'avoir été les principaux architectes du Canada moderne. Cela n'a pas été formulé explicitement. C'était pourtant comme s'ils se reportaient par la pensée à la longue période qui va de la fin du dix-huitième siècle jusqu'à nos jours. Leurs ancêtres, en effet, n'avaient pas d'abord cherché à créer une société distincte: ils voulaient plutôt, en tant qu'individus et membres d'une collectivité, jouer un rôle dans l'essor commercial et industriel qui porterait la prospérité à de nouveaux sommets dans le monde occidental. Le désir de créer dans la moitié septentrionale du continent un secteur de libre échange comparable aux États-Unis fut assurément une des causes déterminantes de la Confédération. Les centres métropolitains auxquels cet esprit d'industrialisation et de commerce a donné naissance—Toronto, Vancouver et Montréal (bien que Montréal soit au cœur même du Canada français)—sont pour eux des preuves concrètes des réalisations de leur groupe culturel.

Architectes  
du Canada  
moderne

Évidemment, un certain nombre d'anglophones se sont irrités qu'on entrave leur effort de bâtisseurs: ils tiennent à ce Canada auquel ils se sont identifiés depuis des générations. Certains d'entre eux, au moins, commençaient à percevoir que le Canada français leur demande de modifier leurs institutions pour faire une place à la langue et à la culture françaises. Généralement, ils ont manifesté de l'impatience et de l'irritation en entendant les Canadiens français se plaindre d'être, au-

jourd'hui, exclus des fonctions administratives au sein des sociétés industrielles et commerciales, car ces derniers auraient consacré presque toutes leurs énergies à créer d'autres genres d'institutions—la paroisse, le collège classique, l'entreprise familiale, et de nouvelles colonies agricoles.

Un grand  
attachement  
à la liberté  
personnelle

Cependant, nous l'avons constaté à plusieurs reprises, aucun sentiment conscient de discrimination raciale ne ternissait la fierté que des Canadiens ont si souvent manifestée, celle d'appartenir à un pays dont le niveau de vie est élevé, dont les relations commerciales avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Europe sont hautement développées et dont les institutions politiques demeurent solidement établies. Mais précisément, cette conviction que les libertés les plus importantes sont d'ordre individuel, conviction typique d'une majorité, fait qu'il leur est difficile de comprendre vraiment l'insistance du Canada français sur les droits collectifs—en particulier, sur les droits linguistiques dans le domaine économique.

«La nation»

Lorsque les anglophones parlaient de «la nation», ils voulaient d'ordinaire désigner l'ensemble des Canadiens. Ils ne se voyaient pas eux-mêmes comme un groupe national ou une «nation» au sens où l'entendent tant de Canadiens français. Quelqu'un a fait remarquer qu'il 'n'existe pas deux nations au Canada; il n'y en a qu'une: les Canadiens français, et tous les autres Canadiens'. Mais c'est partiellement à cause de l'authentique vigueur de leurs sentiments envers le Canada, qu'un aussi grand nombre d'interlocuteurs anglophones étaient irrités et bouleversés lorsqu'ils entendaient parler de mouvements qui diviseraient le pays.

Une attitude  
de supériorité

120. Beaucoup de Canadiens de langue anglaise semblaient rassurés par le fait qu'ils appartiennent à une grande culture commune à l'ensemble de l'Amérique du Nord et que des liens fraternels les unissent aux autres peuples de langue anglaise. Les anglophones en général adhèrent au libéralisme démocratique. Aux yeux du Canada anglais les apports de l'étranger nourrissent plutôt qu'ils n'altèrent la culture canadienne. Pour lui, le «non-moi» n'a jamais été aussi clairement défini que pour le Canada français dont les liens économiques et politiques avec la France furent brusquement rompus au dix-huitième siècle, tandis que les relations du Canada anglais avec l'Empire et les États-Unis se maintenaient et se multipliaient.

Nous avons remarqué que certains Canadiens anglophones attachent beaucoup d'importance à l'expansion de l'anglais dans le monde moderne; ce sentiment renforce leur assurance, qui s'est parfois manifestée par une attitude de supériorité à l'égard des Canadiens français. Nous croyons avoir décelé assez souvent cette attitude, même chez ceux qui faisaient des déclarations fort bienveillantes envers leurs concitoyens de langue française.



La question souvent posée: 'Que veut le Québec?' paraît révéler un intérêt authentique pour les aspirations des Québécois francophones. Mais, parfois, on avait l'impression qu'un supérieur se renseignait sur la requête d'un inférieur, afin de décider s'il accèderait ou non à certaines demandes. Ce sentiment de supériorité ressemble-t-il à celui d'une grande puissance envers sa colonie, comme certains jeunes Canadiens français l'ont prétendu? Parfois, cette attitude découlait de l'histoire: on a clairement fait allusion à la conquête, comme si les relations entre les Canadiens des deux langues avaient été fixées une fois pour toutes en 1759, sur les Plaines d'Abraham. Mais elle reflétait aussi la conviction qu'un groupe culturel égal au départ aurait pu se développer de la même façon que le Canada anglais, s'il n'avait fait alors un mauvais choix. Ainsi pensaient, de toute évidence, ceux qui ont carrément mis sur le dos des Canadiens de langue française la responsabilité des «problèmes du Québec». Leur sentiment de «supériorité» provient de l'avance qu'ils ont acquise dans le domaine des sciences et de la technologie. Bon nombre d'entre eux ne savent pas encore que le Canada français a commencé à produire des scientifiques, des ingénieurs et des administrateurs d'envergure et qu'il existe au Québec un dynamisme «vingtième siècle». S'ils l'ont compris, beaucoup d'entre eux estiment que les «retardataires» ne devraient pas tenter de modifier les normes d'admission au sein du nouveau monde économique («changer les règles du jeu au milieu de la partie», comme on nous l'a dit à Moncton)<sup>132</sup> et, qu'il leur faudrait se résoudre à regarder l'anglais comme la langue de l'avancement.

121. A l'heure actuelle, la minorité anglophone du Québec est dans une situation particulière et elle a des inquiétudes qui lui sont propres. Contrairement aux minorités françaises, ou autres, personne chez elle ne peut prétendre parler en son nom pour signifier ses besoins et protéger ses intérêts. Comme elle dirige son système d'enseignement, ses institutions industrielles et surtout financières, cela ne lui a pas été nécessaire jusqu'ici. Il est clair qu'une grande variété d'opinions et de sentiments agitent ce groupe. Certains semblent penser et agir comme si rien ne s'était produit dans leur province, au cours des cinq dernières années; d'autres sont profondément préoccupés de leur avenir. Le nombre de ceux qui prennent des leçons de français monte en flèche. Quelques individus, sympathiques au renouveau actuel, croient que l'évolution rapide du Québec a quelque chose de fascinant et présage de grandes réalisations. Selon nos renseignements, rares sont ceux qui ont quitté ou songent à quitter la province, et il semble que le monde des affaires en général jouisse d'une prospérité croissante.

La minorité  
anglophone  
du Québec

Nous n'avons tenu que des réunions privées à Montréal, où résident la plupart des Québécois anglophones. De ces brefs contacts se dégagent



de nouvelles impressions. Nous avons constaté que les Canadiens français de Montréal estiment tout à fait inacceptable que «la deuxième plus grande ville de langue française au monde» ait encore un visage anglais, que le commerce s'y fasse surtout en anglais, qu'elle soit tellement dominée par une élite économique canadienne-anglaise. Par ailleurs, les Montréalais anglophones savent que les Canadiens français sont loin d'être les seuls à avoir joué un rôle prédominant dans la croissance de la ville. Présentement, ceux dont l'origine ethnique ou la langue maternelle sont autres que françaises constituent plus du tiers de la population dans la région métropolitaine. Parmi eux, certains appartiennent à des familles qui s'établirent à Montréal vers le milieu du dix-neuvième siècle, alors que la présence anglaise s'y faisait sentir beaucoup plus qu'aujourd'hui.\* Nous croyons que Montréal en particulier doit faire l'objet de recherches détaillées.

Attitudes  
des Cana-  
diens anglo-  
phones face  
au Canada  
français

122. Les anglophones du pays manifestent à l'égard du Canada français les attitudes les plus variées. Certains, apparemment peu nombreux, ont des opinions extrêmes mais de caractère contradictoire. On a déploré, notamment, qu'il y ait des Canadiens français au Canada et que le français y soit reconnu comme langue officielle. D'autres désirent faire de l'anglais la seule langue courante. Quelques-uns nous ont dit: 'Que le Québec se sépare, s'il le veut. Nous n'en serons que mieux'.<sup>133</sup> La plupart de ces extrémistes semblaient croire que «la conquête» a déterminé à jamais les relations entre anglophones et francophones au Canada. Souvent, on englobait dans une même hostilité les Canadiens français et l'Église catholique.

Une autre opinion, à laquelle nous avons fait allusion, c'est que le français est appelé à disparaître à la longue, au Canada, comme langue de communication. L'îlot français, croit-on, ne saurait éviter d'être assimilé graduellement par la culture et la langue de l'Amérique du Nord. Certains de ceux qui favorisent présentement un usage plus courant du français partagent cet avis. Il semble que d'une génération à l'autre, en invoquant chaque fois des arguments nouveaux, beaucoup de gens continuent d'espérer que cette anglicisation massive est «*just around the corner*» sur un continent qui fut «le cimetière de tant de langues et de cultures».

Cette illusion a ses lettres de noblesse. Elle obtint l'adhésion de Lord Durham, il y a cent vingt-six ans. Le lord commissaire proposait une

\*Le Recensement fédéral de 1961 montre que dans la région métropolitaine de Montréal, 35,8 p.c. de la population est d'origine ethnique autre que française, et que pour 35,2 p.c. des gens, la langue maternelle n'est pas le français. Ne pas être Français n'implique pas que l'on fasse automatiquement partie du «Montréal anglophone», bien qu'historiquement les immigrants aient tendance à s'assimiler au milieu anglo-canadien plutôt qu'au milieu canadien-français. Dans la région métropolitaine, la proportion des Montréalais d'origine britannique est de 17,9 p.c. et de 23,4 p.c. pour ceux dont la langue maternelle est l'anglais. Par ailleurs, en 1861, à l'apogée de la présence anglaise à Montréal, le recensement donne les pourcentages suivants: d'origine britannique, 50 p.c.; d'origine française, 48,2 p.c. et d'autres origines ethniques, 1,8 p.c. Notons que ces chiffres de 1861 ne valent que pour la ville même et non pour sa région métropolitaine. Leur exactitude est contestable.

politique d'anglicisation qui inspira partiellement l'Acte d'Union, en 1840, et qui échoua. A cette époque, il y avait un demi-million de Canadiens français; ils sont aujourd'hui plus de cinq millions.

Ceci est en opposition aiguë avec le sentiment de la majorité des Canadiens français—sauf, peut-être, de certains séparatistes québécois qui optent pour la sécession, de crainte précisément que le régime confédératif n'aboutisse à l'anglicisation du Canada français. Si cette angoisse vitale s'emparait du Québec, on peut croire que celui-ci presque entier se ruerait vers le séparatisme.

123. Il nous a semblé qu'en général les anglophones avaient des opinions modérées. Ils n'ont aucune animosité envers les Canadiens français. Ils aimeraient que ces derniers soient heureux et participent intensément à l'expansion du Canada. Ils éprouvent beaucoup de respect pour la langue française, et ils voudraient qu'un plus grand nombre de jeunes Canadiens anglophones apprennent mieux le français. Ils paraissent renversés et souvent blessés par les nouvelles en provenance du Québec.

Modération,  
mais  
incompréhension

Il est tragique de constater combien peu les Canadiens de langue anglaise sont conscients des sentiments et des aspirations des Canadiens français. Très peu sont parvenus à saisir les problèmes que le renouveau québécois pose à tous les Canadiens.

Nous ne voulons pas, cependant, peindre un tableau plus sombre que nature. A chaque réunion, nous avons entendu des observations remarquables par la connaissance du Québec et du Canada qu'elles révélaient. Partout, se sont levés des participants, souvent des jeunes, capables d'expliquer la situation, et de juger lucidement les changements en cours, au Québec. Nous avons eu l'impression que cet esprit de compréhension est en progrès chez les anglophones. Beaucoup de ceux qui n'ont pas encore saisi la nature de ces problèmes semblent vouloir en connaître les causes profondes et se demander quels changements s'imposent.

Il faudrait ajouter que certains font porter à la fois sur les anglophones et les francophones la responsabilité de la crise actuelle. Ils croient, d'une part, que les Canadiens de langue anglaise ont été moins que justes et que, d'autre part, les francophones du Québec sont eux-mêmes responsables de bon nombre de leurs propres difficultés. Pour prouver ce dernier point, on a fait état de la vague d'autocritique qui sévit au Québec.

Il nous a toutefois paru évident, comme nous l'avons déjà signalé, que la plupart des anglophones se méprennent sur la nature des problèmes soulevés par le Canada français contemporain. Pour un très grand nombre, le Canada apparaît essentiellement comme un pays de langue anglaise, avec une minorité francophone à laquelle on a accordé certains droits restreints. En général, ils ne semblent pas, jusqu'ici, avoir compris ou être prêts à accepter les conséquences de «l'égalité des deux peuples».

## Les «autres» cultures

Divers degrés  
d'intégration

124. Une forte majorité des Canadiens d'origine autre que française ou britannique parlent l'anglais, l'emploient régulièrement dans leur vie quotidienne et sont plus ou moins intégrés dans la société anglophone. Beaucoup moins nombreux sont ceux qui parlent le français et semblent destinés à faire partie de la société de langue française. Quand ils vivent dans un milieu où leur propre langue est d'un usage constant, assez rares sont ceux qui parviennent à s'exprimer dans l'une ou l'autre des langues officielles. Parmi ceux qui emploient habituellement l'anglais ou le français dans leur travail quotidien, et ils sont nombreux, certains désirent ardemment conserver aussi leur propre langue et leur héritage culturel; d'autres acceptent que leurs enfants grandissent comme s'ils étaient des Canadiens d'origine britannique ou française, ou sont eux-mêmes assimilés depuis longtemps. Pourtant, répétons-le, nous avons été frappés, surtout à la réunion préliminaire d'Ottawa, du nombre de représentants de ces groupes qui parlent couramment l'anglais et le français.

Une richesse  
culturelle  
et une  
expérience  
canadienne

Bon nombre de Canadiens nous ont parlé à maintes reprises des problèmes très sérieux, parfois épineux, qu'ils rencontrent au Canada. Nous avons ainsi commencé à apprendre et à mesurer l'importance des richesses culturelles qu'ils ont apportées avec eux et qu'ils désirent préserver. Nous connaissons mieux leurs difficultés, mais aussi leurs fiertés et leur sentiment d'appartenance au Canada. Si, par exemple, des Canadiens d'origine ukrainienne s'élevaient vivement contre la notion de «deux peuples fondateurs», c'est qu'ils avaient conscience d'avoir eux-mêmes défriché et ouvert de grandes étendues de territoire, dans l'Ontario-Nord et les Prairies, et ainsi d'avoir contribué à la «fondation» d'une partie du Canada moderne.

Les représentants de certains groupes ethniques ont déjà formulé leurs revendications qui, dans l'ensemble, sont assez modestes et dont quelques-unes figurent dans la deuxième partie de cet exposé. Il est entendu que nous les étudierons dans notre rapport final. La question que nous nous posons ici est plus circonscrite: quel rôle jouent les autres groupes ethniques dans la crise qui risque aujourd'hui de déchirer le Canada?

Des  
groupes  
divers

125. Il est malaisé de caractériser un ensemble si profondément divers: chaque groupe ethnique possède sa langue et sa culture originelles. Au sein d'un même groupe, on trouvera plusieurs divergences dues à la géographie du pays et aux caractéristiques individuelles. Leur expérience «canadienne» diffère dans le temps et l'espace: il y a loin du petit-fils d'un immigrant à Montréal à celui qui a vécu lui-même l'expérience traumatisante du déracinement en Saskatchewan. S'il n'est pas toujours facile aux Canadiens des deux cultures traditionnelles de se situer par rapport à leur origine, que dire du Canadien d'autre origine



pour qui l'intégration est parfois une expérience fort dramatique?

En outre, certains de ces groupes ne se sont même pas présentés devant nous lors des réunions régionales. Nous avons rencontré très peu de Canadiens d'origine allemande ou hollandaise, relativement peu de Polonais, d'Italiens et de Finlandais, tandis que les Ukrainiens étaient nombreux. Enfin, chez ceux qui ont participé aux discussions, les réactions furent très dissemblables d'une minorité à l'autre. A quelques exceptions près, ces groupes grandirent en nombre plusieurs années après la Confédération. Pourtant, il ne semble pas que les immigrants—sauf ceux qui se sont établis au Québec—aient toujours été conscients d'entrer dans un pays bilingue et foncièrement biculturel; plusieurs ont même remarqué que le Canada leur avait été présenté comme un pays unilingue, de langue anglaise, ou même comme une simple colonie britannique. C'est pour cette raison que les revendications des Canadiens français leur apparaissent comme un fait nouveau qui les surprend à plusieurs égards.

Ainsi, la théorie des deux «partenaires égaux» leur paraît suspecte: ils y voient une tentative de fabriquer une «aristocratie» dont ils seraient exclus. Par réaction, certains voudraient définir le Canada comme une collection de minorités parmi lesquelles il ne serait pas juste d'en choisir une seule, fut-elle la plus considérable, pour la doter d'un statut privilégié: mieux vaut accepter selon eux le fait de la multiplicité des cultures et reconnaître une seule langue de communication, l'anglais, sauf peut-être dans le Québec où la langue dominante serait le français. Et l'on revient ainsi souvent, par un détour et avec de nouveaux arguments, au concept du Canada pays anglais avec l'enclave française du Québec.

Méfiance  
et  
divergences

Cependant, l'argument invoqué plus haut se retourne: s'il est vrai que certains immigrants d'hier ne sont guère conscients du fait qu'ils appartiennent à un pays bilingue et biculturel, il nous a semblé également sûr que d'autres Canadiens se rendent mal compte de cette présence relativement nouvelle parmi eux. Il nous paraît qu'une évolution s'impose dans la manière de penser des Canadiens d'origine britannique et française: désormais, ils ne sont pas seuls au Canada et il leur faudra tenir compte de ce fait humain de grande importance.

Ici et là, l'idée d'un «melting pot» à l'américaine perçait dans ces discussions. D'autres—les Ukrainiens en particulier—aimaient à souligner le «multiculturalisme» comme caractère marquant de la société canadienne. Il nous a semblé pourtant que les États-Unis exerçaient une attirance prépondérante sur les opinions de plusieurs groupes ethniques: image d'un vaste pays où l'on se targue de réaliser l'unité sans tenir compte des langues ou des cultures.

Il y avait certes d'autres voix et opinions. On nous a proposé une gamme variée de vues qui témoignent des tentatives d'inscrire les



autres groupes ethniques dans un contexte réellement canadien, en dehors du «melting pot» et de la «balkanisation». Nous avons remarqué plusieurs fois l'évidence d'un grand désir de collaborer à l'unité du pays et de participer à la vie canadienne selon les exigences contemporaines. Mais nous ne pourrions pas dire que les autres groupes ethniques nous ont proposé une formule claire, uniforme et définitive. Eux aussi se cherchent dans les remous actuels; avec les meilleures intentions ils doivent poursuivre l'examen de conscience collectif.

Dans la mesure où les réclamations de certains groupes ethniques rendent plus difficile la conscience de la dualité fondamentale du pays, dans cette mesure elles aggravent l'état de crise au Canada. Elles fournissent surtout de nouveaux arguments aux partisans d'un Canada unitaire.

Par ailleurs, le cas des Canadiens d'autre origine que britannique ou française fait surgir un nombre de questions qui permettent de mieux situer la réalité canadienne et d'apprécier plus justement les difficultés présentes.

126. Dans ce conflit qui divise les deux sociétés en les opposant l'une à l'autre, Indiens et Esquimaux occupent une place à part. Quand il fut question de bilinguisme à la rencontre de l'Indian-Eskimo Association, à London, les plus vieux des chefs présents exprimèrent la crainte que certains changements n'affectent leur statut: «Notre traité fut rédigé en anglais et signé avec les Anglais. Si nous en changeons la langue, le traité devient nul».<sup>134</sup> Les plus jeunes se montrèrent intéressés à cette question, mais un seul d'entre eux, appartenant au National Indian Council, reconnu qu'il ne faisait aucun doute, à ses yeux, 'que le français est langue officielle au Canada'. A la rencontre régionale de Victoria, un chef indien auquel on demanda s'il croyait qu'on devait accéder aux demandes des Canadiens français eut cette réponse: 'Certainement. Si un autre groupe peut réussir là où nous avons été condamnés à mort, nous nous en réjouissons'. Puis il ajouta que 'ses petits-enfants ne savent plus la langue de son peuple, mais peuvent parler français...' A Toronto, les membres de l'Indian Advisory Committee of the Ontario Department of Public Welfare nous ont dit: 'Si la loi du pays exige qu'on parle deux langues, les Indiens s'y conformeront'.<sup>135</sup> Mais, avant tout, ils ont voulu insister sur la nécessité de maintenir l'unité des provinces confédérées: 'Le séparatisme ne résoudra pas le problème. Il multipliera les problèmes des Français—ils ne devraient pas tenter de s'isoler dans une seule province'.<sup>136</sup>

### Deux systèmes d'explication

127. Notre rapport préliminaire a surtout mis en lumière les contrastes entre les deux sociétés, et ceci est pleinement justifié, à notre avis,

Les  
«premiers»  
Canadiens

Dialogue  
ou soliloques

parce que c'est l'impression la plus profonde que nous conservions de nos rencontres régionales.

Ces contrastes s'étendent à tous les aspects de la vie politique, sociale et culturelle. Ils ont fait ressortir une foule de questions et de problèmes qui sont au cœur même de l'enquête que la Commission poursuit en ce moment. Il nous a paru, et nous l'avons souligné, que les participants aux rencontres régionales recouraient à des systèmes d'explication différents et sous plusieurs aspects opposés. Ils voulaient ainsi rendre compte de la situation de leur culture et de leur groupe telle qu'elle apparaît à leurs yeux.

Sur le plan politique, faut-il expliquer les tensions actuelles par le fait que les conceptions dominantes régissant les règles du jeu sont fondamentalement d'inspiration anglophone et qu'elles ont été formulées par et pour une majorité indifférente aux besoins et aux aspirations de la minorité? Ou au contraire par le fait que les revendications et les récriminations de la minorité sont largement injustifiées eu égard aux droits qu'elle possède déjà et aux concessions et privilèges qui lui ont été octroyés dans le passé? Sur le plan social et économique, faut-il expliquer la situation actuelle par une forme quelconque de discrimination pratiquée contre la langue française et les Canadiens français, ou par le genre de formation intellectuelle et technique que ceux-ci reçoivent dans le Québec? Dans l'un et l'autre cas, l'un ou l'autre de ces deux systèmes d'explication suffirait-il à rendre compte de toute la réalité?

Nous tenterons d'aborder ces questions dans notre rapport final, parce qu'alors nous serons mieux armés pour y répondre. Soulignons pour l'instant que les deux systèmes ne sauraient être tout à fait vrais ensemble, et que fort probablement ils sont tous deux incomplets. Il nous a paru que, trop souvent, on les utilisait comme des armes et non comme moyens de rendre compte de la réalité; ainsi ils auraient traduit des attitudes passionnées au moins autant que des jugements objectifs. Les faits eux-mêmes sont souvent mal connus, et pourtant de part et d'autre on les affirmait avec vigueur, comme s'ils étaient indiscutables. On suivait sa propre trajectoire, sans s'inquiéter de celle des autres. Comme l'écrivait Durham, en 1838, les Canadiens «vivent ainsi dans un monde d'illusions, où chacune des factions est dressée contre l'autre, non seulement à cause de divers sentiments et opinions, mais en vertu d'une croyance en un tout autre système de réalités...» C'est ainsi que très souvent, un siècle et quart après le rapport Durham, les rencontres régionales nous ont donné le sentiment d'assister, non à un dialogue, mais à deux soliloques.

128. Il nous semble vital pour tous les Canadiens, quelle que soit leur origine, que soient résolus les problèmes aigus provoqués par la dualité

Égaux et  
partenaires?

du Canada. Nous devons rappeler que dans les secteurs les plus extrêmes, nous avons rencontré, même parmi ceux qui sont, par ailleurs, des «modérés»:

- des anglophones, de diverses origines, qui rejettent l'idée même de l'égalité;
- des francophones qui refusent de considérer la notion même de «partenaires».







129. Tout ce que nous avons vu et entendu nous a convaincus que le Canada traverse la période la plus critique de son histoire, depuis la Confédération. Nous croyons qu'il y a crise: c'est l'heure des décisions et des vrais changements; il en résultera soit la rupture, soit un nouvel agencement des conditions d'existence. Nous ignorons si cette crise sera longue ou brève. Nous sommes, toutefois, convaincus qu'elle existe. Les signes de danger sont nombreux et sérieux.

Aux yeux d'une partie imposante de la population, ce qui se passe au sein de grandes institutions publiques et privées est un sujet de profond mécontentement; mais cette situation laisse la plupart des autres Canadiens d'autant plus indifférents que parfois ils n'en soupçonnent même pas l'existence.

Nos contacts avec des milliers de Canadiens français, des régions et des milieux sociaux les plus divers, nous ont montré jusqu'à quel point, pour la plupart d'entre eux, les questions de langue et de culture ne se posent pas dans l'abstrait. Elles sont enracinées dans la vie réelle: travail quotidien, réunions, rapports avec les sociétés publiques et privées, forces armées. Elles sont inséparablement reliées aux institutions sociales, économiques et politiques qui déterminent le mode d'existence d'un peuple et qui devraient répondre à ses besoins comme à ses aspirations. Les opinions que nous avons entendues reflétaient souvent des expériences individuelles et collectives: d'où notre conviction qu'on ne saurait les modifier en faisant simplement appel à des idées abstraites comme «l'unité nationale». Il nous a semblé que le mécontentement et l'esprit de révolte étaient provoqués par certains aspects de la réalité, plutôt que par la propagation de certaines doctrines.

En même temps, il nous arrivait sans cesse de rencontrer des anglophones, dont beaucoup manifestaient de la bonne volonté, mais qui semblaient tout ignorer des expériences quotidiennes d'où surgit le mécontentement de leurs compatriotes francophones. La plupart ne comprenaient pas non plus la tendance profonde de tant de Québécois vers une autonomie accrue et leur conviction grandissante que le Québec devient une nation distincte, maîtresse de ses institutions économiques et sociales. Ainsi donc se creuse un large fossé à cause de l'ignorance des faits chez les uns et d'aspirations vivaces chez les autres.

Nous sommes convaincus qu'il est encore possible de redresser la situation. Mais une opération majeure s'impose. C'est tout le corps social qui semble atteint. La crise est rendue au point où il y a danger que la volonté ne commence à céder.

Ceci est un premier diagnostic, et non pas une prophétie. Nous décrivons ce que nous avons vu, nous résumons ce que nous avons entendu, et sans le moindre défaitisme, car la réalité a aussi, fort heu-

reusement, un autre visage. La plupart des personnes que nous avons rencontrées aiment le Canada. Nous croyons qu'une fois devenues conscientes du péril qui le menace, elles s'appliqueront à en supprimer les causes. Mais la crise nous paraît désormais un fait indéniable.

130. Le Canada a déjà traversé d'autres crises moins profondes, qui ont révélé les conceptions très différentes que francophones et anglophones se font de leur pays. Nous avons constaté que le souvenir de ces événements passés est encore très vivant, surtout au Canada français. Ainsi, après chaque conflit, peu importe la façon dont il est réglé, se renforce, de part et d'autre, un sentiment d'injustice.

Le Canada est né de conflits entre les «deux peuples fondateurs», et de l'imposition, par l'homme blanc, de sa culture aux premiers occupants indiens et esquimaux. Du point de vue de l'Indien, les Français et les Anglais détiennent le même titre de propriété: la conquête. Le Québec est enclin à penser que les Français furent des colonisateurs et les Anglais, des envahisseurs. Nous l'avons déjà indiqué: ces guerres anciennes elles-mêmes ne cessent, d'un côté comme de l'autre, d'influencer le comportement actuel. Les jeunes qui détruisent des monuments à Québec veulent qu'on récrive l'histoire—du moins en tenant compte de l'avenir. Le Canadien anglais, quand il évoque cette période ancienne, désire habituellement restaurer les monuments et symboliser ainsi un retour au statu quo; ou bien ce qui lui reste dans l'esprit, c'est surtout l'avènement du gouvernement représentatif, puis du gouvernement responsable et les autres victoires constitutionnelles, qui ont fait le Canada actuel: soit une «nation» qui donne à ses citoyens la possibilité de se réaliser et qui occupe une place importante dans les affaires du monde. Pour les Français, Lord Durham est le grand assimilateur; pour les Anglais, c'est le grand décolonisateur.

On connaît bien les conflits survenus depuis la Confédération; cependant les deux partenaires les voient sous un jour tout à fait différent. Riel, le «meurtrier», fut pendu; Riel, le défenseur des droits des minorités, fut assassiné judiciairement. Un Parlement fédéral à prédominance anglaise a doté le Manitoba, lors de sa création, des deux langues officielles et d'écoles séparées. Mais les Manitobains eux-mêmes ont aboli ces droits et, lorsque le gouvernement au pouvoir à Ottawa proposa de rétablir les écoles malgré l'opposition de cette province, la population du Québec vota en masse pour Laurier qui refusait d'user de contrainte. Or aux yeux du Québec, l'expérience du Manitoba démontre que partout «les Anglais» sont indignes de confiance, et qu'aux moments décisifs, la majorité l'emporte toujours. Le règlement 17, adopté en 1913 en Ontario, qui restreignait rigoureusement l'usage du français comme langue d'enseignement dans les écoles séparées, fut abrogé plus tard par un autre gouvernement de l'Ontario; mais ce changement d'attitude a peu fait pour dissiper l'animosité engendrée par l'adoption du règle-

ment. La conscription de 1917 et celle de 1942 apparaissaient à bon nombre de Canadiens anglais comme une nécessité, pour un pays engagé jusqu'à la victoire dans des guerres cruciales; mais au Québec, cette mesure semblait entraîner un peuple pacifique dans des conflits n'intéressant essentiellement que les Canadiens d'origine britannique.

Toutefois, ces désaccords antérieurs furent réglés d'une façon ou d'une autre. Mais ils ne sont pas étrangers à la crise présente. Au contraire, il nous paraît qu'enregistrés dans la mémoire des «nations» sous forme de jugements synthétiques («les Canadiens français ne sont jamais contents», ou «les Canadiens anglais ne nous comprendront jamais»), ces conflits mal dénoués cumulent cette fois dans une crise moins spectaculaire mais autrement profonde, et qui serait, outre ce qu'elle a de neuf, la somme et la consommation de tous les affrontements passés. Les discordes précédentes n'ont pas sérieusement menacé les fondements de l'État. La crise actuelle est d'un ordre différent. Jamais auparavant, sauf peut-être parmi quelques individus et quelques groupes, on n'avait eu le sentiment que les principes sur lesquels se fonde l'existence du peuple canadien étaient en jeu.

Cette fois-ci, comme nous l'avons noté à plusieurs reprises dans ces pages, les données de la situation sont complexes et difficiles à définir à cause de leur interdépendance. Il n'y a pas qu'un seul secteur de la vie canadienne qui soit battu en brèche; l'essentiel est menacé, c'est-à-dire la volonté de vivre ensemble, du moins dans les conditions actuelles.

131. Ce qui est en jeu, c'est l'existence même du Canada. Quel genre de pays sera-t-il? Va-t-il survivre? Ces questions ne sont pas de simples hypothèses de théoriciens; ce sont des collectivités qui les posent. Et d'autres groupes accroissent la gravité de la situation en refusant de se poser les mêmes questions.

Les principaux protagonistes du drame, qu'ils en soient pleinement conscients ou non, sont le Québec français et le Canada anglais. Et il ne s'agit plus, selon nous, du conflit traditionnel entre une majorité et une minorité. C'est plutôt un conflit entre deux majorités: le groupe majoritaire au Canada et le groupe majoritaire au Québec.

Cela revient à dire que le Québec francophone s'est longtemps comporté un peu comme s'il acceptait de n'être qu'une «minorité ethnique» privilégiée. Aujourd'hui le Québec, si nous en croyons les opinions si souvent répétées devant nous, se regarderait lui-même comme une société presque autonome et s'attendrait à être reconnu comme telle.

Cette attitude se rattache à un espoir traditionnel au Canada français: celui d'être l'égal, comme partenaire, du Canada anglais. Si l'on estime que cette idée est irréalisable parce qu'on ne peut concevoir une telle égalité ou qu'on ne peut l'accepter, nous croyons que de la déception naîtra l'irrémissible. Une importante fraction du Québec francophone est déjà tentée de faire cavalier seul.

Menaces  
à l'existence  
du Canada



## Accommodements

Nous savons bien que nul ne saurait prédire l'avenir et que le tableau des événements change pendant que nous rédigeons ce rapport. Depuis la création de la Commission, en juillet 1963, beaucoup d'accommodements ont été négociés. On a apporté, dans les relations fédérales-provinciales, des ajustements correspondant à certaines exigences particulières du Québec. Les programmes conjoints entre le fédéral et les provinces, si intimement liés à l'histoire récente de notre constitution, ont cédé la place à une formule d'option. Les projets pour l'établissement d'une caisse fédérale de retraite ont été adaptés aux besoins du Québec, et le partage des impôts a grandement accru la liberté du Québec «d'agir seul». En effet, les revenus dont la population québécoise peut bénéficier par l'entremise de son gouvernement ont augmenté sensiblement. La visite de Sa Majesté, en octobre, a mis en lumière des forces et révélé des courants de pensée qui obligent tout le monde à de sérieuses réflexions. L'opinion semble évoluer rapidement, surtout au Québec, et nous ne pouvons en prévoir les nouvelles orientations. Toutefois, malgré l'importance de ces événements et de ces ajustements, les vues exprimées devant nous reposent, nous en sommes persuadés, sur des attitudes trop profondément enracinées pour qu'elles aient pu être modifiées de façon significative ou permanente. Nous devons donc le répéter: nous avons trouvé des preuves irréfutables qu'un danger grave menace l'avenir du Canada.

Les raisons  
d'espérer

132. Par ailleurs, nous ne pouvons pas ne pas voir, et il devrait en être ainsi pour tous les Canadiens, qu'il existe aussi des raisons d'espérer. Bien qu'ils aient des perspectives différentes, les Canadiens de diverses origines ont beaucoup de choses en commun. Ils sont héritiers, à divers titres, d'une même grande tradition européenne avec laquelle ils demeurent en contact par-delà l'océan. Ils vivent ensemble depuis plus de 200 ans; ils sont influencés de la même façon par la géographie et les conditions de vie de l'Amérique septentrionale. Ils ont tous le même amour pour le sol de leur pays. En voyage, les Canadiens anglophones et francophones constatent souvent qu'ils ont plus en commun les uns avec les autres qu'avec les étrangers. Tous les Canadiens vivent dans une société moderne, technologiquement avancée, avec tout ce que cela comporte de problèmes et d'avantages. Au Québec le progrès avive peut-être le sens de la concurrence entre les Canadiens des deux langues; mais à cause de cela, ils ont plus que jamais des choses à se dire.

Les signes d'évolution qui se manifestent dans l'attitude des Canadiens de langue anglaise justifient, croyons-nous, un certain optimisme. Le nombre de ceux qui comprennent les problèmes de l'heure semble augmenter, et encore plus rapidement, le nombre de ceux qui voudraient les comprendre. Au Québec, l'envergure même des progrès réalisés peut

servir à atténuer les frustrations que bon nombre ressentent, et les amener, par le fait même, à blâmer moins volontiers la majorité de langue anglaise et à mieux reconnaître leur propre responsabilité. Au cours de l'année, nous avons également noté, surtout au Nouveau-Brunswick, mais aussi dans d'autres parties du Canada, des attitudes plus compréhensives envers les aspirations et les besoins des minorités francophones. A notre avis, le Canada anglais comprend beaucoup mieux qu'il y a quelques années, la nécessité de certains ajustements.

Si l'on voyage à travers le Canada, d'un océan à l'autre, si l'on s'entretient avec des milliers de Canadiens de formation et d'origine différentes, comme nous l'avons fait, comment ne pas être frappé des énormes ressources de notre pays et de notre peuple. Il nous a semblé à maintes reprises que les problèmes qui existent actuellement entre les différentes collectivités canadiennes freinent la réalisation de grands progrès. Nous sommes persuadés que la solution du dilemme engendré par la dualité canadienne libérerait une immense énergie et de grandes forces créatrices. Les différences et les tensions mêmes qui existent entre Canadiens pourraient alors devenir une source de vitalité. Il serait possible de canaliser ce surplus d'énergie au profit de tous les citoyens: pour améliorer les conditions économiques et sociales; pour augmenter les possibilités de succès de chaque individu, quelle que soit sa langue, et pour accroître la contribution du Canada au bien-être de l'humanité. Alors apparaîtraient les énormes ressources des deux groupes culturels, français et anglais, compte tenu de l'apport enrichissant des Canadiens des autres cultures, si chacun travaillait à sa manière, à la réalisation de projets communs.

133. Il faudra, toutefois, que les deux principaux groupes de Canadiens amorcent des négociations d'une vaste portée. Nous croyons que le Canada continuera de vivre et de prospérer, à condition d'en arriver à un compromis satisfaisant, entre ce qui est pour les Canadiens français un minimum vital, et, pour les anglophones, un maximum acceptable. Dans notre rapport final, nous espérons recommander des ajustements et des réformes qui soient raisonnables et équitables. Cependant, des changements, si nécessaires soient-ils, ne pourront être apportés et réalisés, que si, de part et d'autre, il existe une volonté puissante et ferme d'entente en vue du bien général.

A notre avis, cependant, une solution positive de l'état de crise actuel exige des conditions préalables essentielles, notamment une profonde transformation des attitudes.

134. Nous suggérons en particulier à tous les Canadiens de scruter la notion même de démocratie. Trop souvent on a ramené celle-ci au simple jeu de la majorité et de la minorité. Des anglophones ont évoqué devant la Commission la «loi de la majorité» comme ils auraient brandi

La volonté  
de négocier

La démocratie  
canadienne: ce  
qu'elle est  
et ce qu'elle  
peut devenir

une arme menaçante; des francophones, qui s'étaient plaints amèrement des conséquences de cette «loi», exprimaient le désir de l'utiliser à leur profit dans un Québec plus ou moins indépendant.

Il est vrai que cette règle a joué à quelques reprises dans l'histoire canadienne, laissant à ceux qui en ont subi le poids des souvenirs cuisants. Et le fait qu'une majorité culturelle peut toujours y recourir risque d'apparaître à la minorité comme une menace pour sa liberté. Mais la façon de voir que nous venons d'illustrer est si incomplète qu'elle en devient caricaturale.

Elle ne tient pas compte des garanties constitutionnelles que peut recevoir une minorité culturelle. Elle oublie que nous vivons dans une fédération: c'est ainsi que la division des pouvoirs entre Ottawa et les provinces se trouve, dans le Québec et pour les questions provinciales, à réduire la «majorité anglaise» à l'état de minorité, tandis qu'elle donne à la «minorité française» le statut de majorité; qu'on songe aux conséquences de ce fait, par exemple, dans les domaines de l'éducation et des richesses naturelles. Ramener le fonctionnement d'une démocratie parlementaire au jeu simpliste du nombre, c'est raisonner dans l'abstrait. En réalité, les décisions prises au Parlement (comme d'ailleurs dans les Assemblées législatives) résultent d'un processus autrement compliqué et subtil: discussions ou compromis à l'intérieur des ministères et des partis, où les deux groupes sont présents; considérations politiques et influences économiques de divers ordres; tractations fédérales-provinciales dans certains cas, et ainsi de suite. Enfin, dans une infinité de questions, les facteurs ethniques et culturels n'interviennent aucunement ou sont de peu de poids. Il paraît urgent que des réflexions de ce genre sur le régime politique soient approfondies et portées à leur terme. C'est un travail que nous poursuivons, en tout cas, de notre côté, dans l'espoir de mieux établir de quelle façon l'égalité culturelle peut être réalisée, sans injustice pour quiconque et sans rupture.

135. Notre enquête, jusqu'ici, nous donne le sentiment que les Canadiens de langue anglaise, en général, doivent en venir à reconnaître l'existence, au Canada, d'une société francophone vigoureuse, et à s'intéresser davantage aux aspirations, aux frustrations et aux réalisations des Canadiens français, tant au Québec que dans les autres provinces. Ils doivent arriver à comprendre ce que cela signifie d'être membre d'une minorité, d'un peuple associé mais minoritaire, pour accorder à cette minorité les garanties dont peut se passer une majorité. Déjà, il y a plus d'un siècle, Sir John A. Macdonald écrivait à un ami de langue anglaise: «Traitez les Canadiens français comme une nation, et ils se comporteront comme le fait généralement un peuple libre, c'est-à-dire généreusement. Traitez-les comme une faction, et ils deviendront factieux».\* Il faut donc qu'ils acceptent, comme nécessaire à la survi-

Nécessité  
de mieux se  
comprendre

\*Cf. Brown Chamberlin Papers, vol. 2, Macdonald à Chamberlin, le 21 janvier 1856



vance du Canada, une association réelle comme il n'en peut exister qu'entre partenaires égaux. Ils doivent être prêts à discuter, franchement et sans préjugés, les conséquences pratiques d'une telle association. Dans une certaine mesure ils doivent se résoudre, au prix de nouvelles conditions, à assurer l'avenir de l'unité canadienne, et s'attendre à ce que le partenaire de demain soit assez différent de celui d'hier.

De la même façon, cette enquête nous porte aussi à croire que les Canadiens français doivent être disposés à réagir favorablement, s'il se produit des événements significatifs conduisant à un meilleur mode d'association. Il sera nécessaire que les Québécois francophones modifient leur tendance actuelle à ne s'intéresser vraiment qu'à leurs seules affaires, et à se replier sur eux-mêmes. Les problèmes qui affectent l'ensemble du Canada sont aussi leurs problèmes. Ils doivent se méfier de cette façon de penser qui place «la nation» au-dessus de toutes autres considérations et valeurs. Eux aussi, comme les anglophones, devraient oublier la conquête et tous les effets psychologiques qui, selon eux, en auraient résulté. Ils devraient éviter de blâmer les anglophones pour leurs propres insuffisances, se rappelant, à l'occasion, que les Canadiens de langue anglaise ont aussi leur propre sensibilité. Enfin, tout comme les anglophones, ils ne doivent pas oublier que toute association qui fonctionne est basée sur l'échange de bons procédés entre partenaires.

136. Les dix membres de la Commission sont convaincus que, dans la conjoncture actuelle, un grave danger menace l'avenir du Canada et de tous les Canadiens. Certains croient que les problèmes s'ame-  
nuiseront et disparaîtront avec le temps. C'est possible mais, à notre avis, il est plus probable que la situation ira s'aggravant, à moins de réformes capitales, et qu'elle pourrait se détériorer plus rapidement que beaucoup ne le croient.

La montée  
des périls

Il existe des signes encourageants: de grandes possibilités d'avenir s'offrent au Canada. Mais nous sommes convaincus qu'il importe d'abord de conjurer les périls.









137. Ceci, soulignons-le en terminant, n'est qu'un rapport préliminaire—c'est-à-dire un ensemble de vues provisoires sur une situation que nous avons rapidement examinée. Si nous avons éprouvé la nécessité de les présenter à nos compatriotes, c'est qu'elles correspondent à des convictions unanimes, auxquelles sont librement parvenus dix Canadiens des deux cultures ou appartenant à des milieux intégrés à ces cultures. C'est aussi parce que les impressions de ces hommes sont vite devenues un sentiment d'urgence.

Des vues  
provisoires

Mais on ne saurait attendre d'un exposé de ce genre qu'il aboutisse à des recommandations précises. Celles-ci concluront le rapport final de la Commission, rapport qui sera fondé sur des données objectives.

138. Pour y parvenir, la Commission approfondira tous les mémoires: ceux qu'elle a déjà reçus et ceux qu'elle compte recevoir. Elle procédera à des audiences publiques. Elle multipliera les contacts plus particuliers avec les individus, les institutions, les associations et les milieux qu'elle jugera nécessaire de rencontrer. Elle recevra, dans la mesure du possible, ceux qui en manifesteront le désir.

Les  
mémoires

139. Durant le même temps, elle continuera de travailler, avec la collaboration d'un groupe de spécialistes, à la réalisation de son programme de recherches.

L'ampleur  
et le rôle  
des recherches

La Commission a entrepris de vastes recherches, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord il manque une solide information sur le rôle que jouent dans notre société les membres des différents groupes culturels, et sur les multiples façons dont ces groupes s'influencent réciproquement—parfois pour le mieux, parfois au prix de tensions et de méfiances. Dans le fonctionnarisme fédéral, les affaires, les associations bénévoles, les arts et les lettres, les partis politiques et le gouvernement, se rencontrent des Canadiens de formations diverses; l'éducation et les organes de communication leur parlent les uns des autres. C'est seulement grâce à une étude approfondie que la Commission peut espérer découvrir les points faibles, les lignes de force et les promesses de nos relations biculturelles. Seules des recherches poussées et objectives lui donneront une certaine garantie que ses recommandations sont réalisables, qu'elles sont adaptées, d'une part à la situation actuelle, d'autre part aux objectifs de l'égalité culturelle entre les deux peuples fondateurs, compte tenu de la participation pleine et entière des autres groupes ethniques.

Les recherches permettront également à la Commission de vérifier l'exactitude des déclarations qui ont été ou qui seront faites devant elle sur les Canadiens des différentes cultures. Il est souvent difficile de distinguer entre fait et préjugé, réalité et mythe. Malgré leurs bonnes dispositions, beaucoup de Canadiens acceptent des demi-vérités et des faussetés au sujet des groupes dont la formation et le mode de vie leur sont mal connus.



Enfin, les résultats des recherches, qui seront publiés avec les recommandations, constitueront une riche documentation et pourront alimenter, dans l'avenir, études et réflexions. Ces nouveaux renseignements et ces perspectives devraient aider à orienter le débat sur les relations entre nos cultures, et à concrétiser des questions discutées, jusqu'ici, dans l'abstrait. Il se peut même qu'en permettant de mieux comprendre comment des groupes de langues et de cultures différentes vivent ensemble, ces études aient une portée qui dépasse nos frontières. Par ailleurs, les conclusions des recherches de la Commission ne seront pas seulement utiles à la rédaction du rapport et des recommandations: elles sont nécessaires, en elles-mêmes, à l'exécution intégrale de son mandat.

La  
volonté  
de durer

140. Mais nous ne saurions nous contenter d'étudier les mémoires et le résultat des recherches.

Le Canada plus encore que bien d'autres pays, est une création de la volonté humaine. On l'a qualifié «d'absurdité géographique», «d'appendice des États-Unis», de «rue principale de 4,000 milles» parsemée d'espaces vides. Il n'en reste pas moins que ce pays dure depuis longtemps, parce que des hommes n'ont pas cessé de vouloir qu'il dure.

Chaque époque est obsédée par les difficultés qu'elle doit affronter; et c'est pourquoi la plupart des générations traversent des périodes de doute. Le Canada contemporain n'échappe pas à cette règle. Mais est-il plus difficile de le maintenir aujourd'hui et de transformer sa structure, qu'il le fut hier de le créer?

Le Canada va durer, progresser et s'épanouir; il va surmonter la crise présente si les Canadiens le veulent d'une volonté égale à celle des hommes qui l'ont bâti.

La crise actuelle rappelle la situation évoquée par Lord Durham en 1838: «J'ai trouvé deux nations en conflit, au sein d'un même État». Les circonstances sont aujourd'hui bien différentes; nous ne sommes pas au lendemain d'une révolte sanglante. Au contraire l'un des problèmes, c'est qu'une fraction du peuple canadien ne se rend pas compte qu'un fossé s'est creusé entre les partenaires et qu'il faut repenser notre pays.

Car la volonté dont nous parlons ne doit pas être inflexible et arbitraire: elle doit tenir compte des circonstances nouvelles. Comme tout être vivant, elle doit savoir constamment s'adapter, et par dessus tout, s'appuyer sur la conscience et la compréhension de la réalité.

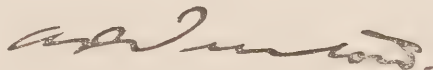
La «négo-  
ciation» entre  
les deux  
sociétés

141. La «négociation» dont nous avons parlé dans notre dernier chapitre sera principalement la responsabilité des gouvernements. Cependant, nous l'entendons ici dans un sens beaucoup plus large. Elle doit impliquer la totalité des deux sociétés qui coexistent au Canada. Notre espoir, quand viendra le moment des conclusions et des recommandations, sera de contribuer au débat et à la négociation qui doivent se poursuivre.

NOUS SOUMETTONS RESPECTUEUSEMENT LE TOUT  
À L'ATTENTION DE VOTRE EXCELLENCE,



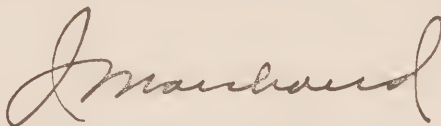
André Laurendeau



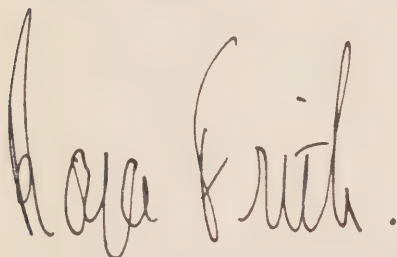
A. Davidson Dunton



Clément Cormier, c.s.c.



Jean Marchand



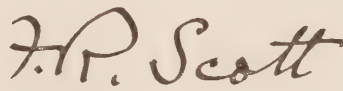
Royce Frith



Jaroslav Bohdan Rudnycky



Jean-Louis Gagnon



F. R. Scott



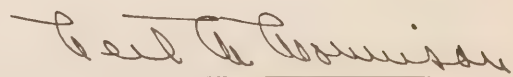
Mrs. Stanley Laing



Paul Wyczynski



Paul Lacoste, secrétaire conjoint



Neil M. Morrison, secrétaire conjoint

le 1<sup>er</sup> février 1965













C.P. 1963-1106

Copie certifiée conforme au procès-verbal d'une réunion du Comité du Conseil privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur général le 19 juillet 1963.

Sur avis conforme du très honorable M. L. B. Pearson, Premier ministre, le Comité du Conseil privé recommande que

M. André Laurendeau,  
Montréal, P.Q.  
M. Davidson Dunton,  
Ottawa, Ont.  
Le Révérend Père Clément Cormier,  
Moncton, N.-B.,  
M<sup>e</sup> Royce Frith,  
Toronto, Ont.,  
M. Jean-Louis Gagnon,  
Montréal, P.Q.,  
M<sup>me</sup> Stanley Laing,  
Calgary, Alb.,  
M. Jean Marchand,  
Québec, P.Q.,  
M. Jaroslav Bohdan Rudnyckyj,  
Winnipeg, Man.,  
M<sup>e</sup> Frank Scott,  
Montréal, P.Q.,  
M. Paul Wyczynski,  
Ottawa, Ont.,

soient nommés Commissaires en vertu de la Partie I de la Loi sur les enquêtes pour faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada et recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que les mesures à prendre pour sauvegarder cet apport; en particulier,

1. faire rapport sur l'état et la pratique du bilinguisme dans tous les services et institutions de l'administration fédérale—y compris les sociétés de la Couronne—ainsi que dans leurs contacts avec le public, et présenter des recommandations de nature à assurer le caractère bilingue et fondamentalement biculturel de l'administration fédérale;

2. faire rapport sur le rôle dévolu aux institutions, tant publiques que privées, y compris les grands organes de communication, en vue de favoriser le bilinguisme, de meilleures relations culturelles ainsi qu'une compréhension plus répandue du caractère fondamentalement biculturel de notre pays et de l'apport subséquent des autres cultures; présenter des recommandations en vue d'intensifier ce rôle; et



3. discuter avec les gouvernements provinciaux, compte tenu de ce que la compétence constitutionnelle en matière d'éducation est conférée aux provinces, les occasions qui sont données aux Canadiens d'apprendre le français et l'anglais et présenter des recommandations sur les moyens à prendre pour permettre aux Canadiens de devenir bilingues.

#### Le Comité recommande de plus

- a) que les Commissaires soient autorisés à exercer tous les pouvoirs que leur confère l'article 11 de la Loi sur les enquêtes et qu'ils reçoivent dans toute la mesure possible, l'aide des ministères, départements et organismes du gouvernement;
- b) que les Commissaires adoptent la procédure et les méthodes qu'ils peuvent au besoin juger utiles pour la poursuite régulière de l'enquête et siègent aux dates et endroits qu'ils pourront décider à l'occasion;
- c) que les Commissaires soient autorisés à retenir au besoin les services d'avocats, de personnel et de conseillers techniques à des taux de rémunération et de remboursement sujets à l'approbation du Conseil du Trésor;
- d) que les Commissaires fassent rapport au Gouverneur en conseil avec toute diligence raisonnable, et déposent au bureau de l'Archiviste fédéral les documents et registres de la Commission aussitôt qu'il sera raisonnablement possible après la conclusion de l'enquête;
- e) que MM. André Laurendeau et Davidson Dunton soient présidents conjoints de la Commission et que M. André Laurendeau en soit l'administrateur en chef.

Le Greffier du Conseil privé,  
R. G. Robertson





1. Nous croyons utile d'expliquer plus en détail l'organisation et le fonctionnement des rencontres régionales. Chacune a eu sa physionomie particulière. Comme il serait trop long de les décrire l'une après l'autre, nous tenterons d'en dégager un prototype.

Disons, d'abord, que la Commission a groupé un personnel qui s'est révélé compétent, efficace et remarquablement dévoué. Il comprenait, entre autres, des organisateurs régionaux particulièrement bien renseignés sur la région qui leur était assignée.

Ce personnel avait, en somme, deux tâches: premièrement, convier le public aux réunions, et deuxièmement, assurer, dans la mesure du possible, une représentation large et diversifiée de tous les milieux sociaux et culturels.

La première tâche, de caractère surtout publicitaire, était relativement facile. Mais la seconde posait des problèmes compliqués et délicats.

2. Voici comment les choses se sont passées le plus souvent. Notre collaborateur arrive à X. Son premier soin sera de communiquer avec des individus ou des groupes reliés à des organismes locaux: comités inter-groupes, associations d'éducation des adultes et service d'extension de l'enseignement d'une université. En l'absence de semblables organismes, il suscitera la formation d'un comité consultatif groupant des représentants officiels des diverses catégories sociales—assemblée éphémère qu'il faut créer de toutes pièces ou qui se construit autour d'un groupe particulièrement actif: ici, une chambre de commerce, ailleurs une association patriotique.

Ce comité consultatif remplira d'importantes fonctions:

a) L'invitation générale adressée au public ne permettrait certainement pas d'assurer aux réunions un caractère représentatif. Il faudra donc dresser des listes d'invités et rejoindre les gens au moyen d'appels téléphoniques ou de circulaires. Ces invitations sont disséminées dans toute la région, et pas seulement dans la ville où se tiendra la rencontre.

b) Il verra aussi au recrutement des présidents et rapporteurs des groupes de discussion. Pour le choix de ces personnes, on tiendra d'abord compte de leur expérience dans ce domaine, plutôt que de leur compétence générale ou de l'intérêt qu'elles portent aux questions discutées.

c) Le comité déterminera, avec nos collaborateurs, le ou les lieux de réunion. Il saura, si nécessaire, nous mettre en rapport avec les diverses autorités locales.

d) Enfin, le comité consultatif jouera un autre rôle essentiel, mais plus difficile à préciser: il va contribuer à faire de la rencontre un événement profondément régional, et grâce à lui, le travail de la Commission prendra, dans cette localité, une signification plus concrète et plus vraie.

3. A chaque nouvel endroit, les commissaires sont devant l'inconnu, bien qu'ils disposent de renseignements transmis par le personnel, et de données sur la région. Ils ne savent pas combien, ni quel genre de participants ils vont rencontrer. Chaque fois ils mesurent le risque de l'entreprise et savent à quel point ils sont livrés à l'auditoire qui se présentera.

Ils ne viennent pas défendre une thèse; une fois les buts de la rencontre formulés, ils sont même condamnés au silence. Ce sera chaque fois une expérience frustrante, pour le public qui voudrait bien poser toutes sortes de questions, et pour eux-mêmes, qui aimeraient à l'occasion s'expliquer. Ce caractère de frustration, qu'implique l'appartenance à un quasi-tribunal, sera accentué par le côté direct et spontané des discussions.



4. Règle générale, les cinq commissaires arrivent à X, Y ou Z l'après-midi qui précède la rencontre régionale.

Le soir, il y a presque toujours une réunion privée groupant le comité consultatif, ceux qui seront le lendemain présidents et rapporteurs de groupes d'étude, les commissaires et le personnel. On explique aux collaborateurs bénévoles ce qu'on attend d'eux; c'est-à-dire l'utilisation des techniques qui assureront la plus grande participation aux délibérations et la liberté d'expression maximum. Cette question résolue, la réunion se transforme en un groupe de discussion, où chacun peut émettre ses vues sur les problèmes qui seront discutés le lendemain car alors, présidents et rapporteurs s'imposeront de ne pas participer au débat qu'ils dirigeront ou résumeront. Ils posent donc des questions sur le mandat et la façon de procéder de la Commission. L'atmosphère d'intimité favorise l'échange de vues personnelles. Une fois la réunion terminée, des conversations particulières suscitent des mises au point ou l'approfondissement de certaines questions. Cette réunion préalable est toujours extrêmement fructueuse: c'est le baromètre de l'opinion populaire dans la région. Quand les circonstances ont empêché qu'elle n'ait lieu, les commissaires avaient, le lendemain, un peu le sentiment d'entrer à X ou Y comme des touristes.

5. Une rencontre régionale était divisée en deux parties: les séances du jour et celles du soir. En voici l'horaire le plus courant.

La séance du matin débute vers 10 heures, après l'inscription des participants, par un bref exposé des objectifs de la Commission. L'un des présidents conjoints rappelle les termes du mandat; il répond à quelques objections courantes (non, la Commission ne veut pas forcer tous les Canadiens à parler anglais ou français; elle n'est pas une créature des Canadiens français; elle n'est pas non plus l'instrument chargé par Ottawa d'angliciser le Canada français; etc.). Il répète (inlassablement, ce qui devient affreusement monotone pour les membres de la Commission, pour le personnel et pour les journalistes qui les suivent d'un lieu à un autre), les trois questions déjà consignées dans notre premier chapitre, et qui résument le problème central comme la Commission le voit:

—*Ces deux peuples, l'anglophone et le francophone, peuvent-ils et veulent-ils vivre ensemble?*

—*A quelles conditions nouvelles?*

—*Et ces conditions, sont-ils prêts à les accepter?*

Il souligne aussi l'importance accordée par la Commission aux «autres cultures».

Puis le président de la réunion propose que les discussions du matin portent sur l'aspect régional du problème des deux langues et des deux cultures, et que l'après-midi, on aborde les mêmes questions dans une perspective canadienne: c'est rigoureusement la seule initiative que la Commission ait prise dans la direction des débats. Vers 10 h. 30, l'assemblée se fractionne. Des groupes de 10 à 20 personnes se retrouvent dans d'autres lieux, accompagnés du président de discussion et du rapporteur déjà choisis.

Dans chaque groupe, on établit un sommaire des sujets qui seront abordés; ce sont les membres du groupe qui proposent ces thèmes. Puis, l'ordre du jour établi, la discussion commence.

6. Dans plusieurs parties du pays, on nous avait prédit qu'à peu près personne ne viendrait aux rencontres régionales: cette prophétie ne s'est réalisée nulle part. Il peut sembler paradoxal, par exemple, qu'aux séances du jour, Victoria et Vancouver, Edmonton et

Calgary, Saskatoon et Winnipeg ont réuni des assistances notablement plus nombreuses que la ville de Québec. L'auditoire le plus maigre fut de 70 participants, et le plus considérable, de 355; en majorité, ils oscillaient de 100 à 200 personnes. Ces nombres ne sembleront pas imposants; mais la Commission avait décidé auparavant qu'il serait préférable, pour plusieurs raisons, de donner aux séances du jour un caractère assez intime. Le nombre idéal de participants avait été fixé à environ cent cinquante. D'ailleurs si l'on pense que les rencontres furent organisées au galop; qu'elles ne reposaient pas sur des institutions ou des associations permanentes; qu'elles étaient parfois tenues dans d'assez petites localités, et surtout, qu'on demandait à chaque participant le sacrifice d'un plein jour ouvrable, les résultats obtenus sont presque partout étonnants.

On nous avait également assuré que, du moins au Canada anglophone, les participants ne sauraient pas quoi dire et qu'ils demeureraient silencieux; c'est le contraire qui s'est vérifié, surtout dans les groupes de discussion.

Il y eut, certes, des périodes d'hésitation ou de tâtonnement; des «anges», parfois, «passaient»; mais dans l'ensemble, la discussion fut pleine et très engagée. On a remarqué, aussi, que presque tous les membres des groupes d'étude ont participé à l'échange de vues.

7. Le groupe discute durant une bonne heure et souvent plus. Puis on prend le café. Et les rapporteurs résument devant tous les assistants, les points de vue soutenus dans leurs groupes.

Même division du temps l'après-midi; courte plénière, reprise des discussions en groupes, nouvelle plénière pour les rapports.

Soit, en tout: de deux à trois heures de discussions par groupes, et environ deux heures de réunions plénières.

8. L'assemblée du soir constituait la partie la plus délicate de la rencontre: la participation populaire était, en général, beaucoup plus importante que le jour (de 150 à 800 personnes) et l'atmosphère, plus passionnée; alors que les journalistes s'engageaient à ne point rapporter les propos tenus au sein des groupes de discussion, afin de permettre une plus grande liberté d'expression, ils pouvaient faire un compte rendu de ce qu'ils entendaient le soir, et ainsi, chaque déclaration risquait de prendre, d'un bout à l'autre du pays, un relief excessif.

La Commission s'est demandé, à quelques reprises, s'il ne serait pas sage de supprimer la séance du soir, ou au moins de lui donner un caractère privé. Chaque fois elle a conclu que l'expérience devait être continuée: d'abord parce qu'elle avait commencé ainsi, et qu'il était difficile de donner aux réunions du soir un caractère privé dans une partie du pays, alors qu'elles avaient été publiques en d'autres; parce que nous ne voulions pas donner à un travail aussi simple les allures d'une opération clandestine; enfin parce qu'il nous semblait sain de donner ainsi la parole à ceux qui n'ont pas souvent l'occasion de s'exprimer publiquement.

Dans l'ensemble, et malgré que nous ayons eu, parfois, la sensation de marcher sur des œufs, l'expérience a confirmé nos vues. Nous n'avons rencontré qu'un nombre infinitésimal d'exaltés, de fanatiques ou de maniaques. Très souvent, d'ailleurs, une sorte d'auto-censure jouait contre les opinions extrêmes. C'est ainsi qu'à une réunion où des vues peu sympathiques pour le Québec se donnaient libre cours, l'atmosphère changea soudain quand un

jeune homme ainsi qu'on l'a déjà noté au chapitre 5, déclara avec fougue: « I would like to remind [you] that every time you insult the French Canadians you create thousands more separatists. »

Il était d'ailleurs intéressant d'observer l'évolution de ces réunions; une prise de position en suscitait une autre, et souvent des orateurs ont été entraînés à faire des déclarations qui, visiblement, n'étaient pas calculées. L'auto-censure d'une assemblée joue également d'une autre manière. Des sentiments négatifs qui semblent assez naturels quand on les garde pour soi ou pour un petit groupe, deviennent vite odieux quand on les exprime en public: ils créent des remous dans l'auditoire, et suscitent presque toujours un contradicteur.

9. Aussi avons-nous la certitude morale que tous les courants d'opinion se sont exprimés dans la plupart des réunions: jamais, depuis, les organes d'information n'ont transmis de points de vue dont nous n'avions pas entendu à peu près l'équivalent. Nous sommes moins armés pour évaluer la force de ces opinions, à l'échelle locale ou canadienne. Cependant, les points de convergence sont si nombreux qu'ils ne sauraient être le résultat du hasard: nous croyons qu'ils correspondent à des opinions vraiment répandues et dont il faut tenir compte.

Voici l'itinéraire qui a été suivi par les «équipes» des membres de la Commission et les co-secrétaires:

Ville	Présence*	
	le jour	le soir
Sherbrooke—18 mars 1964	355	350
Trois-Rivières—18 mars 1964	284	300
London—25 mars 1964	158	400
Sudbury—25 mars 1964	198	800
Fredericton—10 avril 1964	100	160
Yarmouth—13 avril 1964	73	175
Sydney—13 avril 1964	70	80
Edmonton—24 avril 1964	200	200
Vancouver—27 avril 1964	180	400
Regina—30 avril 1964	95	400
Windsor—30 avril 1964	210	500
Kingston—5 mai 1964	143	500
Moncton—12 mai 1964	175	400
Rimouski—12 mai 1964	104	250
Chicoutimi—14 mai 1964	194	400
Port Arthur—26 mai 1964	91	300
Winnipeg—28 mai 1964	171	500
Victoria—5 juin 1964	157	350
Calgary—8 juin 1964	207	400
St-Jean, T.-N.—8 juin 1964	71	150



Ville	Présence*	
	le jour	le soir
Saskatoon—10 juin 1964	194	500
Halifax—10 juin 1964	80	156
Québec—16 juin 1964	120	600

On remarquera que nous ne nous sommes pas rendus à l'Île-du-Prince-Édouard bien que nous en ayons eu fermement l'intention. À cause de la célébration du centenaire de 1864, il n'y avait pas de salle disponible pour une rencontre de la Commission, à Charlottetown.

En outre, on a jugé qu'à Montréal et à Toronto, il ne serait pas possible d'utiliser le système mis en place pour des centres moins considérables. Cela n'a évidemment pas empêché la Commission d'entrer en relation avec de nombreuses personnes, individuellement ou en groupes. C'est d'ailleurs de ces deux villes que nous parvient le plus grand nombre de mémoires.

Afin de multiplier les contacts, la Commission s'est divisée en deux groupes: quatre de ses membres et l'un de ses présidents conjoints assistaient à chaque rencontre—sauf à Vancouver, Winnipeg, et Québec où tous les commissaires étaient présents, ainsi qu'à Sydney et Yarmouth où il y en avait trois. À Yarmouth, la séance fut présidée par le doyen Scott.

En plus d'avoir assisté aux réunions régionales, les membres de la Commission ont rencontré des représentants d'organismes et de corps publics, quand l'occasion s'est présentée.

\*Le nombre des présences, le jour, correspond aux inscriptions réelles, bien que certaines personnes aient refusé de s'inscrire. Les chiffres pour les présences du soir résultent soit d'une estimation faite d'après le nombre de chaises utilisées, soit du dénombrement des personnes aux petites réunions.









Premier Ministre du Canada

Ottawa, le 15 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

Dans un discours que je prononçais le 17 décembre 1962 à la Chambre des communes sur les difficultés et les avantages que présente dans notre pays la dualité de langue et de culture établie par la Confédération, je proposais la tenue d'une vaste enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme en consultation avec les gouvernements provinciaux. Cette proposition a été accueillie très favorablement au Parlement et aussi, je crois, dans le pays.

Je vous écris maintenant afin de savoir si votre gouvernement se montrerait favorable à une telle enquête, confiée à une commission royale dont le mandat pourrait être celui que je vous transmets sous ce pli.

Évidemment, aucune des recommandations de ladite commission ne lierait les gouvernements; plus précisément, l'approbation par votre gouvernement de cette commission et de son mandat n'entraînerait aucun engagement à accepter les recommandations qu'elle pourrait présenter.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir étudier cette proposition le plus tôt possible.

Je vous prie de croire toujours à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

LESTER B. PEARSON



(TRADUCTION)

Cabinet du Premier Ministre  
Terre-Neuve

Saint-Jean, le 20 mai 1963

Le très honorable L. B. Pearson, C.P.,  
Premier ministre du Canada,  
Ottawa.

Monsieur le Premier Ministre,

J'accuse réception de votre lettre du 15 mai, renfermant le projet de mandat de la Commission royale qu'il est proposé d'instituer pour enquêter sur le bilinguisme et le biculturalisme et dans laquelle vous demandez si le Gouvernement de Terre-Neuve approuverait l'établissement d'une commission royale d'enquête.

Durant ses quatorze années d'union au Canada, la population de Terre-Neuve s'est rendu compte de l'importance fondamentale que représente pour l'unité de notre pays l'existence de relations amicales entre les deux races qui ont fondé le Canada. Nous partageons un vaste terrain limitrophe avec la province de Québec et, au Labrador, nous sommes aux prises avec les problèmes liés au caractère bilingue et biculturel du Canada.

Le Gouvernement de Terre-Neuve désire vivement contribuer efficacement à la solution de ces problèmes; nous approuvons cordialement la proposition en vue d'établir une commission royale d'enquête; nous sommes également satisfaits du projet de mandat; et nous sommes disposés à participer pleinement aux travaux de la Commission.

Veuillez agréer, monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

J. R. SMALLWOOD

(TRADUCTION)

Cabinet du Premier Ministre  
Saskatchewan

Regina, le 21 mai 1963

Le très honorable L. B. Pearson,  
Premier ministre du Canada,  
Ottawa (Ontario).

Monsieur le Premier Ministre,

J'accuse réception de votre lettre du 15 mai 1963 concernant une éventuelle Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Dès que j'aurai eu l'occasion d'étudier avec mes collègues les attributions qu'on propose de donner à la Commission, je vous ferai connaître le détail de nos observations.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le premier ministre,  
W. S. LLOYD

(TRADUCTION)

Province d'Ontario  
Cabinet du Premier Ministre et  
Président du Conseil  
Ontario

Toronto, le 24 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 15 mai, par laquelle vous nous invitez à exprimer notre opinion quant à l'institution d'une Commission royale chargée de faire enquête et rapport sur l'état présent «du bilinguisme et du biculturalisme», au Canada, et de recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada.

Depuis les jours lointains de Champlain, de Frontenac et de La Salle, l'histoire et l'évolution de l'Ontario ont été profondément influencées et enrichies par les Canadiens français, ainsi que par les dirigeants et les populations d'autres races qui se trouvaient autrefois sur notre sol, et notre province compte le plus important groupe de citoyens de langue française en dehors du Québec. Il est donc naturel et logique que nous applaudissions à un idéal pancanadien, et cela sans aucune réticence.

Je puis donc vous affirmer, au nom du gouvernement et de la population de l'Ontario, que ce projet nous agréé entièrement. Les fonctions de la Commission ont été annoncées dans les journaux et vous vous engagerez dans la voie ainsi tracée. La Confédération canadienne ne pourra survivre et progresser que si nous sommes de véritables partenaires d'action, d'esprit et d'objectifs. Lorsque la Commission sera solidement assise, nous nous efforcerons, par tous les moyens de rendre sa tâche plus aisée dans notre province.

Je suis convaincu qu'en abordant les problèmes en suspens avec patience, compréhension et bonne volonté, en sachant profiter de nos fautes mêmes, et nous enrichir de l'expérience de près d'un siècle, nous parviendrons, au cours des quatre années à venir, à consolider et à préciser l'idéal d'une Confédération canadienne véritable. Ainsi les fêtes du centenaire nous offriront-elles l'occasion de nous réjouir de cette réussite.

Je vous prie de bien vouloir agréer, monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

JOHN P. ROBERTS

Au très honorable Lester B. Pearson,  
Premier ministre,  
Chambre des Communes, Ottawa.

(TRADUCTION)

Cabinet du Premier Ministre  
Nova Scotia

Halifax, le 24 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 15 mai et des pièces jointes concernant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, que l'on se propose de créer.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec mes collègues au sujet de cette enquête.

Naturellement, il n'appartient pas au gouvernement de la Nouvelle-Écosse de dire si une commission royale d'enquête représente la meilleure façon d'étudier ce problème d'une extrémité à l'autre du pays. C'est à votre gouvernement de prendre la décision qui s'impose. Je puis vous assurer, néanmoins, que si votre gouvernement décidait de créer ladite commission, la Nouvelle-Écosse lui apportera toute la collaboration possible.

Veuillez agréer, monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

R. L. STANFIELD

L'honorable Lester B. Pearson  
Premier ministre du Canada  
Ottawa, Canada.



(TRADUCTION)

Le gouvernement de la Province du  
Nouveau-Brunswick  
Cabinet du Premier Ministre

Fredericton, le 24 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai examiné attentivement les attributions de la Commission royale d'enquête que l'on se propose de créer pour étudier la question du bilinguisme et du biculturalisme au Canada; elles sont, à mon avis, très vastes et tout à fait appropriées. En conséquence, le Gouvernement du Nouveau-Brunswick appuie la proposition et vous offre sa plus entière collaboration.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

LOUIS-J. ROBICHAUD

Le très honorable L. B. Pearson,  
Premier ministre du Canada,  
Ottawa (Ontario).

Cabinet du Premier Ministre  
Province de Québec

Québec, le 27 mai 1963

L'honorable Lester B. Pearson  
Premier ministre du Canada  
Hôtel du Gouvernement  
Ottawa.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai pris connaissance de votre lettre du 15 mai, au sujet de la tenue d'une enquête sur le biculturalisme et le bilinguisme.

J'en ai soumis le texte à mes collègues avec celui du mandat de la commission royale à qui serait confiée l'enquête.

Il me fait plaisir de vous dire que le Gouvernement du Québec est favorable à la tenue d'une telle enquête, en consultation avec les gouvernements provinciaux, comme vous le proposez.

A ce sujet, nous comptons que cette commission sera formée suivant le principe énoncé dans le préambule du mandat—soit «l'égalité entre les deux peuples qui ont fondé la Confédération canadienne, compte tenu des autres groupes ethniques».

Je vous prie d'agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

JEAN LESAGE

(TRADUCTION)  
Cabinet du Premier Ministre  
Alberta

Edmonton, le 28 mai 1963

Le très honorable L. B. Pearson,  
Premier ministre du Canada,  
Ottawa (Ontario).

Monsieur le Premier Ministre,

Mes collègues et moi avons soigneusement étudié votre lettre du 15 mai ainsi que le mandat de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme que l'on se propose d'instituer.

En réponse à votre demande, nous désirons vous faire part du fait que, sans nous opposer à ce qu'on entreprenne cette étude, nous doutons fort qu'elle soit opportune et qu'elle ait une valeur pratique, à moins que le mandat de la commission ne soit plus clairement défini, de façon à expliciter davantage les objectifs que l'on souhaite atteindre.

Je précise qu'à propos de biculturalisme nous croyons que, s'il s'agit d'encourager les citoyens de toutes origines raciales et ethniques à participer le plus possible au développement d'une seule et même culture canadienne d'ensemble, portant sur les meilleurs éléments des diverses cultures, nous estimons qu'une telle proposition serait largement approuvée et appuyée.

Si, d'autre part, l'enquête a pour objet de conférer une reconnaissance en quelque sorte officielle à une double culture anglaise et française, nous estimons que pareil objectif n'est ni réaliste ni pratiquement réalisable et nous doutons que la proposition soit généralement bien accueillie de la population.

En matière de bilinguisme, si l'objectif de la Commission est d'inciter les citoyens canadiens à s'exprimer couramment en deux ou plusieurs langues, la chose serait assurément bien accueillie par la plupart des Canadiens.

Et si l'objet envisagé consiste à étendre la reconnaissance du français comme langue officielle dans des régions et des domaines autres que ceux où un statut officiel lui a été garanti à l'époque de la Confédération, nous estimons que le grand public n'accepterait pas pareille proposition; selon nous, cela aurait pour effet d'affaiblir au lieu de renforcer l'unité canadienne.

Nous avons tenu à vous faire part de ces observations que vous voudrez peut-être étudier avant de prendre une décision finale sur la proposition dont il est question dans votre lettre.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le premier ministre,  
ERNEST C. MANNING

(TRADUCTION)  
Cabinet du Premier Ministre  
Île du Prince-Édouard

Charlottetown, le 28 mai 1963

Le très honorable L. B. Pearson,  
Premier ministre du Canada,  
Ottawa, Canada.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai bien reçu votre lettre du 15 mai au sujet d'une enquête avec les provinces du Canada sur le bilinguisme et le biculturalisme.

N'ayant pas eu l'occasion d'en discuter avec les membres de mon cabinet, je ne suis pas en mesure de vous exposer en détail leurs vues sur la meilleure façon d'aborder cette importante question.

Sachant toutefois que votre gouvernement aimerait qu'une commission soit établie en vue de poursuivre les études indiquées, je puis vous assurer que la province de l'Île du Prince-Édouard agréera votre proposition à la condition, mentionnée dans votre lettre, que le gouvernement de notre province ne soit lié par aucun des engagements ni par aucune des recommandations de cette commission.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le premier ministre,  
W. R. SHAW



(TRADUCTION)

Province du Manitoba

Cabinet du Premier Ministre

Winnipeg, le 31 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

Mes collègues et moi avons soigneusement étudié la proposition énoncée dans votre lettre du 15 mai, visant la tenue d'une enquête sur le biculturalisme et le bilinguisme au Canada, par le truchement d'une commission royale.

Je tiens à déclarer tout de suite que cette question réclame l'attention entière et sérieuse de nos gens et que, par conséquent, vous pouvez compter sur l'entière collaboration du gouvernement manitobain aux fins de l'enquête projetée. J'estime même que ma province peut contribuer de façon toute particulière à la recherche d'un accord unanime et enthousiaste sur l'unité nationale et le développement culturel, vu que nous avons déjà eu dans le passé l'occasion d'intégrer maintes cultures aux antécédents culturels fondamentalement français du Manitoba.

En me déclarant d'accord sur l'objectif de la commission royale projetée, je me dois cependant de soulever la question de savoir si le problème qui se pose au Canada à l'heure actuelle peut être réglé dans les limites de ce contexte. La question fondamentale me semble déborder le cadre des relations purement culturelles des Canadiens; elle peut même englober la structure inter-gouvernementale, y compris l'aspect fiscal du pays. Il me semble que quelques-uns au moins des autres premiers ministres provinciaux, notamment celui de la province de Québec, vous aient déjà fait part de ce point de vue.

J'espère donc que l'institution de la Commission royale ne retardera pas un examen plus fondamental de la question. A mon sens, la meilleure façon de procéder à cet examen, ce serait par voie de discussions directes entre l'État fédéral et les gouvernements provinciaux, peut-être dans le sens de la réunion qu'a envisagée votre prédécesseur dans la lettre qu'il a adressée le 4 février dernier aux premiers ministres des provinces. Le Manitoba participerait en effet très volontiers à la recherche d'un fédéralisme coopératif, expression qui traduit bien notre propre politique de collaboration entière à l'œuvre de la Confédération.

En ce qui concerne le troisième point du mandat proposé, je signalerais que le Manitoba a déjà pris des dispositions en vue d'améliorer et d'étendre l'enseignement du français dans ses écoles publiques. Et si l'aspect éducatif du bilinguisme est d'importance capitale, je doute qu'on puisse utilement l'isoler de ses aspects constitutionnels. Je propose donc, pour ce qui est de la marche à suivre que, même si la Commission royale pouvait recueillir des informations auprès des provinces et formuler des recommandations en conséquence, l'étude de la question fasse l'objet de discussion entre les gouvernements eux-mêmes, plutôt qu'entre la Commission et les gouvernements des provinces.

Je me permets de livrer la présente lettre à la publication le lundi 3 juin.

Veillez agréer, monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

DUFF ROBLIN

Le très honorable Lester B. Pearson,  
Premier ministre du Canada,  
Immeuble de l'Est,  
Ottawa 4 (Ontario).

(TRADUCTION)

Cabinet du Premier Ministre  
Saskatchewan

Regina, le 7 juin 1963

Le très honorable Lester B. Pearson,  
Cabinet du premier ministre,  
Ottawa (Ontario).

Monsieur le Premier Ministre,

Pour faire suite encore à votre lettre du 15 mai 1963 au sujet de l'institution éventuelle d'une Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, je tiens à vous dire que la province de Saskatchewan sera heureuse de profiter de toutes occasions qu'elle aurait de discuter avec la Commission des problèmes se rapportant au biculturalisme.

Entre-temps, mes collègues et moi discutons des moyens qui nous permettront de participer le plus efficacement possible à l'enquête de la Commission ainsi que des meilleures méthodes à adopter en vue d'entreprendre des études provinciales appropriées.

Veuillez agréer, monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

W. S. LLOYD







Déclaration inaugurale de M. André Laurendeau,  
Président conjoint de la Commission royale  
d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme

Audience préliminaire—les 7 et 8 novembre 1963

Créée par un arrêté ministériel du 19 juillet 1963, alors que la plupart de ses membres étaient en vacances ou à l'étranger, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme n'a pu se réunir pour la première fois que le 4 septembre. Elle a tenu depuis quatre sessions, de deux ou trois jours chacune. Elle est entrée dans ses propres bureaux avant-hier, avec un personnel encore très incomplet. C'est aujourd'hui son premier contact officiel avec le grand public.

Elle a tout de suite constaté le passionnant intérêt de la tâche qui lui est confiée—et en même temps la complexité et la difficulté de cette tâche.

A bien des égards, la Commission ressemble à toutes les commissions royales d'enquêtes: elle a les mêmes pouvoirs et remplit le même genre de fonctions. C'est ainsi qu'elle doit susciter des travaux de recherche, tenir des séances publiques et finalement rédiger un rapport.

Mais à d'autres égards, cette Commission n'est «pas comme les autres»: un éditorialiste de *Continuous Learning*, la revue de *The Canadian Association for Adult Education*, vient de le souligner avec force. Cela tient à la nature même de son mandat, et c'est pourquoi il nous est permis de le souligner.

Mon collègue Davidson Dunton vous dira tantôt qu'à notre avis l'idée centrale de ce mandat, c'est celle de l'*equal partnership between the two founding races*, formule presque intraduisible en français et qu'on a rendue par «le principe de l'égalité entre les deux peuples» qui ont fondé la Confédération canadienne. Le caractère général et même assez vague de l'objectif ainsi proposé va entraîner deux conséquences particulières.

D'abord, vous l'aurez constaté vous-mêmes: les domaines ainsi ouverts à la recherche systématique sont vastes et divers. S'il s'agit de santé publique, de taxation ou d'éducation, les problèmes sont à la fois graves et délicats, mais on peut au moins les cerner assez aisément; tandis qu'il est particulièrement difficile d'établir les frontières de nos recherches. Qu'est-ce que la culture et comment deux cultures peuvent-elles coexister dans l'égalité, «compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada»?

Certes, le problème ne date pas d'avant-hier, et nombreux sont les Canadiens qui l'ont abordé. Mais ce qui jusqu'ici demeurait un peu éparé, doit cette fois être entrepris collectivement et rassemblé en peu de temps. Telle est en effet l'œuvre à laquelle nous convie le gouvernement canadien, et à laquelle la plupart des provinces ont promis leur concours.

Il faudra donc réunir une masse énorme de faits, qui appartiennent à la vie économique et sociale aussi bien qu'à la vie politique et culturelle, les examiner à la lumière d'un principe particulier, n'en négliger aucun aspect important et ne pas s'y perdre, les interpréter et en tirer des conclusions pratiques. L'effort intellectuel exigé de tous les spécialistes qui vont collaborer à l'enquête portera donc sur un terrain immense et varié presque à l'infini.

Nous savons bien qu'on ne saurait rêver de réaliser, en un temps relativement bref, une besogne aussi écrasante; mais nous tenterons de ne rien oublier ou négliger d'essentiel.

Telle est donc la première conséquence de notre mandat. Mais la seconde est peut-être plus importante et plus spécifique.

*L'equal partnership*, l'égalité culturelle: ce n'est pas une notion qui s'imposera d'elle-même, serait-ce à la suite des études les plus approfondies. Pour rayonner, il lui faut l'adhésion libre d'un peuple libre. C'est pourquoi les échanges entre la Commission et le public devront être particulièrement suivis, intimes, et francs. Et comme c'est l'avenir qui est en jeu, la participation des jeunes au débat devient capitale: nous les entendrons avec un surcroît d'attention et d'intérêt.

Selon le vieil Aristote, c'est l'amitié qui est l'âme de la cité. Aujourd'hui, les sciences de l'homme affirment que la nation existe dans la mesure où l'on trouve parmi ses membres un vouloir-vivre collectif. Au fond, c'est la même pensée, et elle ouvre sur notre entreprise des perspectives singulièrement profondes. Cette «amitié», ce «vouloir-vivre collectif», existent-ils au Canada entre toutes les communautés nationales, et particulièrement entre les deux groupes qui ont fondé la Confédération? L'un et l'autre sont-ils prêts à accepter les conditions qui rendront ici la vie sociale possible et aimable?

Et qui nous le dira, sinon les Canadiens?

Dix hommes de bonne volonté, assistés des collaborateurs les plus efficaces, ne sauraient parvenir à des conclusions utiles sans un contact permanent et direct avec une opinion publique informée et vivante.

On peut résumer de la façon suivante les questions que l'existence et le mandat de la Commission posent aux Canadiens.

- Qu'est-ce qu'un État bilingue et biculturel?
- Que signifie, concrètement, l'égalité des deux langues et des deux cultures, et dans quelles conditions peut-elle être réalisée?
- Les Canadiens désirent-ils cette égalité? Acceptent-ils les conditions sans lesquelles elle ne saurait être obtenue? Et quel sera l'apport des autres cultures?

Il nous apparaît donc rigoureusement nécessaire que ce problème devienne présent à l'esprit des Canadiens de toutes les provinces, de tous les milieux, de toutes les générations; rigoureusement nécessaire, par conséquent, qu'ils en discutent entre eux, et en particulier que par la presse sous toutes ses formes, que par des forums et des rencontres à l'échelle locale, une prise de conscience s'effectue, et qu'elle s'effectue vite sur le sujet. Car il touche tous les citoyens de ce pays; et les conclusions qui seront tirées se répercuteront, d'une façon ou d'une autre, sur la vie de chacun d'entre eux.

Ce dialogue pourrait faire plus de mal que de bien s'il tournait à la violence ou à la bénignité, et si on l'abandonnait aux seules opinions extrêmes. Mais s'il est positif et franc, il deviendra l'air respirable de la Commission. Sans lui, elle dépérit ou reste la tentative d'un petit groupe d'hommes. Avec un dialogue à l'échelle du Canada, l'enquête prend ses vraies dimensions, et les conclusions seront tirées au pays lui-même.

Or une commission royale d'enquête n'est pas une agence de publicité. Elle ne saurait prendre parti, sauf dans ses conclusions. Mais elle a le droit de souhaiter, comme je viens de le faire, qu'un débat honnête et sérieux se propage d'un bout à l'autre du pays sur la crise que le pays traverse.

Une commission royale d'enquête correspond rarement à un effort patiemment concerté: soudain, elle s'ébranle, et il faut tout de suite grimper dans le convoi, ou bien le manquer. Le dialogue et la recherche seront utiles s'ils commencent sur-le-champ. Nous demandons aux individus et aux institutions une collaboration fraternelle: comment conduire des recherches sérieuses?

Le gouvernement canadien, en instituant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, a clairement indiqué qu'il avait la certitude d'une urgence—d'une urgence qui peut mettre en cause l'existence même du Canada. C'est pourquoi nous savons qu'il faut faire vite, mais qu'en même temps il faut tenter de faire vrai et profond. Ces exigences contradictoires ne cessent de nous harceler, et nous savons qu'elles rendront nos vies difficiles durant les mois à venir. Avec votre aide, nous avons l'espoir de réussir, et en tout cas, nous avons la volonté de nous consacrer à cette tâche.



Déclaration de la Commission faite par  
M. Davidson Dunton, président conjoint

Audience préliminaire—les 7 et 8 novembre 1963

1. Le mandat de la Commission décrit ainsi ses objets: «...pour faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada et recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que les mesures à prendre pour sauvegarder cet apport».

2. Un des buts principaux de la Commission est de déterminer jusqu'à quel point l'égalité existe entre les deux peuples et comment celle-ci peut être mieux réalisée.

3. La Commission s'intéressera aussi à l'apport des autres groupes ethniques à toutes les manifestations de la vie en société au Canada.

4. Le concept d'égalité peut paraître nouveau à certaines personnes; toutefois, il n'est pas entièrement nouveau puisqu'il y a déjà l'égalité officielle des deux langues quant à la rédaction des Statuts fédéraux et devant les tribunaux de juridiction fédérale partout au Canada, de Terre-Neuve à la Colombie britannique, et dans certaines provinces le droit d'ériger un système scolaire séparé constitue une certaine mesure d'égalité.

5. D'autre part, il est clair que le concept d'égalité ne peut être simple. Il y a plus de Canadiens anglophones que francophones de telle sorte qu'une rigoureuse égalité ne peut exister au point de vue numérique. Il est évident que la langue anglaise prédominera dans plusieurs régions du pays et la langue française dans d'autres. En somme, nous n'imaginons pas que le bilinguisme au Canada en vienne à signifier que tous les Canadiens devront parler les deux langues principales; pas plus que nous ne pouvons imaginer que tous les Canadiens anglophones devront parler français ou que tous les Canadiens francophones devront parler anglais.

6. Au Canada le mot «biculturalisme» évoque la notion de deux grandes cultures, chacune rattachée à l'une des deux langues principales, qui, certes, ont beaucoup en commun tout en ayant leurs qualités distinctives. Ce sera une partie importante de notre tâche d'étudier comment ces deux cultures peuvent grandir vigoureusement dans l'égalité. La Commission étudiera aussi l'apport culturel des autres groupes ethniques. A nos yeux, le biculturalisme ne signifie ni un mélange des deux cultures, ni une obligation, pour les individus, de posséder l'une ou l'autre. Mais nous croyons qu'il doit impliquer des avantages égaux pour les individus en tant qu'ils participent à l'une ou l'autre culture.

7. La Commission examinera aussi:

- 1) les aspects positifs du bilinguisme et du biculturalisme, ainsi que les éléments féconds et les facteurs d'épanouissement que peut comporter la situation de tous les Canadiens;
- 2) les difficultés inhérentes au bilinguisme;

- 3) le dénominateur commun à la culture et aux champs d'activité de tous les Canadiens.
8. La Commission étudiera toutes les propositions, générales ou spécifiques, destinées à sauvegarder et à promouvoir l'épanouissement des deux langues officielles, des deux cultures principales, l'accroissement de l'apport des autres groupes et de la collaboration des Canadiens de tous les milieux aux activités d'intérêt commun et à la vie du pays.
9. On posera à la Commission beaucoup de questions auxquelles, nous l'espérons, les personnes et les organismes qui viendront devant nous tenteront de répondre.
10. Vous lirez ci-dessous quelques exemples de ces questions: en aucune façon, ces exemples ne doivent créer l'impression que la Commission en est arrivée à des conclusions préliminaires.
- a) Le progrès du bilinguisme au Canada veut-il dire que tous ceux dont le champ d'activité est à l'échelle du pays doivent parler ou au moins comprendre les deux langues officielles?
  - b) Croyez-vous que partout au Canada les enfants doivent avoir la possibilité de recevoir l'enseignement en français ou en anglais, selon leur origine ethnique?
  - c) Jusqu'à quel point l'enseignement de la seconde langue officielle devrait-il être accessible aux minorités partout au Canada?
  - d) Dans la province de Québec les langues française et anglaise sont officielles en ce sens qu'on les utilise dans les Statuts et dans les débats à la Législature et devant tous les tribunaux provinciaux. Y aurait-il lieu d'étendre ce bilinguisme à toutes les provinces?
  - e) Êtes-vous d'avis que les hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral devraient comprendre et parler l'anglais et le français?
  - f) Êtes-vous d'avis que la même règle devrait s'appliquer dans toute province où se trouve une importante minorité française ou anglaise?
  - g) Avez-vous connu des difficultés à cause de votre langue dans vos relations avec des organisations ou des entreprises auxquelles vous appartenez ou avec lesquelles vous avez eu affaire?
  - h) Dans quel sens peut-on dire qu'il y a, ou qu'il n'y a pas, deux nations distinctes au Canada, auxquelles d'autres groupes ethniques se sont rattachés; ou dans quel sens y a-t-il, ou n'y a-t-il pas, une seule nation canadienne; ou bien vous faites-vous une autre conception de la société canadienne?
  - i) Votre concept de l'égalité des deux cultures pourrait-il vous amener à envisager des amendements constitutionnels?
  - j) Quels sont les dénominateurs communs à nos deux cultures, qui permettraient de nous définir comme Canadiens?
  - k) Croyez-vous que la capitale du Canada devrait être un district fédéral autonome où les deux cultures s'exprimeraient et où les deux langues officielles seraient employées de façon équitable?
  - l) Croyez-vous que les organes d'information, tels que la Presse canadienne, la Société Radio-Canada et l'Office national du film, pourraient faire plus pour promouvoir le concept d'égalité et la connaissance de notre héritage culturel?

- m) Quel est l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement de la culture au Canada?
- n) Comment peut-on sauvegarder l'apport des autres groupes ethniques par exemple: en enseignant leur langue dans les écoles?

Remarque: En posant quelques-unes de ces questions, la Commission tient compte du fait qu'elles ressortissent à la juridiction des provinces.

11. Nous estimons qu'aujourd'hui les Canadiens ont à faire face à des problèmes tout aussi graves que ceux de l'époque de la Confédération. Dans la province de Québec en particulier, mais ailleurs aussi, des groupes demandent, avec une insistance croissante, que la Confédération soit repensée et que l'on comprenne mieux l'association fondamentale des deux peuples fondateurs ainsi que l'apport grandissant des Canadiens des autres origines. Certains mettent même en cause l'existence du régime confédératif.

12. La crise canadienne n'est pas unique, elle est universelle. Très peu d'états sont parfaitement homogènes: en Asie, en Afrique, en Amérique et même en Europe, les relations entre des groupes de culture et de langue différentes donnent lieu à de profondes inquiétudes et font surgir des problèmes constitutionnels. Si nous parvenons à résoudre nos difficultés, nous contribuerons à la paix dans le monde.

13. Nous espérons fermement que toutes les personnes et toutes les associations qui ont à cœur l'avenir de notre pays se présenteront devant nous pour nous faire part de leurs vues et de leurs suggestions. Ce n'est que si l'on répond à cet appel que nous pourrons sortir de cette période de transition, avec une meilleure compréhension du fédéralisme canadien et une foi plus profonde dans l'avenir du Canada.

## Document de travail

(A l'intention de ceux qui préparent un mémoire pour la Commission)

### L'idée-force

1. L'idée-force du mandat, et par conséquent de la Commission, c'est celle de «l'égalité entre les deux peuples» qui ont fondé la Confédération canadienne (*"an equal partnership between the two founding races"*).

Il s'agit d'un principe dynamique et positif à mettre en œuvre dans des situations concrètes: l'égalité est un objectif à rechercher constamment au sein d'un régime confédératif.

### Deux jugements implicites

2. La création même de cette Commission et les termes du mandat impliquent:
  - que, aux yeux d'un grand nombre de Canadiens, cette égalité n'existe pas;
  - qu'elle est réalisable, au moins jusqu'à un certain point.

### Des termes très généraux

3. L'idée d'égalité ne reçoit aucune frontière géographique, elle n'est pas limitée à des secteurs particuliers. Les termes du paragraphe préliminaire sont aussi généraux que possible: ils paraissent viser toutes les formes de la vie en société, et pas seulement la politique fédérale. Les deux derniers paragraphes (2 et 3) l'établissent clairement; amorcés par les mots «en particulier», ils définissent de larges secteurs, mais n'épuisent pas les domaines à explorer.

Nous ne sommes même pas limités par les termes actuels de la constitution canadienne: il serait donc légitime de proposer des recommandations qui peuvent entraîner des amendements.

### Structure de l'enquête

4. Nos recherches porteront donc, au moins en théorie, sur tous les aspects de la vie en société au Canada; en particulier sur

- a) le secteur public, à tous les échelons (fédéral, provincial, municipal et scolaire) et dans ses diverses manifestations (l'équilibre fédératif, les administrations, le personnel politique, etc.);
- b) la vie économique et sociale;
- c) l'éducation, la vie culturelle et la communication.



Dans tous ces domaines, on nous charge d'abord d'examiner les faits; puis de suggérer les moyens à prendre pour favoriser l'égalité; ce qui suppose une connaissance des causes qui sont à l'origine de la situation actuelle. Soit, en résumé:

- a) une enquête sur les faits;
- b) une analyse des causes;
- c) une étude des remèdes.

## Deux constantes

5. A travers cet immense travail, deux questions devront rester en relief:

- a) celle des deux langues;
- b) celle d'une participation équitable des anglophones et des francophones à l'œuvre commune.

## Aspects positifs de la dualité culturelle

6. Le mandat nous conduira à examiner surtout les difficultés et les handicaps suscités par la coexistence de deux langues et de deux cultures au Canada. Nous serons aussi amenés à souligner les caractéristiques de ces deux cultures.

Mais, d'une part, la dualité comporte aussi des avantages. Nous devons décider dès le début que l'une de nos fonctions, ce sera d'explorer les aspects positifs et créateurs de la situation.

D'autre part, les Canadiens ne sont pas tout entiers dans leurs «différences»: ils possèdent un héritage commun, la culture occidentale, et sont entraînés par l'immense progrès de la technologie nord-américaine. Ce sont de puissants facteurs d'unité.

Enfin, on peut communiquer d'une culture à l'autre, pratiquer des échanges, et même s'influencer les uns les autres. Nous nous souviendrons qu'une culture ne doit pas être une prison.

## Définitions

7. Il serait utile de définir au préalable quelques mots-clefs utilisés dans le mandat (culture, bilinguisme, biculturalisme), ainsi que d'autres que nous rencontrerons nécessairement (comme nation, peuple, groupe ethnique, etc.).

Cependant, comme ces définitions impliquent souvent des prises de position ou de longues recherches sur des thèmes connexes, il est probable qu'on mettra du temps à les dégager. Après un examen sommaire du sens de ces mots-clefs, nous devons donc nous résoudre à approfondir peu à peu les définitions à mesure que l'enquête progressera.

## Recherches de base

8. Il est probable que certaines situations ou certains principes agissent comme des causes dans tous les secteurs ou dans plusieurs d'entre eux. Nous aurons intérêt à les

dégager rapidement et à en faire l'objet de recherches de base. Par exemple: la situation démographique au Canada, une carte linguistique, etc.

### Sur la notion d'égalité

9. Va-t-il s'agir d'une égalité absolue? Sauf au paragraphe (1), qui est impérieux parce qu'il se limite au domaine où l'État fédéral est chez lui («assurer le caractère bilingue et fondamentalement biculturel de l'administration fédérale») le mandat utilise des termes plus modestes. Ainsi, le paragraphe initial n'invite pas à réaliser l'égalité parfaite, mais à dégager une politique qui permettra que «la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée...» On retrouve le même vague et la même prudence aux paragraphes (2 et 3): sans doute parce qu'il est question de relations humaines dans un pays libre. Il s'agit par conséquent de chercher les conditions au sein desquelles les deux peuples pourront se développer dans l'égalité.

Soulignons qu'il ne s'agit pas de l'égalité des citoyens devant la loi au sens courant de l'expression: cette égalité est inscrite dans nos législations, et elle doit rester indestructible. Elle est l'un des fondements du droit et de la société.

L'objet principal de notre analyse est autre: il s'agit pour nous du citoyen en tant qu'il participe à l'une des deux cultures: c'est l'égalité de l'anglophone et du francophone en tant que tels, quelle que soit d'ailleurs leur origine ethnique.

Nous aurons donc à tenir compte des situations concrètes, qu'il faudra étudier de près.

### Démocratie et égalité culturelle

10. Un problème difficile va certainement se poser: nous devons nous demander comment il sera possible de concilier les exigences de l'égalité culturelle et celles de la démocratie parlementaire, dans un pays où les représentants des deux cultures sont inégaux en nombre.

### Le pays, mais non chaque individu

11. Des Canadiens entendent parvenir à une égale possession des deux langues et des deux cultures. Mais on peut tout de suite affirmer, en thèse générale, que le bilinguisme d'un pays n'implique pas le bilinguisme de tous les individus. Ce «bilinguisme» nous conduira peut-être à accepter comme normale l'existence, des deux côtés, de larges secteurs unilingues.

De même, le biculturalisme n'est pas une macédoine obtenue par le mélange de deux cultures.

### Les «autres» cultures

12. On peut discuter les divers sens possibles des mots «bilinguisme» et «biculturalisme». Mais dans le mandat, selon nous, «bilinguisme» signifie les deux langues anglaise et

française, et «biculturalisme» signifie deux cultures particulières, l'anglaise et la française. Cependant, il est aussi parlé des «autres» cultures. (\*) Nous devons donc préciser la nature du rapport qui existe entre ces deux questions.

Relisons d'abord attentivement les passages relatifs aux «autres» cultures. Il y en a deux:

Paragraphe préliminaire—Après l'affirmation du «principe de l'égalité entre les deux peuples» fondateurs, le mandat ajoute: «Compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que [des] mesures à prendre pour sauvegarder cet apport».

Paragraphe (2)—Il s'agit du rôle des institutions: celles-ci favorisent-elles «le bilinguisme (i.e. l'anglais et le français), de meilleures relations culturelles (entre anglophones et francophones), ainsi qu'une compréhension plus répandue du caractère fondamentalement biculturel (i.e. anglo-français) de notre pays et de l'apport subséquent des autres cultures; présenter des recommandations en vue d'intensifier ce rôle» (i.e. ce quadruple rôle, dont le quatrième regarde les autres cultures).

Donc, aucune allusion spécifique aux «autres» cultures dans les deux paragraphes qui traitent de la fonction publique fédérale (1), et de l'éducation (3). Ceci paraît révélateur. Il semble que, dans ces deux secteurs, on regarde comme acquis que les Canadiens des autres cultures ont opté pour l'une des deux langues et des deux cultures officielles. Certains en concluent qu'il y a au Canada deux *melting pots*.

Mais le paragraphe préliminaire interdit, ou en tous cas limite singulièrement cette interprétation. Il nous force à tenir compte «de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada», et à rechercher quelles mesures permettront de «sauvegarder cet apport». Cette idée revient au paragraphe (2)—celui qui regarde les institutions publiques et privées, mais où l'on semble avoir surtout songé aux «grands organes de communication»: ceux-ci en particulier doivent aider les Canadiens à mieux comprendre «l'apport subséquent des autres cultures».

Nous croyons résumer le mandat en disant que son idée-force, c'est le bilinguisme et le biculturalisme (i.e. l'anglais et le français) et en ajoutant immédiatement que cette idée-force s'exerce sur un milieu où existe un multiculturalisme de fait—multiculturalisme que l'on ne nous invite pas à supprimer le plus vite possible (ce qui serait du *melting pot*),

\*Pour mieux situer le problème, rappelons l'importance respective des groupes qui sont en présence. Puisqu'il s'agit ici de langues et de cultures, nous croyons devoir utiliser les statistiques relatives à la *langue maternelle* et non à l'origine ethnique. On trouve dans le *Recensement du Canada, 1961* (population, langue officielle et langue maternelle, 92-549) qu'en fonction de leur langue maternelle, les Canadiens se divisent de la façon suivante:

<i>Population totale:</i>	18,238,247	
<i>Langues maternelles:</i>		
Anglaise	10,660,534	(58%)
Française	5,123,151	(28%)
Autres	2,454,562	(14%)

Ces «autres» se décomposent en plusieurs groupes linguistiques dont voici les principaux (au-dessus de 100,000):

Allemand	563,713	(3%)
Ukrainien	361,496	(2%)
Italien	339,626	(2%)
Hollandais	170,177	(1%)
Indien et Esquimau	166,531	(1%)
Polonais	161,720	(1%)
Autres	691,309	(4%)

mais au contraire à respecter et à sauvegarder, sans toutefois lui donner une reconnaissance officielle.

Sans doute verrons-nous mieux, chemin faisant, ce que cette attitude complexe signifie. Disons, au risque de nous répéter, qu'au stade actuel elle écarte deux positions extrêmes:

- celle qui prétendrait oublier les autres cultures, ou les regarder d'abord comme des objets à transformer;
- celle qui leur reconnaîtrait un statut officiel.

### Les premiers Canadiens

13. Le mandat parle de l'apport «subséquent» des autres cultures. Mais il existe aussi un apport antérieur, qui du reste se continue: celui des premiers habitants du pays, les Esquimaux et les Indiens. Ils forment le groupe le plus ancien, au point que par comparaison, anglophones et francophones apparaissent tous comme des Néo-Canadiens.

La Commission regarde comme son devoir le plus strict d'apporter une attention spéciale aux problèmes que les Esquimaux et Indiens rencontrent dans le monde d'aujourd'hui.

### En résumé

14. Au moment d'amorcer, dans les domaines les plus divers, des études et une enquête publique, il paraît nécessaire de serrer de près le sens et le but de nos démarches, et de déterminer un point fixe qui les orientera.

Nous les trouvons dans l'idéal de l'égalité des deux langues et des deux cultures au Canada: c'est lui qui orientera des recherches par ailleurs disparates, c'est vers lui que nous devons constamment revenir, c'est aussi en fonction de ce barème que nous déciderons d'entreprendre ou d'écarter tels travaux.

Mais nous devons le faire en nous souvenant de la présence des autres cultures, de la richesse humaine qu'elles représentent et de la nécessité de les sauvegarder.









Cet appendice présente une sélection de renseignements sur la population canadienne selon l'origine ethnique, la langue maternelle, la langue officielle, et la répartition des personnes bilingues. Il contient également un tableau de la répartition des personnes unilingues de langue française et d'origine ethnique française. Dans plusieurs tableaux, certaines régions spéciales du Canada ont été choisies, afin de rendre les comparaisons plus claires.

Dans chaque cas la source a été le Recensement du Canada de 1961, en particulier le Catalogue 92-651, Volume 1, 3<sup>e</sup> Partie: «Population: Langue par Groupe Ethnique,» et le Catalogue 92-459 Volume 1, 2<sup>e</sup> Partie: «Population: Langue officielle et langue maternelle».

Les définitions employées dans les rapports du Recensement sont les suivantes:

- la langue maternelle: la première langue que la personne a apprise et qu'elle comprend encore;
- la langue officielle: porte sur le nombre de personnes qui ont déclaré pouvoir parler l'une ou l'autre des deux langues officielles du Canada;
- le groupe ethnique: est déterminé d'après celui du père. La question posée était: «A quel groupe ethnique appartenait votre ascendant paternel lors de son arrivée en Amérique?» La langue que parlait à ce moment-là la personne, ou son ancêtre paternel, a aidé à déterminer son groupe ethnique. Des directives spéciales visaient les cas où la langue ne pouvait servir de critère.
- zones métropolitaines de recensement: celles-ci ont été établies pour les groupes de communautés urbaines qui ont d'étroites relations économiques, géographiques et sociales. Pour les fins du Recensement de 1961, le Canada comptait dix-sept (17) zones métropolitaines de recensement.



Province ou territoire	Population totale	Origine britannique		Origine française		Autre origine ethnique 1	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Canada	18,238,247	7,996,669	43.84	5,540,346	30.37	4,701,232	25.75
Terre-Neuve	457,853	428,899	93.67	17,171	3.75	11,783	2.57
Île-du-Prince-Édouard	104,629	83,501	79.80	17,418	16.64	3,710	3.57
Nouvelle-Écosse	737,007	525,448	71.29	87,883	11.92	123,676	16.78
Nouveau-Brunswick	597,936	329,940	55.17	232,127	38.82	35,869	5.99
Québec	5,259,211	567,057	10.78	4,241,354	80.64	450,800	8.52
Ontario	6,236,092	3,711,536	59.51	647,941	10.39	1,876,615	30.09
Manitoba	921,686	396,445	43.01	83,936	9.10	441,305	47.88
Saskatchewan	925,181	373,482	40.36	59,824	6.46	491,875	53.16
Alberta	1,331,944	601,755	45.17	83,319	6.25	646,870	48.56
Colombie britannique	1,629,082	966,881	59.35	66,970	4.11	595,231	36.53
Yukon	14,628	6,946	47.48	991	6.77	6,691	45.74
Territoires du Nord-Ouest	22,998	4,779	20.78	1,412	6.13	16,807	73.08

Source: Recensement du Canada de 1961; Catalogue 92-561, Vol: I, Partie: 3; «Population: langue par groupe ethnique».

1. Le tableau 1 (b), à la page suivante, donne les statistiques sur les autres groupes ethniques.

Province ou territoire	Allemand	Ukrainien	Italien	Juif	Hollandais	Scandinave	Polonais	Indien et Esquimaux non déclarés	Autres	Total
Canada	1,049,599	473,337	450,351	173,344	429,679	386,534	323,517	220,121	1,194,750	4,701,232
Pourcentage	5.75	2.59	2.46	0.95	2.35	2.11	1.77	1.20	6.55	25.75
Terre-Neuve	1,829	141	246	180	462	1,201	243	1,411	6,070	11,783
Pourcentage	0.39	0.03	0.18	0.03	0.10	0.26	0.05	0.30	1.32	2.57
Île-du-Prince-Édouard	664	66	103	15	1,288	427	82	236	829	3,710
Pourcentage	0.63	0.06	0.09	0.01	1.23	0.40	0.07	0.22	0.79	3.57
Nouvelle-Écosse	45,441	1,763	3,719	1,672	25,251	5,731	3,106	3,271	33,722	123,676
Pourcentage	6.16	0.23	0.50	0.22	3.42	0.77	0.42	0.44	4.57	16.78
Nouveau-Brunswick	7,386	379	1,210	859	7,882	4,901	633	2,921	9,698	35,869
Pourcentage	1.23	0.06	0.20	0.14	1.31	0.81	0.10	0.48	1.62	5.99
Québec	39,457	16,588	108,552	74,677	10,442	11,295	30,790	21,343	137,656	450,800
Pourcentage	0.75	0.31	0.06	1.41	0.19	0.21	0.58	0.40	2.61	8.52
Ontario	400,717	127,911	273,864	65,280	191,017	63,653	149,524	48,074	556,575	1,876,615
Pourcentage	6.42	2.05	4.39	1.04	3.06	1.02	2.39	0.77	8.92	30.09
Manitoba	91,846	105,372	6,476	18,898	47,780	37,746	44,371	29,427	59,389	441,305
Pourcentage	9.96	11.43	0.70	2.05	5.18	4.09	4.81	3.19	6.43	47.88
Saskatchewan	158,209	78,851	2,413	2,287	29,325	67,553	28,951	30,630	93,656	491,975
Pourcentage	17.10	8.52	0.26	0.24	3.16	7.30	3.12	3.31	10.12	53.16
Alberta	183,314	105,923	15,025	4,353	55,530	95,879	40,539	28,554	117,753	646,870
Pourcentage	13.76	7.95	1.12	0.32	4.16	7.19	3.04	2.14	8.84	48.56
Colombie britannique	118,926	35,640	38,399	5,113	60,176	96,792	24,870	38,814	176,501	595,231
Pourcentage	7.30	2.18	2.35	0.31	3.69	5.94	1.52	2.38	10.83	36.53
Yukon	1,092	345	200	0	349	773	241	2,207	1,484	6,691
Pourcentage	7.46	2.35	1.36	0	2.38	5.28	1.64	15.08	10.14	45.74
Territoires du Nord-Ouest	718	358	144	10	177	583	167	13,233	1,417	16,807
Pourcentage	3.12	1.55	0.62	0.04	0.76	2.53	0.72	57.53	6.16	73.08

Source: Recensement du Canada de 1961; Catalogue 92-561, Vol: I, Partie: 3; «Population: langue par groupe ethnique».

Province ou territoire	Population totale du Canada	Anglais Nombre	%	Français Nombre	%	Autre l. Nombre	%
Canada	18,238,247	10,660,534	58.45	5,123,151	28.09	2,454,562	13.45
Terre-Neuve	457,853	451,530	98.61	3,150	0.68	3,173	0.69
Île-du-Prince-Édouard	104,629	95,564	91.33	7,958	7.60	1,107	1.05
Nouvelle-Écosse	737,007	680,233	92.29	39,568	5.36	17,206	2.33
Nouveau-Brunswick	597,936	378,633	63.32	210,530	35.20	8,773	1.46
Québec	5,259,211	697,402	13.26	4,269,689	81.18	292,120	5.55
Ontario	6,236,092	4,834,623	77.52	425,302	6.82	976,167	15.65
Manitoba	921,686	584,526	63.41	60,899	6.60	276,261	29.97
Saskatchewan	925,181	638,156	68.97	36,163	3.90	250,862	27.11
Alberta	1,331,944	962,319	72.24	42,276	3.17	327,349	24.57
Colombie britannique	1,629,082	1,318,498	80.93	26,179	1.60	284,405	17.45
Yukon	14,628	10,869	74.30	443	3.02	3,316	22.66
Territoires du Nord-Ouest	22,998	8,181	35.58	994	4.32	13,823	60.10

Source: Recensement du Canada de 1961; Catalogue 92-549; Vol: I, Partie: 2; «Population: Langue officielle et langue maternelle».

1. Le tableau 2 (b), à la page suivante, donne les statistiques sur les autres langues.

Province ou territoire	Allemand	Italien	Hébreu	Indien et Esquimau dais	Hollan- dais	Ukrainien	Scan- dinave	Polonais	Autres non déclarés	Total
Canada	563,713	339,626	82,448	166,531	170,177	361,496	116,714	161,720	492,137	2,454,562
Pourcentage	3.09	1.86	0.45	0.91	0.93	1.98	0.63	0.88	2.69	13.45
Terre-Neuve	616	131	69	1,176	173	158	156	125	569	3,173
Pourcentage	0.13	0.02	0.01	0.25	0.03	0.03	0.03	0.02	0.12	0.69
Île-du-Prince-Édouard	126	43	21	111	401	92	74	46	193	1,107
Pourcentage	0.12	0.04	0.02	0.10	0.38	0.08	0.07	0.04	0.18	1.05
Nouvelle-Écosse	1,523	1,119	488	2,335	2,441	941	827	1,053	6,479	17,206
Pourcentage	0.20	0.15	0.06	0.31	0.33	0.12	0.11	0.14	0.87	2.33
Nouveau-Brunswick	1,162	547	378	2,572	1,063	414	979	310	1,348	8,773
Pourcentage	0.19	0.09	0.06	0.43	0.17	0.06	0.16	0.05	0.22	1.46
Québec	31,589	89,806	35,845	16,518	6,059	13,424	3,477	19,827	75,575	292,120
Pourcentage	0.60	1.70	0.68	0.31	0.11	0.25	0.06	0.37	1.43	5.55
Ontario	183,789	207,937	32,452	26,754	90,051	89,766	20,931	83,214	241,273	976,167
Pourcentage	2.94	3.33	0.52	0.42	1.44	1.43	0.33	1.31	3.86	15.65
Manitoba	83,994	4,362	9,057	27,571	13,363	85,173	12,631	20,652	19,458	276,261
Pourcentage	9.11	0.47	0.98	2.99	1.44	9.24	1.37	2.24	2.11	29.97
Saskatchewan	89,650	1,369	898	25,932	8,054	67,087	19,511	10,585	27,776	250,862
Pourcentage	9.68	0.14	0.09	2.80	0.87	7.25	2.10	1.14	3.00	27.11
Alberta	97,666	9,881	1,764	27,928	24,640	83,923	25,603	16,755	39,189	327,349
Pourcentage	7.33	0.74	0.13	2.09	1.84	6.30	1.92	1.25	2.94	24.57
Colombie britannique	72,473	24,168	1,459	21,894	23,793	20,101	32,079	8,978	79,460	284,405
Pourcentage	4.44	1.48	0.08	1.34	1.46	1.23	1.96	0.55	4.87	17.45
Yukon	640	144	2	1,348	95	202	281	84	520	3,316
Pourcentage	4.37	0.98	0.01	9.21	0.64	1.38	1.92	0.57	3.55	22.66
Territoires du Nord-Ouest	485	119	15	12,392	44	215	165	91	297	13,823
Pourcentage	2.10	0.51	0.06	53.88	0.19	0.93	0.71	0.39	1.29	60.10



Province ou territoire	Population totale	Parlant seulement anglais Nombre	Parlant seulement français %	Parlant seulement français Nombre	Parlant anglais et français %	Ne parlant ni anglais, ni français Nombre	Ne parlant ni anglais, ni français %
Canada	18,238,247	12,284,762	67.35	3,489,866	19.13	2,231,172	12.23
Terre-Neuve	457,853	450,945	98.49	522	0.11	1,087	0.23
Île-du-Prince-Édouard	104,629	95,296	91.07	1,219	1.16	7,938	7.58
Nouvelle-Écosse	737,007	684,805	92.91	5,938	0.80	44,987	6.10
Nouveau-Brunswick	597,936	370,922	62.03	112,054	18.74	113,495	18.98
Québec	5,259,211	608,635	11.57	3,254,850	61.88	1,338,878	25.45
Zone métropolitaine de Montréal	2,109,509	462,260	21.91	826,333	39.17	776,603	36.81
Québec à l'exception de la zone métropolitaine de Montréal	3,149,702	146,375	4.64	2,428,517	77.10	562,275	17.85
Ontario	6,236,092	5,548,766	88.97	95,236	1.52	493,270	7.90
Manitoba	921,686	825,955	89.61	7,954	0.86	68,368	7.41
Saskatchewan	925,181	865,821	93.58	3,853	0.41	42,074	4.54
Alberta	1,331,944	1,253,824	94.13	5,534	0.41	56,920	4.27
Colombie britannique	1,629,082	1,552,560	95.30	2,559	0.15	57,504	3.52
Yukon	14,628	13,679	93.51	38	0.25	825	5.63
Territoires du Nord-Ouest	22,998	13,554	58.93	109	0.47	1,614	7.01
						7,721	33.57

Source: Recensement du Canada de 1961; Catalogue 92-561, Vol: 1, Partie: 3; «Population: langue par groupe ethnique».

Province ou territoire	Origine ethnique britannique		Origine ethnique française		Autre origine ethnique	
	Total	Nombre %	Total	Nombre %	Total	Nombre %
Canada	7,996,669	318,463 3.98	5,540,346	1,665,979 30.06	4,701,232	246,730 5.24
Québec	567,057	162,907 28.72	4,241,354	1,036,478 24.43	450,800	139,493 30.94
Zone métropolitaine de Montréal	377,625	101,767 26.94	1,353,480	554,929 41.00	378,404	119,907 31.68
A l'exception de la zone métropolitaine de Montréal	189,432	61,140 32.27	2,887,874	481,549 16.67	72,396	19,586 27.05
Ontario	3,711,536	91,665 2.46	647,941	338,453 52.23	1,876,615	63,152 3.36
Nouveau-Brunswick	39,940	12,096 3.66	232,127	99,158 42.71	35,869	2,241 6.24

Source: Recensement du Canada de 1961: Catalogue 92-561, Vol: I, Partie: 3; «Population: langue par groupe ethnique».

Province ou territoire	Population totale	Origine ethnique française		
		Total	Nombre qui ne parle que français	Pourcentage qui ne parle que français
Canada	18,238,247	5,540,346	3,390,704	61.20
Terre-Neuve	457,853	17,171	268	1.56
Île-du-Prince-Édouard	104,629	17,418	1,178	6.76
Nouvelle-Écosse	737,007	87,883	5,596	6.36
Nouveau-Brunswick	597,936	232,127	109,282	47.07
Québec	5,259,211	4,241,354	3,168,046	74.69
Zone métropolitaine	2,109,509	1,353,480	777,932	57.47
Québec à l'exception de la zone métropolitaine de Montréal	3,149,702	2,887,874	2,390,114	82.76
Ontario	6,236,092	647,941	89,074	13.74
Manitoba	921,686	83,936	7,221	8.60
Saskatchewan	925,181	59,824	3,256	5.44
Alberta	1,331,944	83,319	4,854	5.82
Colombie britannique	1,629,082	66,970	1,835	2.74
Yukon	14,628	991	33	3.32
Territoires du Nord-Ouest	22,998	1,412	61	4.32

Source: Recensement du Canada de 1961: Catalogue 92-561, Vol: I, «Population: langue par groupe ethnique».

Province ou territoire	Population totale d'origine ethnique française	Langue maternelle		Français		Autre	
		Anglais Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Canada	5,540,346	552,739	9.97	4,965,579	89.62	22,028	0.39
Canada à l'exception du Québec	1,298,992	484,400	37.29	800,699	61.64	13,893	1.06
Ontario	647,941	244,566	37.74	397,728	61.38	5,647	0.87
Nouveau-Brunswick	232,127	28,226	12.15	203,258	87.56	643	0.27
Nouvelle-Écosse	87,883	50,049	56.94	37,621	42.80	213	0.24
Manitoba	83,936	25,451	30.32	56,433	67.23	2,052	2.44
Alberta	83,319	41,488	49.79	38,978	46.78	2,853	3.42
Colombie britannique	66,970	43,393	64.79	22,592	33.73	985	1.47
Saskatchewan	59,824	25,860	43.22	32,611	54.51	1,353	2.26
Île-du-Prince-Édouard	17,418	9,612	55.18	7,744	44.46	62	0.35
Terre-Neuve	17,171	14,634	85.22	2,522	14.68	15	0.08

Source: Recensement du Canada de 1961: Catalogue 92-561, Vol: I, Partie: 3; «Population: langue par groupe ethnique».



Province ou territoire	Population totale d'origine ethnique française	Langue officielle		Français seulement		Anglais et français		Ni anglais, ni français	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Canada	5,540,346	475,128	8.57	3,390,704	61.20	1,665,979	30.06	8,535	0.15
Canada à l'exception du Québec	1,298,992	442,251	34.04	222,658	17.14	629,501	48.46	4,582	0.35
Ontario	647,941	217,751	33.60	89,074	13.74	338,433	52.23	2,663	0.41
Nouveau-Brunswick	232,127	23,239	10.01	109,282	47.07	99,158	42.71	448	0.19
Nouvelle-Écosse	87,883	46,229	52.60	5,596	6.36	35,904	40.85	154	0.17
Manitoba	83,936	24,425	29.09	7,221	8.60	51,860	61.78	430	0.51
Alberta	83,319	40,702	48.85	4,854	5.82	37,398	44.88	365	0.43
Colombie britannique	66,970	41,096	61.36	1,835	2.74	23,863	35.63	176	0.26
Saskatchewan	59,824	24,692	41.27	3,256	5.43	31,602	52.82	274	0.45
Île-du-Prince-Édouard	17,418	9,040	51.90	1,178	6.76	7,143	41.00	57	0.32
Terre-Neuve	17,171	14,024	81.67	268	1.56	2,876	16.74	3	0.01

Source: Recensement du Canada de 1961: Catalogue 92-561, Vol: 1, Partie: 3; «Population: langue par groupe ethnique».





## Citations originales anglaises qui ont été traduites dans le texte du rapport

## Chapitre 1

1. 'Why do you want to make us speak French here in X . . . ?' page 19
2. 'What do you want us to do? Around here we get along well together. There are no problems here.' page 19
3. 'What does Quebec want?' page 19
4. 'In that case . . . what is the point of your inquiry?' page 19
5. 'We have reached a certain kind of balance among the various cultures here. Biculturalism might destroy that balance which was often difficult to achieve.' page 19

## Chapitre 2

6. "All are trying to retain [their] own culture"  
(Sudbury) page 29

## Chapitre 3

7. 'It's a good idea. But it has not yet been implemented in this or that field and in the future it must be.' page 37
8. 'But what is meant by equal partnership? Where does the idea come from? What historical and constitutional foundation does it have?' page 38
9. "Our rights and privileges in the Canadian Federation are not completely honoured and we feel our group should have priority precisely because it is one of the founding races."  
(Windsor) page 38
10. "The grievance here is that the Canadian of French descent, according to the Confederation of 1867, is not getting the privileges he was granted."  
(Windsor) page 38



11. "Our Canada is no longer made of two founding races, or should I say floundering races, but through immigration is made up of numerous races and our real problem is to blend them into one Canada, not two or more."  
(Calgary) page 38
12. "not a union of two nations but of four provinces, one of which happened to be French".  
(Moncton) page 39
13. "an arrangement made nearly a hundred years ago whereby a certain territory in New Canada was set aside where the French influence was to be on a parity".  
(Calgary) page 39
14. "As to the matter of constitutional law the Canadian Confederation is not based on an equal partnership of the two founding races. That idea originates in the so-called compact theory of Confederation which is neither historically or legally correct. Confederation is based on the British North America Act, court decisions and various conventions which prescribe the relationship of the various provinces the one to the other and to the federal government. Partnership of races, much less equal partnership, is an unknown concept ..."  
(Calgary letter) page 39
15. "Canada's future is a lot more important than her past, so let's all work together to create a Canadianism in Canada."  
(Victoria) page 39
16. "If we have time, we in English Canada can perhaps define what our identity is and then knowing that, perhaps we can work with those in Canada who already know what their cultural identity is."  
(Halifax) page 40
17. "The crux of the whole issue is that we have people looking on themselves as French Canadians, when they should be looking on themselves as Canadians who speak French."  
(St. John's) page 40
18. "Unless the bi-national character of the Canadian state is recognized by the English as well as by the French, the future of this country is very much in doubt."  
(Saskatoon) page 41
19. "Why is the Indian always forgotten? This was the first culture and this was the first language in Canada. We are told that the BNA Act was between the French and English—where was the Indian during this time?"  
(Sudbury) page 41

20. 'If the French people think that they lost a lot of their rights since Confederation, what should the Indian say? They lost the whole land.'
- page 42
21. 'Our children learn that Indians are all savages.'
- page 42
22. 'As soon as an Indian wants to succeed in Canadian life he must assimilate. They [Canadians] call them non-Indian-Indians . . . Furthermore, close to 80 per cent of the Ontario young Indians are marrying others than Indians.'
- page 42
23. "Are we, west of the Ontario border, to be considered second-class citizens? We are a third of the population in this country . . . and should be considered equal citizens."
- (Winnipeg) page 42
24. "Is there some justification for members of the other groups to be afraid of being caught in a power play, right in the centre [between the English and the French]?"
- (Sudbury) page 42
25. "Is it true that my freedoms are actually limited because my extraction is not from one of the so-called founding races?"
- (Kingston) page 42
26. "We are the third element of the population of this country, of which I think our proportion today is almost one-third."
- (Winnipeg) page 43
27. "The Dominion government . . . settled the different immigrant nationalities in little island groups with the result that we have large areas which are bilingual. They [the immigrant groups] speak the language of their respective fatherlands and English. Some of the older generations speak nothing but their native tongue."
- (Saskatchewan) page 43
28. "We respectfully acknowledge the fact that the problem is primarily with the two founding races, the French-speaking Canadians and the British Canadians, but over the years a third force, a vital force, has emerged and this force must be recognized."
- page 44
- (Ottawa Preliminary Hearing)
29. 'The ethnic groups in Canada are, and will continue to be, a unifying force, a cementing force in the Confederation of Canada.'
- page 44

30. "The demands of bilingualism are justified. We do not see any justification for the introduction of other official languages. We are opposed to any 'balkanization' and to the idea of the 'melting pot'. In the complex ethnic situation existing in Canada, the only kind of unity which can reasonably be striven for and achieved is unity in diversity: the harmonious co-operation of all ethnic groups in the Canadian country as a whole."  
(Kingston) page 44
31. "I don't want to be identified as an Albertan or as a Saskatchewanian, or an Ontarian; I wish to be considered a Canadian."  
(Calgary) page 45
32. "... it is a matter of loyalty: if Canada is a country, and we are Canadians, then we should be as one in looking for the good of Canada."  
(Victoria) page 45
33. "If 75 Ukrainian families wish to have Ukrainian taught in the high school, then do 60 French families have the same right? 55 Finnish families? 30 Italian families? 20 Norwegians? Is there not a danger that the country will become balkanized?"  
(Port Arthur) page 45
34. "development of a truly unique Canadian culture" as opposed to a "polycultural kind of nation".  
(Winnipeg) page 46
35. "If we want to have a nation, there is only one way and that's for all of us to look at each other and say we are Canadians regardless of ethnic origin and regardless of the language you speak in your home. You are a Canadian and if English is the predominating tongue in this country then that is what we will speak."  
(Winnipeg) page 46
36. "Canada and New Brunswick should be unilingual, and if people want to stay in Canada, let them learn English."  
(New Brunswick) page 46
37. "hyphenated Canadianism . . . to hear people speaking about English Canada, French Canada or whatever it may be".  
(Yarmouth) page 46
38. "For an English Canadian to say that he is a Canadian without prefix involves no sacrifice because Canada for him is an enlargement of what he knows as an Ontarian, as a Manitoban or as a Nova Scotian, but when we say that a French Canadian should be a Canadian really like us . . . we are asking him to make the supreme sacrifice."  
(London) page 46

39. "The standard process of history is for a minority to be assimilated or absorbed. What we are doing here . . . is to stand in the way of that process."  
(St. John's) page 46
40. "The feeling is that if this [assimilation] has happened to other ethnic groups, why hasn't it happened to the French Canadians?"  
(St. John's) page 46
41. "Canada is a melting pot . . . French Canadians will inevitably be assimilated."  
(Windsor) page 46
42. 'by the Roman Catholic Church, the Liberal Party, and the Social Credit Party'.  
(Victoria) page 47
43. 'Your children may learn French in class, but which language do they speak when they go out to play?'  
page 47
44. "We must all be interested in Canadian culture for I fear if we are not, we Canadians could soon be engulfed and drowned by the American culture."  
(Windsor) page 49
45. "Equal rights across the country for both cultures and both languages—this will be a terrific barrier to being swallowed up by the large state to the south, which may be very friendly, but which can take many little things that we want and [things] that we are prepared to pay a dividend to keep. I do not think we have a chance of keeping [Canada independent] unless we do develop something which will clearly distinguish it culturally from that mass reservoir. We are going to be sucked in with or without any pressure from them. We have to become a bicultural and bilingual nation completely from coast to coast."  
(London) page 49
46. "socially ridiculous", "economically ridiculous".  
(Prairies) page 49
47. "The only time we had prosperity here was when we could trade with the Yankees prior to the twentieth century."  
(Maritimes) page 49
48. "the English language as the one and only language for the U.S.A".  
(Vancouver) page 49
49. "As time goes on there will be fewer and fewer people who will be purely French-speaking and more and more people will be English-speaking. Quebec is not only



a part of Canada, it is also a part of the North American economy and there is a tide flowing that economically will force them to become increasingly industrialized in that province and to have a knowledge, and a good knowledge, of the language of commerce. That language of commerce, I think we'll have to admit, will be English in the North American economy."

(Saskatoon)

page 50

50. "They [French Canada] are an island, feel themselves to be isolated and feel that they have to strike out, to resist, to withstand, to hang onto what they have."

(St. John's)

page 50

51. "There are some penalties to pay for being in the minority here, such as education, where English-speaking school facilities are necessarily restricted. On the other hand, being in the minority does not disturb me because I know I have the weight of 200 million English-speaking Americans behind me."

(Chicoutimi)

page 50

52. "It is eminently obvious that if we separate into two nations, French Canada and English Canada, then neither one of them will exist any more—we will all become Americans."

(Saskatoon)

page 51

53. "If Quebec wants to withdraw, they should be free to do so; the rest of us might then form a union party who, if we could get into Parliament, would approach the United States and ask to be taken in. For after all, 60 per cent of our economy is controlled by the United States. We think, we feel, and dress and eat American, so why not accept the *fait accompli*?"

page 51

54. "What is going to happen here, regardless of what we say or what we think, is the same thing that happened in the United States—the old melting pot theory."

(Kingston)

page 51

55. "A nation with two cultures is original. The Americans have a melting pot culture and have done a darned good job of it! . . . But I think we should try something different."

(Halifax)

page 51

#### Chapitre 4

56. "I don't feel in my own country because when I say my name 'Castonguay' they say: 'What? What are you talking about?' . . . You see, I am a foreigner . . ."

(Port Arthur)

page 55



57. "I don't think a culture is safeguarded or maintained. I don't think you can lock it behind walls. I don't think you can preserve it. It must live on its own power."  
(Saskatoon) page 56
58. 'Just as in Ireland, French Canadians have refused to accept defeat. They have kept themselves isolated, on the fringe of the main stream of civilization. Instead of forgetting the past they have stayed aloof, busily licking their wounds.'  
(Saskatoon) page 56
59. "We should try in our educational system to make provisions so that the children of English-speaking parents can learn French right from their first year in school and that the children of French-speaking parents can learn English right from their first year in school . . . so that we might truly become bilingual."  
(Fredericton) page 57
60. "Each of the two founding nations or peoples, the French and the English, are entitled to be sure that their language is preserved wherever there is a reasonable number of people who speak that language. In other words, right here the French people of Manitoba are entitled to preserve their language . . . and to have their language taught in the elementary schools where there is a reasonable demand for same."  
(Winnipeg) page 57
61. "wherever there is a large enough community of French Canadians, that the teaching in French be permitted as well as the teaching of French in all schools".  
(Winnipeg) page 57
62. "The question of teaching of German, of Ukrainian, should be fully permitted and fully recognized with full credits wherever they are taken."  
(Winnipeg) page 59
63. "We firmly believe that in order to be good Canadians we must acknowledge and master our own cultural background and language. We would like to see the Ukrainian language on a par with other languages."  
(Winnipeg) page 59
64. "I don't believe that we should prefer French to any other language. I don't see why there is such a terrible emphasis just on French."  
(Edmonton) page 59
65. "I am a little afraid if this French language is forced further afield, then they will also want Chinese."  
(Vancouver) page 59

66. "I think this whole thing could be settled so easily if they would teach their children English in school in Quebec."  
(Edmonton) page 59
67. 'When my wife, my brother and myself die, no one will speak my people's language any longer.'  
page 59
68. 'The whole world speaks English.'  
page 59
69. "I suggest there is little or no motivation for people in Nova Scotia to learn French and the reason is that there is no requirement for French in the normal business of the province and/or social intercourse in the province. For this reason I would suggest that there is no reason for the people nor motivation other than school examinations . . ."  
(Halifax) page 60
70. "In Europe you get children going to school who learn three or four languages at one time, not only two."  
(St. John's) page 60
71. "We have tentatively agreed this morning that we would be prepared to see the establishment of French-speaking schools in British Columbia, state supported, provided they were non-confessional."  
(Vancouver) page 60
72. "What the French Canadian wants is to be able to have the right to establish all through Canada the separate school system . . . That is the crux; that's what they want: to be able to scatter their increasing population throughout Canada but only on the condition that they will be able to have their own schools which are French and Roman Catholic."  
(Vancouver) page 61
73. "Because of our small number here we do not have the same opportunities as the French, e.g. no technical training in English. I am not complaining . . . But to say that there are no penalties in the area for the English-speaking is not true."  
(Chicoutimi) page 61
74. 'It is not easy to get a Protestant majority accustomed to an entirely secular system to grant [to its Catholic minority] confessional schools. It is not easy to get an English-speaking majority to grant French schools to a small French minority. But when you come to ask a Protestant and English-speaking majority to agree to the establishment of a school that is both Catholic and French, then you are really flying in the face of a number of beliefs and feelings at once.'  
page 62

75. 'The expression "priest-ridden" may be taken as an insult. But it may also seem to describe an existing situation very accurately. When people in a province where the dominant concept of education has long been a secular one, learn that there is not a single non-confessional public school in Quebec, they are often led to believe that the Church and clergy exercise a dominant influence in that province's system of education.'
- page 62
76. 'Our group [of discussion] felt very strongly that there was a good deal of ignorance in Western Canada about conditions in Quebec [ . . . ]. It was suggested that press coverage gave only rather startling news of what was happening in Quebec. We're very much in the fog about it.'
- (Victoria) page 64
77. 'It was thought that, particularly because of their concentration on sensationalism in their reporting . . . the mass media were actually doing a disservice to the cause of biculturalism and bilingualism rather than a service.'
- (Vancouver) page 64
78. "About Quebec, we know only what we read in the newspapers. And we have the feeling that perhaps we get biased accounts."
- (Edmonton) page 64
79. 'We touched on communications, and boy! Communications came in for quite a blast here. Our newspapers are biased.'
- (Saskatoon) page 64
80. "The culture of the French as being portrayed to the English on TV and radio systems is really a parody. . . It tends to make the English-speaking person think of the French-speaking person as the peasant, the lumberjack, the pea-souper, the eater-of-beans."
- (Kingston) page 64
81. "[The English-language media] do, I think, exaggerate anything bad or radical that happens in Quebec."
- (Moncton) page 65
82. "Without reading some French publications—Quebec publications—it is quite impossible to understand what is going on in Canada today."
- (Halifax) page 65
83. "Mass media were exaggerating the situation by publishing only the sensational aspects of the problem."
- (St. John's) page 65

84. "If you require me, after 17 years of service in the Civil Service, to pass and write an examination, to speak French, simply to keep my job. I am afraid I will have to emigrate to Australia."  
(Edmonton) page 66
85. "We do not have very many French families attached to the particular units at [a large camp outside Quebec] but we have had no problem whatsoever with those who are French-speaking. Now it is true that some of those children come to us speaking very little English, but we have not let that bother us, because we simply let them attach themselves to the classrooms and we are all amazed how quickly they tell our English pupils off, in English. There is no problem as far as this camp is concerned . . . But the French-speaking people there have not raised it as a problem . . ."  
(Maritimes) page 68
86. "We can't do business in two languages . . . we would need two sets of printing . . . then we would have a commercial problem."  
(Victoria) page 68
87. 'People do not learn another language unless there are economic and social pressures.'  
page 68
88. 'There might be economic advantages in being able to speak French . . . but what about Chinese, Japanese, Russian?'  
page 68
89. "Now I'll be the first to say that Canada is an English-speaking nation, that our main language of communications is English, and this is what it must be. And I think myself, although I may antagonize my French friends here tonight, that this is something that the French people are going to realize sooner or later, if for no other reason, because of economic pressures."  
(Saskatoon) page 68
90. 'There is no discrimination here for French-speaking people . . . We associate them with farming and tend to look upon them as inferior.'  
(Victoria) page 69
91. "The French Canadian is French in his social environment, but not in business. And when he goes to work, he has to work in English accidentally, and he does not know his English well enough to advance equally in the English community and is at present in many cases forced to compete in English terms, which puts him at quite a distinct disadvantage."  
(Moncton) page 69
92. "Industry is going to enter the province. And these people in Quebec will have to adapt themselves to these new conditions."  
(Kingston) page 71



93. "Quebec has emphasized a rather peasant-like culture—one which amuses rather than educates."  
(Kingston) page 71
94. "Quebec . . . is fifty years behind the times."  
(Vancouver) page 71
95. "The Church's influence in Quebec is holding back education and industrial development."  
(Calgary) page 71
96. "French Canada is committed to the nineteenth century ideals."  
(London) page 71
97. "We are made to think in stereotypes: for instance, that Quebec is rural."  
(Halifax) page 71
98. "We [English-speaking Canadians] are blamed for their self-imposed backwardness."  
(London) page 72
99. "Much of Quebec's problem is due to her education system."  
(Yarmouth) page 72
100. "Education in Quebec is not as good as elsewhere in Canada."  
(Saskatoon) page 72
101. "The Church has held Quebec back."  
(Calgary) page 72
102. "Yes, we do have some French Canadians here, but we don't have any problem."  
page 75
103. "I have heard it said that the French in Saskatchewan should have equal rights with the English in Quebec. Perhaps, but they are not in the majority and our constitution doesn't say that they should have rights in all provinces."  
(Saskatoon) page 75
104. "after all the second biggest French-speaking city in the world and where English Canadians—up to 95 per cent of them—don't speak a word of French and they don't want to learn".  
(Kingston) page 77
105. "Speak white"  
"Why don't you speak a white man's language?"  
"If you want to speak French go back to your province."  
"Why don't you speak English?"  
page 78



## Chapitre 5

106. "If Quebec thinks for one minute that we—the rest of Canada, possibly 12 or 13 million—are going to let the Province of Quebec set up a state within a state, take away a third of our population and a quarter of our wealth, they've got another think coming."  
(Yarmouth) page 85
107. "a regression to a form of nationalism which is really an anachronism" . . . "if Quebec wants to withdraw they should be free to do so; the rest of us might form a union party who . . . approach the United States and ask to be taken in."  
(Kingston) page 85
108. "I represent an organization that states quite bluntly and simply that any more concessions other than . . . in the law today given to French Canada, and we . . . will have no alternative than to organize the working people . . . to take us into the country to the south."  
(Sudbury) page 85
109. "The only province we have trouble with is Quebec."  
(Maritimes) page 85
110. "I would like to remind [you] that every time you insult the French Canadians you create thousands more separatists."  
(Vancouver) page 86
111. "I don't find these remarks about separatism amusing and I don't accept them. I don't think there are many Kingstonians who are prepared even to entertain the idea, much less to accept it that the present solution for the present troubles of our country can be found in the break-up of Confederation, or in the disruption of our nation. For myself, I think I am a moderate man on most civic and national issues, but on the issue of national unity I am not moderate at all. For me the preservation and strengthening of a national unity must come first if Canada as a nation, and bicultural nation, must endure and grow."  
(Kingston) page 87
112. "It's a case of statehood and nationhood. [French Canadians] believe that in Canada today we only have statehood: boundaries, borders, sovereignty to legislate, etc. What they want is a separate nation that gives them common aspirations in religion and in their mutual goals. Somehow I don't blame them for this, but at the same time I wish they would make some attempt to make this Confederation of ours work."  
(Victoria) page 87

113. "Canada is a marriage of two nations and it was not a shot-gun marriage, it was a free and deliberate marriage. Now that a divorce is in the offing, I think this is a problem for the whole family, and it is time that all the family get together to improve the situation of the family...it is an intense national problem."  
(London) page 87
114. "Let's set the things down and let's step back and work at it a little while... Let those of us on the English-speaking side be prepared to give those on the French-speaking side a clear hard guarantee. Let us give them proof that we are not as bad as we appear to be; then, we on our side, may find out that they are not nearly as bad as we thought they were in the last few months due to the actions of their friends in Quebec."  
(Fredericton) page 87
115. "a conference on equal partnership to draw up a new constitution because Canada is and must be recognized as a bi-national state".  
(Victoria) page 87
116. "problem of two nations within one state", "the abolition if you wish, of the BNA Act and the bringing down of a strictly Canadian Constitution passed and accepted by the Canadian Parliament".  
(Yarmouth) page 87
117. "loyalty to Nova Scotia and to Canada, [or] a loyalty to Quebec and to Canada. ... We have both loyalties and I think we should try to maintain that situation in a federal country to have the maximum amount of freedom within each region to run their own affairs the way they want them run."  
(Halifax) page 88
118. "the minority should have to walk in the moccasins of the majority".  
(Victoria) page 88
119. "I think I am on proper grounds when I say that 13 million people in Canada speak English and some 5 million speak French. I think the tail is trying to swing the dog."  
(Halifax) page 89
120. "Canada is at the moment a federation of ten equalities, and Quebec of course is one of ten equalities. Are you taking the one which is one of ten and setting it off against a combination of the nine others which are the English provinces?"  
(St. John's) page 89
121. "To assume that the Province of Quebec is equal to the other nine provinces will not be accepted."  
(Fredericton) page 89

122. "that Canada as a nation of ten provinces and of many racial origins, but having an English-speaking majority of nine provinces, must recognize the English language as the nationally accepted language of Canada."  
(Victoria) page 89
123. "The French Canadians are confined, by and large, to a single province."  
(Calgary) page 89
124. "When Confederation came about, the population of Canada was over 50 per cent French-speaking. At this time, a hundred years later, there are approximately 30 per cent French-speaking. What is it going to be a hundred years from now if there is only going to be 10 or 20 per cent of the French population? Why should there be equal representation, equal this, equal that, when the odds are 35 to 15 or 30 to 20 per cent? We have to think of the future, not just as it is today."  
(Preliminary Hearing) page 90
125. "Why not disperse them throughout Canada?"  
(Saskatoon) page 90
126. "If all 5½ million of them were spread as evenly as I imagine the Germans, the Dutch, or the Ukrainians to be, then I don't think we would be having the same problem."  
(Calgary) page 91
127. "As a majority we can afford to make concessions; however . . . the English-speaking element shouldn't be pushed too far because there would be resistance."  
(Vancouver) page 91
128. "Canada, I don't think for many of us has very much meaning nor has 'the Canadian'; but a *Canadian*—the individual—has his rights and obligations. Canada and Quebec are abstractions; 'an English-speaking' or 'French-speaking' Canadian is real, concrete. Their freedom is of supreme importance."  
(Kingston) page 91
129. "the right as a founding nation to have an equality of opportunity . . . and equal recognition as one of the two founding nations, not as an ethnic group that is struggling to maintain its culture".  
(Port Arthur) page 92
130. "The fact that the French in this province only number some 59,000 and yet have two broadcasting stations causes unrest when 154,000 Germans are denied one."  
(Saskatchewan) page 93

131. "Nobody can dictate what language I should use, must use or where I can use it or where I can't."  
(Calgary) page 94
- Chapitre 6
132. "change the rules in the middle of the game".  
(Moncton) page 115
133. 'Let Quebec separate if she wants to. We will be better off without her.'  
page 116
134. 'Our treaty was written in English and was signed under the British flag. If we change the language the treaty becomes worthless.'  
page 120
135. 'If it is the law of the country that people speak two languages, the Indians will accept it.'  
page 120
136. 'Separatism it is not going to solve the problem. It will give more problems to the French people—they should not try to isolate themselves in one province.'  
page 120





---

## Table des matières

---

---

Préambule	5
-----------	---

---

Structure du rapport	7
----------------------	---

Sources d'information	7
-----------------------	---

---

### Première partie

---

#### Chapitre 1

#### Premières étapes de l'enquête

1. La Commission se réunit	13
2. Le mandat	13
3. Les questions suscitées par le mandat	13
4. Un programme de recherches	14
5. Les griefs des Canadiens français	15
6. Un double postulat	15
7. L'égalité culturelle	16
8. Le personnel de la Commission	16

---

#### L'audience publique préliminaire

9. Opinions. Mise en garde	16
10. Enquêter, non éduquer	17
11. Le risque le plus grave	17
12. Un vaste dialogue	18
13. Les mémoires	18

---

#### Visites aux premiers ministres des provinces

14. Collaboration nécessaire	18
15. Premiers contacts	19
16. Au Canada anglophone	19
17. Les «autres» cultures	20
18. Au Canada francophone. L'inquiétante gravité du problème	20

---

#### Les rencontres régionales

19. Les participants	21
20. Un climat favorable	21
21. Caractère unique de l'expérience	21
22. Tension propice aux confidences	22
23. Une expérience choc	23

Deuxième partie	
Chapitre 2	
Début des rencontres régionales	
24. Introduction. A Sudbury	29
25. Sherbrooke et Trois-Rivières. Les inégalités	30
26. A London. Une barrière entre les cultures	31
27. Au départ: deux attitudes différentes	32
28. Émergence de thèmes généraux. Utilisation des citations	33
Chapitre 3	
Conceptions divergentes du Canada	
29. Introduction	37
A) Un Canada fondé sur la dualité	37
30. «L'égalité des deux peuples»	37
31. Les deux groupes fondateurs et la théorie du contrat	38
32. Refus de cette théorie	38
33. «Deux nations». L'identité du Canada anglophone. Une question de vocabulaire	39
34. Les contraires se rencontrent	41
35. Indiens et Esquimaux du Canada	41
B) Objection à la dualité: le multiculturalisme	42
36. Citoyens de seconde zone. «Néo-Canadiens»	42
37. La mosaïque. Troisième force	43
38. L'unité dans la diversité. Reconnaître d'autres langues?	44
C) «Un seul Canada»	45
39. Régionalisme	45
40. «Balkanisation ou assimilation»	45
41. Le caractère «artificiel» de la langue et de la culture françaises en Amérique du Nord	46
42. La persistance du français. «Québec d'abord»	47
D) Présence des États-Unis	48
43. Réactions ambivalentes	48
44. Le biculturalisme, un caractère distinctif	49

---

45. Pression économique. Le voisinage des É.-U. estompe le caractère biculturel du Canada	49
46. Une réponse au séparatisme	51
47. Les États-Unis: exemple d'uniformité culturelle	51
48. Récapitulation	52

---

#### Chapitre 4

##### Les institutions et les langues

49. Introduction. Points de vue canadiens-français. Opinions des anglophones	55
--	----

---

##### A) L'éducation 56

50. Questions soulevées par des anglophones	56
51. L'enseignement de la langue seconde	56
52. Écoles françaises pour les minorités. Pour un système complet d'éducation en français	57
53. Des écoles normales de langue française. La question des écoles bilingues. Le recrutement des professeurs de français au Québec	58
54. L'enseignement d'autres langues	59
55. Trop peu de bons professeurs, et techniques discutables. Milieux peu propices	60
56. L'obstacle de la confessionnalité	60
57. Dans le Québec	61
58. Importance du facteur religieux	61

---

##### B) Les techniques de diffusion («Mass Media») 63

59. Déficiences actuelles	63
60. Un problème pour les minorités françaises	63
61. Un facteur d'ignorance	64

---

##### C) Les services publics 65

62. Un contraste significatif	65
63. La fonction publique	65
64. Services de transport	66
65. Les Canadiens français dans les forces armées	66
66. Des écoles pour les enfants des militaires	67
67. Un district fédéral	68



---

D) Les institutions économiques	68
68. L'anglais, langue des affaires	68
69. Peu de discrimination flagrante . . . mais une position désavantageuse . . .	69
70. . . injuste et intolérable	69
71. Ambiguïtés. L'avenir	70
72. Silence des anglophones	71
73. Québec: une société «rurale et archaïque». Une erreur de fait	71
74. Jugements critiques sur l'éducation québécoise	72

---

E) Minorités françaises et minorité anglaise du Québec	73
75. Problèmes des francophones. Le Québec devant ces minorités. Peu de réactions chez les anglophones	73
76. La minorité anglaise du Québec. Une position privilégiée. Répliques de certains anglophones	75

---

F) Attitudes à l'égard du problème linguistique	76
---	----

---

77. Un choix ou une nécessité	76
78. Bilinguisme ou double unilinguisme?	76
79. Une erreur de fait. D'autres motifs	77
80. Attitudes des anglophones vis-à-vis du français	78
81. Divergences	79

---

### Chapitre 5

#### Aspects politiques

82. Introduction	83
------------------	----

---

A) Les options politiques	83
83. Toutes les gammes d'opinions. Des réformistes «modérés». Le «statut particulier». Les États associés	83
84. Séparatisme. Un terrain commun	84
85. Réaction militante des Canadiens anglophones. «Problème du Québec»	85
86. «Économiquement impossible». Une manœuvre? Cercle vicieux	85
87. «L'unité nationale»	86
88. Un problème «national»	87
89. Réformistes	87
90. Récapitulation	88

B) Usages divergents du principe démocratique	88
91. Un jeu de nombres	88
92. Variations sur le même thème	89
93. «Un problème»: La concentration des Canadiens français dans le Québec	90
94. Des concessions jusqu'à un certain point	91
95. Les droits de l'individu	91
96. Les droits de la minorité	91
97. Conséquences pour la minorité anglaise du Québec . . .	92
98. . . . et pour les «autres» groupes ethniques	93
99. Adaptations d'ordre pratique	94
100. La dualité d'abord	94
101. Un même sentiment d'être contraints	95
Troisième partie	
Chapitre 6	
Deux sociétés	
102. Introduction	101
103. Québec: les principales sources du malaise. Pourquoi soudain . . . Revendications des jeunes élites. Société «écrasée» et société «dynamique»	101
104. Une société distincte	103
105. Une vie séparée	105
106. Des préoccupations humaines. Des contacts avec le monde francophone	106
107. Deux orientations de base	106
108. Unité artificielle?	107
109. Les séparatistes	108
110. Les "quasi-séparatistes"	108
111. Une majorité de réformistes	109
112. Les «modérés»	109
113. Convergences	110
114. Le sort des minorités	110
115. Importance canadienne des minorités françaises	110
116. Un choix fondamental	111
117. Au Canada anglophone: une perspective différente. Des liens étroits avec les États-Unis	111
118. L'arrière-plan historique	112
119. Architectes du Canada moderne. Un grand attachement à la liberté personnelle. «La nation»	113
120. Une attitude de supériorité	114

121. La minorité anglophone du Québec	115
122. Attitudes des Canadiens anglophones face au Canada français	116
123. Modération, mais incompréhension	117

---

Les «autres» cultures 118

124. Divers degrés d'intégration. Une richesse culturelle et une expérience canadienne	118
125. Des groupes divers. Méfiance et divergences	118
126. Les «premiers» Canadiens	120

---

Deux systèmes d'explication 120

127. Dialogue ou soliloques	120
128. Égaux et partenaires?	121

---

Chapitre 7

La crise

129. Introduction	125
130. La mémoire des «nations»	126
131. Menaces à l'existence du Canada. Accommodements	127
132. Les raisons d'espérer	128
133. La volonté de négocier	129
134. La démocratie canadienne: ce qu'elle est et ce qu'elle peut devenir	129
135. Nécessité de mieux se comprendre	130
136. La montée des périls	131

---

Postface

137. Des vues provisoires	135
138. Les mémoires	135
139. L'ampleur et le rôle des recherches	135
140. La volonté de durer	136
141. La négociation entre les deux sociétés	136

---

Appendices

Appendice I

Mandat de la Commission	143
-------------------------	-----

---

Appendice II

## Les rencontres régionales:

- |  |     |
|--|-----|
| (a) Organisation et fonctionnement . . . | 147 |
| (b) Renseignements supplémentaires . . . | 150 |
- 

Appendice III

- |   |     |
|---|-----|
| Échange de lettres entre le premier ministre fédéral et des<br>premiers ministres provinciaux | 155 |
|---|-----|
- 

Appendice IV

## Premiers documents officiels produits par la Commission:

- |   |     |
|---|-----|
| (a) Déclaration inaugurale de M. A. Laurendeau, président<br>conjoint, à l'audience préliminaire des<br>7 et 8 novembre 1963          | 169 |
| (b) Déclaration de la Commission faite par M. D. Dunton,<br>président conjoint, à l'audience préliminaire des<br>7 et 8 novembre 1963 | 172 |
| (c) Document de travail, publié à l'intention de ceux qui<br>préparent un mémoire pour la Commission                                  | 175 |
- 

Appendice V

- |          |     |
|----------|-----|
| Tableaux | 183 |
|----------|-----|
- 

Appendice VI

- |   |     |
|---|-----|
| Citations originellement en anglais et traduites en<br>français dans le texte | 195 |
|---|-----|







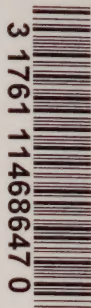












3 1761 11468647 0